



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE		MINISTÈRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Direction de l'espace rural, et de la forêt S/Direction de l'aménagement et de la gestion de l'espace rural Bureau de l'agronomie, des ressources naturelles et des sols 19 avenue du Maine 75732 PARIS cedex 15 Tél : 01 49 55 54 20 Fax : 01 49 55 59 87	Direction des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi S/Direction des exploitations agricoles Bureau des CTE et de la Modernisation 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP Tél : 01 49 55 57.60 Fax : 01 49 55 80 13	Direction de l'eau S/Direction de la protection et de la gestion de l'eau Bureau de la lutte contre les pollutions 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP Tél : 01 42 19 12 36 Fax : 01 42 19 12 35
CIRCULAIRE DERF/SDAGER/C2002-3008 DEPSE/SDEA/C2002-7016 Date : 23 AVRIL 2002		

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

Le Ministre de l'aménagement du territoire et de
l'environnement

à

Madame et Messieurs les Préfets de Région

**Mesdames et Messieurs les Préfets de
Département**

Objet : instructions relatives à la mise en œuvre de la réforme du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA)

Bases juridiques :

- décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la délimitation des zones vulnérables
- décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions d'Etat pour des projets d'investissement
- décret 2000-675 pris du 17 juillet 2000 pris pour l'application de l'article 10 du décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions d'Etat pour des projets d'investissement
- décret n°2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
- décret n° 2002-26 du 4 janvier 2002 relatif aux aides pour la maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage
- arrêté du 30 mai 2000 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subvention de l'Etat pour des projets d'investissement
- arrêté du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

- arrêté du 21 août 2001 modifiant l'arrêté du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.
- arrêté du 26 février 2002 relatif aux aides pour la maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage
- arrêté du 7 mars 2002 relatif au projet d'amélioration des pratiques agronomiques
- circulaire DEPSE/SDEA/C99-7030 du 17 novembre 1999 relative à la mise en œuvre des contrats territoriaux d'exploitation
- circulaire du ministère de l'économie et des finances et du ministère de la fonction publique du 19 octobre 2000 d'application du décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions d'Etat pour des projets d'investissement
- circulaire DPPR du 21 décembre 2000 relative à l'articulation du PMPOA avec la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- circulaire DEPSE/SDEA/C2001-7027 du 2 juillet 2001 relative aux modalités d'intervention des collectivités territoriales dans les actions prévues par le plan de développement rural national
- circulaire conjointe DPPR-DEPSE/SDEEA/C2001-7047 du 20 décembre 2001 relative aux capacités de stockage des effluents d'élevage.

Instructions abrogées :

- circulaire DEPSE/ SDEEA 7016 du 22 avril 1994, circulaire DEPSE/SDEEA 7021 du 18 avril 1995, circulaire DEPSE/SDEEA C95-7028 du 19 juin 1995, circulaire DEPSE/SDEEA-DPPR/SEI C95-7039 du 23 octobre 1995,
- instruction du 1^{er} décembre 2000 des directeurs de cabinet des ministères chargés de l'agriculture et de l'environnement aux préfets de région et de département.

Résumé : la présente circulaire précise les modalités de mise en œuvre du PMPOA, suite à sa réforme. Elle indique notamment comment évaluer les moyens financiers nécessaires, délimiter les zones prioritaires et organiser le recensement des éleveurs souhaitant entrer dans le programme. Elle précise également les critères d'éligibilité des élevages ainsi que les modalités de gestion de la phase transitoire.

Mots-clés : élevages, aides, pollution, azote, PMPOA

PLAN DE DIFFUSION

Pour exécution :

- Mme et MM. les Préfets de Région
- Mmes et MM. les Préfets de Département
- Mmes et MM. les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt
- Mmes et MM. les Directeurs Régionaux de l'Environnement et de la Nature
- Mmes et MM. les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt
- Mmes et MM. les Directeurs de l'Agriculture
- Mmes et MM. les Directeurs des services vétérinaires
- M. le Directeur du CNASEA

Pour information :

- Administration Centrale
- MM. les directeurs d'agence de l'eau
- CEMAGREF
- ODEADOM

Le gouvernement a décidé de réformer le PMPOA afin de renforcer son efficacité environnementale.

Cette réforme porte principalement sur :

- ***Le passage d'une priorité d'intégration par taille d'élevage décroissante à une priorité par zones géographiques***

Dans les zones d'action prioritaire, tous les élevages sont désormais éligibles, quelle que soit leur taille. En dehors de ces zones, pour assurer la transition avec l'ancien programme, certains élevages demeurent éligibles au vu de leur taille aux aides du PMPOA. Ce sont principalement ceux dont l'intégration était réalisée au plus tard en 2000 (plus de 90 UGB pour les bovins notamment).

- ***L'amélioration des pratiques agricoles***

La maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage nécessite en premier lieu une amélioration de la gestion de la fertilisation et des terres. Les investissements subventionnés dans le cadre du PMPOA ne seront efficaces sur la qualité de l'eau que s'ils sont dimensionnés à partir d'un raisonnement prenant en compte les risques de pollution liés aux épandages et s'ils sont accompagnés par des changements de pratiques. Le nouveau programme donne une importance accrue à la gestion agronomique de l'azote. Il comporte un projet agronomique qui va au-delà des exigences réglementaires et dont la réalisation bénéficie d'une aide importante.

Après un an de négociation, la réforme du PMPOA a été approuvée par la Commission européenne le 30 octobre 2001, dans les conditions suivantes :

- le programme doit être achevé en zones vulnérables le 31 décembre 2006. Cela signifie qu'aucun arrêté d'attribution de subvention ne devra être signé après cette date. En revanche, au delà de celle-ci, l'encadrement communautaire permet de poursuivre le programme avec un taux d'aides de 60% en dehors des zones vulnérables si les contrats de plan Etat-Région le prévoient.
- au niveau national, 80% des aides publiques (incluant les aides du Ministère de l'agriculture, celles des collectivités locales et des agences de l'eau) seront affectées aux zones vulnérables
- pour être éligibles, les éleveurs doivent avoir déclaré leur intention de s'engager dans le programme auprès de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du siège de leur exploitation avant le 31 décembre 2002 (exception faite pour les jeunes agriculteurs installés après cette date). Dans les zones vulnérables, ils devront également respecter, avant cette date, les exigences minimales au titre de la directive nitrates qui ne nécessitent pas la réalisation d'investissement ; à savoir :disposer d'un plan de fumure, d'un cahier d'enregistrement et respecter le plafond d'apport annuel d'azote provenant des effluents d'élevage de 170 kg N/ha,
- les éleveurs ne respectant pas la directive nitrates et qui ne se sont pas engagés dans le PMPOA ne peuvent pas bénéficier des autres aides publiques à l'investissement

*

* *

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre des décrets et arrêtés relatifs au programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage susvisés.

Il vous est demandé :

1. d'évaluer les besoins financiers prévisibles du programme

La fiche n°2 précise la méthode pour réaliser ces simulations.

Leurs résultats devront être présentés à l'ensemble des financeurs du programme, en distinguant les différentes catégories d'élevages éligibles, selon un modèle de tableau joint en annexe 2.

Une copie de ces simulations sera adressée à la Direction de l'eau et à la Direction de l'espace rural et de la forêt avant le 1^{er} mai 2002.

Vous trouverez ci-joint, en annexe 1, à titre indicatif, une estimation des coûts prévisibles du programme par département et par bassin réalisée à partir d'une requête réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) pour évaluer les élevages potentiellement éligibles au programme ainsi que des tableaux de bord d'avancement du PMPOA au 30 juin 2001. Cette simulation repose sur la définition des zones vulnérables actuelles. Vous l'ajusterez en tenant compte des zones susceptibles d'être classées vulnérables à l'issue de la révision de ce zonage.

2. de définir, si les crédits disponibles le permettent, les zones d'action prioritaire en dehors des zones vulnérables, avant le 1^{er} juillet 2002 par arrêté du préfet de région après avis du conseil d'administration de(s) l'agence(s) de l'eau

L'ensemble des zones vulnérables est inclus dans les zones d'action prioritaire, conformément à l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux aides pour la maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage. Il n'est donc pas nécessaire d'édicter un arrêté préfectoral pour classer en zone d'action prioritaire les communes situées en zones vulnérables.

Des zones d'action prioritaire ne peuvent être définies en dehors des zones vulnérables, selon les critères de l'article 2 de l'arrêté susvisé, que dans la mesure où les crédits disponibles permettent déjà de traiter les élevages situés en zone vulnérable (y compris ceux qui sont dans les zones nouvellement identifiées comme vulnérables à l'issue de la révision prévue en 2002) et ceux qui sont éligibles aux aides au regard de leur taille.

Pour pouvoir être poursuivies, les opérations coordonnées engagées avant le 1^{er} décembre 2000 doivent être intégrées dans les zones d'action prioritaire.

Le cas échéant, l'arrêté du préfet de région après avis du conseil d'administration de l'agence de l'eau, fixe la liste des communes classées en zones d'action prioritaire situées en dehors des zones vulnérables.

Dans les régions où les zones vulnérables couvrent une partie importante du territoire et où les crédits disponibles sont insuffisants pour traiter tous les élevages qui y sont situés, une hiérarchisation des priorités doit être établie, en prenant en compte la responsabilité des élevages en matière de pollution par les nitrates dans ce territoire.

Nous vous rappelons que la circulaire de la direction de la prévention de la pollution et des risques du 21 décembre 2000 relative à l'articulation du PMPOA avec la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement autorise le préfet à fixer des délais de mise aux normes des stockages des élevages, sans toutefois dépasser la date de 2010, ainsi que les adaptations des prescriptions techniques éventuellement souhaitables pour les élevages bovins soumis à déclaration au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement situés en dehors des zones d'action prioritaire.

Dans tous les cas, les résultats des simulations financières sont transmis à l'agence de l'eau

Vous adresserez une copie des arrêtés préfectoraux aux Directions de l'eau et de l'espace rural et de la forêt.

3. de mettre en œuvre, au sein du guichet unique, les moyens nécessaires pour que les agriculteurs déclarent leur intention de s'engager dans le programme avant le 31 décembre 2002

Vous mettrez en place les moyens de communication adaptés pour informer les agriculteurs potentiellement concernés, situés en zone d'action prioritaire et éligibles au vu de leur taille. Les agriculteurs éligibles au vu de leur taille ou situés en zone vulnérables peuvent déclarer leur intention d'engagement dans le programme immédiatement, sans attendre la délimitation des éventuelles zones d'action prioritaires situées en dehors des zones vulnérables.

Nous appelons votre attention sur le fait que la date limite du 31 décembre 2002 pour que les agriculteurs déclarent leur intention d'engagement dans le programme est applicable y compris dans les zones vulnérables qui pourraient être définies à l'issue de la révision de ces zones prévue en 2002.

Vous inviterez Les éleveurs situés dans les zones susceptibles d'être classées vulnérables à se déclarer en leur indiquant que cette déclaration ne portera effet qu'au cas où le classement de la zone sera arrêté.

Vous trouverez, ci-joint en annexe 4, un modèle de formulaire de déclaration d'intention d'engagement dans le programme.

4. d'assurer l'instruction des demandes de subvention au sein des guichets uniques et en étroite collaboration avec les autres financeurs

Les principales modifications portent sur :

- l'introduction du projet agronomique
- la définition de nouvelles références de stockage définies par la circulaire du 20 décembre 2001,
- le contenu du dossier de demande de subvention, conformément au décret du 16 décembre 1999 et aux exigences de la Commission
- le calcul des capacités de stockage éligibles
- les modalités de calcul des coûts
- l'application d'un taux de 40% à certains investissements
- l'introduction de nouveaux investissements éligibles

La circulaire du 1^{er} décembre 2000 vous demandait de vous préparer à instruire les dossiers déposés après la date de réception de la circulaire, selon les règles du nouveau dispositif. Les règles à appliquer pendant la période de transition entre l'ancien et le nouveau dispositif sont précisées dans la fiche n°6.

5. d'estimer les moyens humains nécessaires à la gestion du programme dans les guichets uniques

Le respect de l'échéance du 31 décembre 2006 fixée pour l'achèvement du programme en zone vulnérable implique d'augmenter le rythme de traitement des dossiers. L'identification des éleveurs ayant déclaré leur intention de s'engager dans le programme est destinée notamment à planifier et donc à accélérer la réalisation des diagnostics et des projets d'amélioration.

Vous établirez un bilan des moyens humains disponibles dans les guichets uniques et une estimation des besoins pour instruire les dossiers en respectant l'échéance de 2006.

Pour l'État, des améliorations ont été apportées à la procédure qui devraient permettre de réduire à un maximum de trois ans les délais de réalisation des travaux. Conformément à l'article 8 du décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions d'Etat pour des projets d'investissement, les études préalables ne constituent pas un commencement d'exécution du projet. Il est donc possible d'édicter un arrêté d'attribution de subvention unique pour les travaux, intégrant dans l'assiette subventionnable les dépenses liées à l'étude préalable.

La mise à disposition d'outils de gestion informatique facilitera la gestion du dispositif.

L'harmonisation des règles de financement entre les différents financeurs doit également réduire sensiblement les délais d'instruction des dossiers. Une meilleure allocation des moyens humains contribuera à respecter cette échéance.

Vous pourrez utilement mettre en place un groupe de suivi technique du programme au niveau local associant l'administration et les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme. Ce groupe aurait pour objectif d'organiser l'accompagnement du programme, notamment en vue de respecter l'échéance de 2006 et d'assurer son suivi sur le plan technique, administratif, environnemental et financier.

6. de définir les coûts-plafond des fosses de stockage par arrêté du préfet de région

Ces coûts-plafond sont définis sur la base des prix moyens effectivement constatés et selon les modalités définies à l'annexe 3 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux aides pour la maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage

7. de tenir à jour des tableaux de bord de suivi du programme en lien avec l'ensemble des financeurs

La plus grande attention doit être portée au suivi et à l'évaluation de ce programme tant en terme d'utilisation des fonds qui lui sont consacrés que de son efficacité environnementale. Des critères d'évaluation des effets environnementaux ont été inclus dans les fiches annuelles de suivi de l'avancement du programme. Ces critères ont été choisis parmi ceux que nécessite l'instruction des dossiers afin de ne pas occasionner un surcroît de travail. Ils permettront d'effectuer régulièrement des bilans aux niveaux départemental, régional, national et des bassins.

Ces indicateurs figureront dans l'outil informatique mentionné ci-dessus.

8. de renforcer les contrôles

La crédibilité du dispositif repose sur un renforcement du contrôle des engagements et des pratiques des éleveurs qui ont déjà bénéficié des aides entre 1994 et 2000 ou qui entrent dans le nouveau programme.

Vous veillerez à organiser, aux différentes étapes de la procédure, des contrôles qui porteront notamment sur le respect des programmes d'action au titre de la directive nitrates et des prescriptions de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). A ce titre, vous veillerez à ce que les services de police des eaux et l'inspection des ICPE travaillent en étroite relation avec les services instructeurs du PMPOA.

Préalablement à toute décision d'accord de financement pour un élevage en zone vulnérable, vous vérifierez le respect de la quantité maximale d'azote provenant des effluents d'élevage qui peut être épandue (170 kg N par hectare de surface épandable et par an), ainsi que l'établissement du plan de fumure et la tenue du cahier d'enregistrement des pratiques de fertilisation.

Toute déclaration erronée dans le but d'obtenir des aides devra être sanctionnée, l'exclusion des aides pouvant être prononcée.

9. d'assurer une articulation cohérente entre le PMPOA et les Contrats territoriaux d'exploitation (CTE)

Afin de mener des actions visant à une amélioration des pratiques environnementales de gestion des effluents d'élevage sur les exploitations agricoles situées en dehors des zones d'action prioritaire et ne pouvant pas accéder aux aides du PMPOA, les travaux de maîtrise des pollutions pour les élevages pourront être financés dans le cadre des CTE, aux conditions de ceux-ci. Les travaux seront réalisés selon les mêmes règles techniques que pour le PMPOA. Ils ne seront efficaces sur la qualité de l'eau que s'ils sont dimensionnés à partir d'un raisonnement prenant en compte les risques de pollution liés aux épandages et s'ils sont accompagnés par des changements de pratiques. Aussi, vous avez la possibilité d'inclure ces derniers engagements dans les CTE en utilisant le dispositif d'aide le plus adapté au plan régional (aide au démarrage, investissements immatériels ou actions agro-environnementales, dont la planification). Conformément au règlement CE 1257/1999 et aux lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole, les taux maximaux d'aide de 40 % et 50 % - pour les investissements visant spécifiquement la protection de l'environnement ou l'amélioration des conditions d'hygiène et le bien être animal, et allant au-delà des exigences communautaires minimales – peuvent être majorés respectivement de 20 et 25 points de pourcentage. La Commission européenne reconnaît qu'en dehors des zones vulnérables les investissements de nature à maîtriser les pollutions d'origine agricole vont au-delà des exigences communautaires minimales. Toutefois, l'application de la majoration de 20 ou 25 points n'est possible qu'après notification à la Commission. Cette aide supplémentaire n'est pas éligible au cofinancement communautaire. Elle ne pourra pas être supportée par le fonds de financement des CTE. En revanche, son financement par les collectivités locales est envisageable suivant les modalités définies dans la circulaire DEPSE/SDEA/C2001-7027 du 2 juillet 2001.

*

* *

Vous trouverez, ci-joint , les fiches suivantes :

- Rôle du guichet unique du PMPOA
- Méthode d'estimation des dépenses prévisibles
- Délimitation des zones d'action prioritaire
- Déclaration d'intention d'engagement dans le programme
- Critères d'éligibilité des élevages
- Gestion de la phase transitoire
- Liste des indicateurs techniques et financiers du programme

Elles seront complétées ultérieurement par des fiches techniques spécifiques à l'instruction des dossiers de demande de subvention.

Par ailleurs, une instruction relative à l'application individuelle des références techniques de flux d'azote associés aux élevages bovins est également en cours de préparation.

Nous vous demandons de signaler, dès que possible, sous les différents timbres, les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la présente instruction.

Le Directeur de l'espace rural et
de la forêt

Pierre Eric ROSENBERG

Le Directeur de l'eau

Bernard BAUDOT

Le Directeur des exploitations,
de la politique sociale et de l'emploi

Christian DUBREUIL

Le Contrôleur financier

FICHE N° 1. : ROLE DU GUICHET UNIQUE DU PMPOA

Dans chaque département, le Préfet constitue une cellule spécifique pour la gestion technique et financière du programme. Cette cellule est appelée "guichet unique du PMPOA". Elle est l'interlocuteur privilégié de tous les acteurs concernés par ce programme.

Le guichet unique du PMPOA a pour mission :

- de relayer les informations du ministère de l'agriculture et de la pêche et du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, mais également des autres partenaires financiers du programme (Agences de l'Eau, Conseils Régionaux et Conseils Généraux) ;
- de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que les éleveurs souhaitant adhérer au programme déclarent leur intention avant le 31 décembre 2002, exception faite de certains jeunes agriculteurs (art. 3 du décret n° 2002-26) ;
- d'instruire les demandes d'aide financière des élevages pour le compte de l'Etat et des autres financeurs, dès lors qu'une convention de partenariat est établie entre le préfet de département et le représentant du financeur partenaire ;
- de constater l'adéquation des travaux réalisés dans le cadre de ce programme avec le projet ;
- de vérifier le respect des engagements pris par les exploitants ;
- de renseigner régulièrement les indicateurs techniques et financiers du tableau de suivi du programme (voir liste ci-jointe) ;
- de transmettre, chaque année, aux ministères concernés, une prévision de réalisation et l'estimation des crédits nécessaires ;
- de mettre à disposition du préfet de région les informations lui permettant d'établir et d'actualiser les coûts plafond des ouvrages de stockages des effluents liquides ;
- de réaliser à l'occasion du redémarrage du programme et, au moins une fois par an, avec les responsables professionnels, l'inventaire des ressources humaines disponibles pour accompagner ce programme (diagnostics, élaboration des projets d'amélioration et des projets agronomiques) et d'identifier les ajustements nécessaires pour respecter l'échéance de 2006 en zone vulnérable ;
- d'organiser chaque année, au moins une rencontre avec les différents financeurs du programme pour leur présenter un état d'avancement du programme sur la base des indicateurs techniques et financiers et fixer en commun un ordre prioritaire d'instruction des dossiers pour l'année suivante en fonction des disponibilités départementales ;
- de prendre, en liaison avec les organismes chargés de la réalisation des diagnostics Dexel et des projets, et en accord avec les autres financeurs du programme, les mesures pour échelonner dans le temps le dépôt des dossiers.

Le guichet unique transmettra au plus tard le 15 février 2003, sur support informatique à tous les financeurs locaux du programme, la liste des éleveurs éligibles et ayant déclaré avant le 31 décembre 2002, leur intention d'adhérer au programme. Un état statistique de ces élevages sera adressé aux ministères concernés.

FICHE N°2. : METHODE D'ESTIMATION DES DEPENSES PREVISIBLES

Les simulations financières permettent :

- d'évaluer le coût prévisible du programme et de délimiter, si les crédits disponibles le permettent, d'éventuelles zones d'action prioritaire en dehors des zones vulnérables ;
- de fixer des règles de priorité d'accès aux aides pour les éleveurs éligibles ;
- de fournir aux ministères concernés, les informations nécessaires à la vérification du respect de la répartition des crédits nationaux entre les zones vulnérables et le reste du territoire.

Elles sont établies en utilisant la méthode suivante :

- les dépenses prévisibles sont évaluées en sommant les dépenses liées aux investissements et celles liées aux études ;
- Les dépenses prévisibles liées aux études sont calculées en multipliant le nombre de dossiers restant à traiter par le montant total des aides) pour études, toutes origines confondues, pour chacun des dossier (à savoir 2 700 euros correspondant au financement du DEXEL et du projet agronomique) ;
- les dépenses prévisibles liées aux investissements sont évaluées en multipliant le nombre d'UGBN restant à traiter par un montant moyen d'aide/UGBN, dont le niveau est fixé localement en fonction des dossiers déjà traités et du type d'élevages concernés par la suite du programme) ;
- le nombre d'UGBN (et d'exploitations) restant à traiter est la différence entre :
le nombre d'UGBN (et le nombre d'exploitations) potentiellement éligibles multiplié par un taux d'adhésion
et
le nombre d'UGBN (et le nombre d'exploitations) déjà traitées (dans le programme ou dans le cadre d'autres programmes) ;
- les exploitations potentiellement éligibles correspondent à celles qui sont situées en zone vulnérable (à l'exception des élevages de moins de 25 UGB et les élevages dont le chef d'exploitation est âgé de plus de 50 ans, sans successeur) et celles qui demeurent éligibles au vu de leur taille (voir détail de la requête du SCEES). Les UGBN potentiellement éligibles correspondent aux animaux détenus dans ces élevages ;
- le taux d'adhésion est fixé à 90% des UGBN détenues par les élevages potentiellement éligibles de plus de 25 UGB, tout en sachant que les élevages de moins de 25 UGB ne sont pas exclus de l'accès aux aides ;
- il est de 75% pour les exploitations potentiellement éligibles au programme.

Vous trouverez, ci-joint, en annexe, à titre indicatif, les résultats de simulations des dépenses prévisibles :

- le montant moyen des aides, toutes origines confondues, a été fixé à partir des données issues des tableaux de bord des agences de l'eau à 220 euros par UGBN,. Compte tenu de la grande variabilité de ce montant d'une région à l'autre et selon la classe de taille des élevages, il est indispensable de définir le montant de l'aide le mieux adapté à la situation locale ;
- le nombre d'élevages potentiellement éligibles et les UGBN correspondantes ont été estimés à partir d'une exploitation du recensement agricole 2000 établie par le SCEES. Ces résultats s'appuient sur les effectifs des zones vulnérables actuelles. Il conviendra donc de compléter ces simulations à l'issue de la nouvelle délimitation de ces zones prévue pour le courant de l'année 2002 ;
- les critères utilisés dans la requête du SCEES et les résultats sont présentés en annexe 1 ;
- les nombres d'UGBN et de dossiers déjà traités dans le cadre du programme sont issus des tableaux de bord des agences de l'eau au 30 juin 2001.

Vous trouverez également :

- en annexe 2, un modèle de tableau récapitulatif des estimations financières pour les différentes catégories d'élevage (élevages en zone vulnérable, élevages éligibles au vu de leur taille, autres élevages dans les éventuelles zones d'action prioritaire) ;
- en annexe 3, un tableau décrivant la proposition de délimitation des zones d'action prioritaire.

Ces deux derniers documents doivent être transmis aux ministères concernés au plus tard le 1^{er} mai 2002 .

Ils seront également adressés à l'agence (aux agences), y compris si aucune zone d'action prioritaire n'est définie en dehors des zones vulnérables.

FICHE N°3. : DELIMITATION DES ZONES D'ACTION PRIORITAIRE

Le préfet de région est chargé de délimiter par arrêté les zones d'action prioritaire avant le 1^{er} juillet 2002, à partir des résultats des simulations financières effectuées en utilisant la méthode détaillée dans la fiche n°2 et après avis du conseil d'administration de(s) l'agence(s) de l'eau concernée(s).

Conformément à l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux aides pour la maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage, l'ensemble des zones vulnérables est classé en zone d'action prioritaire.

Les crédits disponibles sont évalués en tenant compte de l'ensemble des financeurs. Les dotations du ministère de l'agriculture et de la pêche respecteront les engagements souscrits au titre du contrat de Plan Etat-Région.

La répartition des crédits du ministère de l'agriculture et de la pêche sera ajustée en 2003 dans le cadre de la révision de ces contrats en fonction du niveau d'adhésion des agriculteurs dans le programme, tout en respectant les engagements des pouvoirs publics vis-à-vis de la commission européenne.

- Si les crédits disponibles sont insuffisants pour prendre en compte les élevages situés en zone vulnérable et éligibles au vu de leur taille :

Le préfet de région ne définit pas de zone d'action prioritaire en dehors des zones vulnérables.

Au sein des zones vulnérables, le préfet de région définit des priorités d'accès aux aides en se fondant sur des critères de détérioration de la qualité des eaux, sur son utilisation pour la production d'eau potable et sur la responsabilité des élevages dans les pollutions.

Les demandes des élevages éligibles au vu de leur taille situés hors zone vulnérable pourront être traitées, si les crédits disponibles le permettent.

- Si les crédits disponibles permettent de répondre pour prendre les élevages situés en zones vulnérables et à ceux qui sont éligibles au vu de leur taille et situés hors zone vulnérable :

Des zones d'action prioritaire peuvent être délimitées en dehors des zones vulnérables, en respectant les critères définis par l'arrêté du 26 février 2002. Une attention particulière sera accordée à la protection des ressources en eau destinées à l'alimentation humaine.

Dans un souci de simplification, ces zones d'action prioritaire comprendront des communes entières.

Une copie des arrêtés préfectoraux délimitant les zones d'action prioritaire sera adressée à la DERF du ministère de l'agriculture et de la pêche et à la DE. du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement

FICHE N°4. : DECLARATION D'INTENTION D'ENGAGEMENT DANS LE PROGRAMME
--

La déclaration d'intention d'engagement dans le programme est une démarche volontaire de la part de l'éleveur et non un recensement par le guichet unique des élevages potentiellement éligibles.

Cette déclaration constitue la demande de financement de l'étude préalable. L'accord de financement de cette étude est conjoint à l'accord de financement des travaux. En effet, conformément à l'article 8 du décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions d'Etat pour des projets d'investissement, les études préalables au projet ne constituent pas un commencement d'exécution du projet. La demande de subvention du projet peut donc être déposée après réalisation de ces études dont les dépenses seront intégrées dans l'assiette subventionnable, conformément au point 5-1-1 de la circulaire d'application du décret sus-visé.

Elle répond aux objectifs suivants :

- respect de l'échéance de 2006 et planification du traitement des dossiers : évaluation du nombre de dossiers à traiter, gestion des priorités, mise en œuvre des moyens nécessaires au traitement des dossiers ;
- estimation des effectifs animaux éligibles aux aides par la déclaration du cheptel présent au 31 décembre 2000 et de leur conformité à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- vérification du respect par les éleveurs situés en zone vulnérable des prescriptions minimales au titre de la directive nitrates ; à savoir quantité moyenne d'azote issue des effluents d'élevage inférieure ou égale à 170 kg par hectare épandable au plus tard le 20 décembre 2002, élaboration d'un plan de fumure prévisionnel, tenue à jour du cahier d'épandage des fertilisants azotés.

4.1. Contenu du formulaire de déclaration d'intention

Un modèle de formulaire est joint en annexe.

Il comporte au minimum :

- des informations générales sur le programme et les critères d'accès aux aides
- les éléments nécessaires à la vérification de l'éligibilité de l'élevage : description du cheptel présent au 31 décembre 2000, régime relatif à la réglementation ICPE, localisation de l'élevage, attestation de ne pas avoir bénéficié d'aides au titre du programme précédent
- la date souhaitée de réalisation de l'étude préalable
- l'engagement de l'agriculteur à respecter, en zone vulnérable, les exigences minimales au titre de la directive nitrates

Vous rappellerez les éléments (communes, cantons,...) permettant à l'éleveur de vérifier si son élevage est situé en zone vulnérable. Vous indiquerez également la liste des organismes pouvant réaliser le deXel ainsi que leurs adresses

Pour les élevages concernés par la réglementation relative aux ICPE, il doit être accompagné de l'autorisation d'exploiter ou du récépissé de déclaration les plus récents et, si nécessaire, de l'attestation de dépôt du dossier de demande de régularisation des effectifs détenus ou, à défaut, d'une déclaration sur l'honneur attestant du dépôt de cette demande.

4.2. Agriculteurs concernés

Conformément au décret 2002-26 du 4 janvier 2002, tous les élevages éligibles doivent manifester leur intention de s'engager dans le programme avant le 31 décembre 2002, à l'exception des jeunes agriculteurs installés après cette date, auprès de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du département du siège de leur exploitation.

Les éleveurs situés dans les zones susceptibles d'être classées vulnérables doivent également être invités à se déclarer en leur indiquant que cette déclaration ne portera effet qu'au cas où le classement de la zone sera arrêté.

Tous les élevages ayant déposé, avant le 6 janvier 2002, une demande d'étude préalable pour bénéficier des aides du PMPOA et n'ayant pas reçu d'arrêté d'attribution de subvention pour les travaux doivent également manifester leur intention de s'engager dans le programme en veillant notamment à déclarer les effectifs détenus au 31 décembre 2000. Un courrier rappelant cette obligation accompagné d'un formulaire de déclaration pourra être adressé directement par le guichet unique à ces éleveurs.

4.3. Communication

Le guichet unique assure une large communication auprès des éleveurs concernés relative au programme et une diffusion étendue du formulaire de déclaration d'intention d'engagement.

Le guichet unique organise le plan de diffusion de l'information auprès des éleveurs, en s'appuyant si possible sur les organisations professionnelles agricoles. Ce plan peut comprendre un affichage en mairie, dans les points de passage des agriculteurs (points de vente, coopératives, banques,...), la réalisation d'une plaquette d'information, la diffusion auprès de la presse locale et agricole, de communiqués.

4.4. Procédure d'instruction des déclarations d'intention

Le guichet unique accuse réception de la déclaration d'intention en informant le demandeur de l'éligibilité ou de l'inéligibilité de son élevage aux aides du programme. Il lui transmet, le cas échéant, la liste des techniciens habilités pour réaliser les DEXEL.

En cas d'absence de pièces, de déclaration incomplète ou de fausse déclaration, la demande est considérée comme irrecevable. Le demandeur en est informé par lettre recommandée.

Aucune déclaration d'intention ne sera jugée recevable dès lors qu'elle aura été déposée après le 31 décembre 2002, à l'exception des élevages détenus par des jeunes agriculteurs, installés après le 31 décembre 2002 et éligibles aux aides à l'installation au sens de l'article R-343 du code rural (cf. article 3 du décret 2002-26).

Le guichet unique enregistre, dans le tableau de bord défini à la fiche n°7, les informations contenues dans les déclarations d'intention de chaque éleveur éligible et déclarés avant le 31 décembre 2002.

Il transmet ce tableau, au plus tard le 15 février 2003, sur support informatique à tous les financeurs locaux du programme.

Un état statistique de ces données sera adressé aux ministères concernés.

Le guichet unique et les financeurs partenaires du programme fixent des priorités pour l'instruction des dossiers (cf. fiche n°1). Ils peuvent modifier l'année souhaitée par l'éleveur pour réaliser l'étude préalable en fonction des priorités retenues et du nécessaire échelonnement dans le temps du dépôt des dossiers de demande d'aide. Le guichet unique en informe alors l'éleveur.

FICHE N°5.: CRITERES D'ELIGIBILITE DES ELEVAGES

Le nouveau dispositif se traduit par une approche privilégiant les zones d'action prioritaire au regard de la qualité de l'eau. Pour assurer une transition avec l'ancien dispositif, certains élevages restent éligibles au vu de leur taille.

Pour être éligibles au programme, tous les éleveurs doivent avoir déclaré avant le 31 décembre 2002 leur intention d'adhérer au programme, à l'exception des jeunes agriculteurs installés depuis moins de 5 ans et éligibles aux aides à l'installation au sens de l'article R-343 du code rural.

Les élevages qui franchissent les seuils d'autorisation ICPE après le 31 décembre 2000, sous réserve d'avoir déclaré avant le 31 décembre 2002 leur intention d'engagement, sont éligibles aux aides. L'assiette des travaux sera déterminée en tenant compte des effectifs détenus au 31 décembre 2000.

Dans les zones d'action prioritaire, les élevages créés après le 31 décembre 2000, sous réserve d'avoir déclaré avant le 31 décembre 2002 leur intention d'engagement, sont éligibles aux aides. L'assiette des travaux sera déterminée en tenant compte des effectifs détenus au 31 décembre 2000. Ainsi, seuls le DEXEL et le projet agronomique pourront être aidés.

Les élevages suivants sont exclus de l'accès aux aides :

- les élevages ayant déjà bénéficié d'aides au titre du précédent programme, y compris ceux dont les éleveurs désireraient ou devraient réaliser des travaux supplémentaires suite notamment à une augmentation des effectifs ou lorsqu'une modification notable rend applicables les normes de stockage des effluents issues de la circulaire DEPSE-DPPR du 20 décembre 2001 ou à l'obligation de mettre en place un dispositif de traitement dans les cantons en zone d'excédent structurel lié aux élevages.
- les élevages concernés par la directive CE 96/61 du 24 septembre 1996 relative à la prévention et la réduction intégrée de la pollution, en application des lignes directrices de la Commission européenne. Il s'agit des élevages de plus de 40 000 emplacements pour les volailles, de plus de 2 000 emplacements pour les porcs de plus de 30 kg, de plus de 750 emplacements pour les truies. Cette exclusion concerne également les élevages issus de regroupements d'exploitations qui dépassent ce seuil à l'issue du regroupement. Cette exclusion concerne toutes les espèces d'un élevage de plusieurs-espèces logées sur un même site dès lors que le cheptel porcin ou avicole dépasse les seuils ci-dessus.
- les élevages situés en dehors des zones d'action prioritaire dont les effectifs animaux franchissent après le 31 décembre 2000 les seuils d'éligibilité au vu des effectifs rappelés au point 5.3.

5.1. Notion d'élevage

Un élevage est défini par un site d'élevage au sens de la réglementation pour les installations classées pour la protection de l'environnement. La notion de site est définie dans le cas des installations classées comme suit :

- “ L'ensemble des bâtiments présents sur un même site constitue une installation soumise à déclaration ou à autorisation en fonction du nombre d'animaux présents. Si deux installations soumises à autorisation se trouvent sur le même site, elles peuvent faire l'objet d'une seule enquête publique sur l'ensemble des bâtiments et d'un seul arrêté d'autorisation. Cet arrêté peut être au nom d'une personne physique ou d'une personne morale telle qu'un GAEC ou une EARL.
- Si les bâtiments ne sont pas sur le même site, l'unité d'installation doit s'étudier au cas par cas, en fonction de la distance les séparant et de la communauté de moyens de

fonctionnement (même compteur d'eau ou d'électricité, ouvrages de stockage des effluents communs, plan d'épandage commun). ”

Cette règle est adoptée dans le cas du programme de maîtrise des pollutions pour l'éligibilité des élevages et la détermination du nombre maximal d'étude préalables à réaliser.

Dans le formulaire de déclaration d'intention, l'éleveur doit déclarer les cheptels site par site, en réunissant le cas échéant les cheptels de plusieurs ensembles de bâtiments séparés mais réunis en un seul site au sens des installations classées.

La décision attributive d'aide ne pourra pas être prise si l'éleveur ne fournit pas un récépissé de déclaration ou un arrêté d'autorisation tenant compte de l'unicité de site pour des ensembles de bâtiments distincts.

5.2. Éligibilité au vu de la localisation géographique de l'élevage

Dans les zones d'action prioritaire, tous les élevages de bovins, porcins, volailles, palmipèdes, caprins, ovins, cunicoles et équins sont éligibles sans distinction de taille.

En outre, dans les zones vulnérables, les éleveurs doivent respecter, au 31 décembre 2002, les exigences minimales de la directive nitrates ; à savoir :

- quantité moyenne d'azote issue des effluents d'élevage inférieure ou égale à 170 kg par hectare épandable au plus tard le 20 décembre 2002,
- élaboration d'un plan de fumure annuel,
- tenue à jour du cahier d'épandage des fertilisants azotés.

Dans les zones vulnérables délimitées à l'issue de la troisième campagne de surveillance de la teneur des eaux en nitrates, ces exigences seront exigées à partir de l'entrée en vigueur du troisième programme d'action, à savoir le 31 décembre 2003.

5.3. Éligibilité au vu de la taille de l'élevage

Les élevages des espèces bovine, porcine et avicole restent intégrables selon les conditions suivantes (art. 2 du décret 2002-26) :

- élevages des espèces bovine, porcine et avicole soumis à autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- élevages de bovins soumis à déclaration au titre de cette réglementation dont la taille est supérieure ou égale à 90 Unités Gros Bétail (U.G.B.) au 31 décembre 2000 ou à 70 U.G.B. pour les jeunes agriculteurs installés depuis moins de cinq ans à la date de leur demande de financement de l'étude préalable définie dans l'arrêté interministériel et éligibles aux aides à l'installation au sens de l'article R.343 du code rural,
- élevages comportant plusieurs espèces animales logées sur un même site répondant simultanément aux deux conditions suivantes :
 - la somme des quotients effectif/seuil, pour chaque catégorie d'animal par référence au tableau 1, est supérieure ou égale à 1 au 31 décembre 2000. Les nombres d'U.G.B. et d'équivalents poules pondeuses à prendre en compte pour les différentes catégories de bovins et de volailles sont fixés par l'annexe 1 de l'arrêté du 26 février 2002 et repris dans le tableau 2.
 - les élevages sont soumis, pour au moins une espèce, à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les espèces ovines, caprines, cunicoles et équines ne sont pas prises en compte dans le calcul de ces seuils.

Tableau 1 : seuils relatifs aux élevages comportant plusieurs espèces logées sur le même site.

	Seuil
Porcins (places de porcs de plus de 30 kg)	450
Bovins (UGB)	90
.....	(70 dans le cas des jeunes agriculteurs)
Volailles de ponte, palmipèdes (équivalents poule pondeuse)	20000
Poulets, dindes et pintades (m ² de bâtiment occupé)	1200

Tableau 2 : calcul des UGB et équivalents-poules pondeuses pour déterminer l'éligibilité des élevages au vu de leur taille

Catégorie d'animal	Equivalent
1 vache laitière présente	1 U.G.B
1 vache allaitante présente	0,70 U.G.B.
1 génisse de moins d'un an présente.....	0,30 U.G.B.
1 génisse de 1 à 2 ans présente	0,60 U.G.B.
1 génisse de plus de 2 ans présente.....	0,80 U.G.B.
1 bovin viande de moins d'un an présent	0,30 U.G.B.
1 bovin viande de 1 à 2 ans présent	0,60 U.G.B.
1 bovin viande de plus de 2 ans présent	0,70 U.G.B.
1 veau de boucherie de 0 à 3 mois présent.....	0,10 U.G.B.
1 poule reproductrice présente	1 équivalent poule pondeuse
1 dinde reproductrice présente	2 équivalents poule pondeuse
1 poulette démarrée produite dans l'année	0,18 équivalent pondeuse
1 dinde future reproductrice produite dans l'année	0,50 équivalent poule pondeuse
1 canard présent.....	2 équivalents poule pondeuse
1 oie présente	3 équivalents poule pondeuse
1 canard ou une oie en gavage présent	5 équivalents poule pondeuse

Un taureau adulte est considéré comme un bovin viande de plus de 2 ans et équivaut à 0,7 U.G.B.

Exemple n°1 : élevage situé en dehors d'une zone d'action prioritaire comprenant au 31 décembre 2000 sur un seul ensemble de bâtiments :

70 vaches laitières
23 génisses de moins de 1 an
23 génisses de 1 à 2 ans
4 génisses de plus de 2 ans

Cet élevage de bovins est soumis à déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (plus de 40 vaches laitières). Sa taille au 31 décembre 2000 est supérieure à 90 unités gros bétail (UGB) :

$$\text{Nombre d'UGB} = (70 \times 1) + (23 \times 0,3) + (23 \times 0,6) + (4 \times 0,8) = 93,9$$

Il est donc éligible au vu de sa taille, s'il a déclaré son intention de s'engager dans le programme avant le 31 décembre 2002.

Exemple n°2 : élevage situé en dehors d'une zone d'action prioritaire comprenant au 31 décembre 2000 sur deux ensembles de bâtiments distincts réunis en un seul site au sens des installations classées :

? ferme A :

- 40 vaches allaitantes
- 10 bovins viande de moins d'1 an
- 20 génisses de moins d'1 an
- 19 génisses de 1 an à 2 ans
- 16 génisses de plus de 2 ans
- 1 taureau de plus de 2 ans (bovin viande de plus de 2 ans)

? ferme B :

- 60 vaches allaitantes
- 15 bovins viande de moins d'1 an
- 30 génisses de moins d'1 an
- 28 génisses de 1 an à 2 ans
- 24 génisses de plus de 2 ans
- 2 taureaux de plus de 2 ans (bovins viande de plus de 2 ans)

Cet élevage de bovins est soumis à déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (plus de 40 vaches). Sa taille au 31 décembre 2000 est supérieure à 90 unités gros bétail (UGB) :

$$\text{Nombre d'UGB} = (100 \times 0,7) + (75 \times 0,3) + (47 \times 0,6) + (40 \times 0,8) + (3 \times 0,7) = 154,8$$

Il est donc éligible au vu de sa taille, s'il a déclaré son intention de s'engager dans le programme avant le 31 décembre 2002.

Exemple n°3 : élevages situés en dehors de toute zone d'action prioritaire comprenant au 31 décembre 2000 sur deux ensembles de bâtiments distincts constituant deux sites au sens des installations classées :

? ferme A :

- 40 vaches allaitantes
- 10 bovins viande de moins d'1 an
- 20 génisses de moins d'1 an
- 19 génisses de 1 an à 2 ans
- 16 génisses de plus de 2 ans
- 1 taureau de plus de 2 ans (bovin viande de plus de 2 ans)

? ferme B :

- 60 vaches allaitantes
- 15 bovins viande de moins d'1 an
- 30 génisses de moins d'1 an
- 28 génisses de 1 an à 2 ans
- 24 génisses de plus de 2 ans
- 2 taureaux de plus de 2 ans (bovins viande de plus de 2 ans)

Le premier site A est soumis à déclaration (plus de 40 vaches). Sa taille au 31 décembre 2000 est inférieure à 90 UGB :

$$\text{Nombre d'UGB} = (40 \times 0,7) + (30 \times 0,3) + (19 \times 0,6) + (16 \times 0,8) + (1 \times 0,7) = 61,9$$

Le premier site n'est pas éligible.

Le second site B est soumis à déclaration (plus de 40 vaches). Sa taille au 31 décembre 2000 est supérieure à 90 UGB :

$$\text{Nombre d'UGB} = (60 \times 0,7) + (45 \times 0,3) + (28 \times 0,6) + (24 \times 0,8) + (2 \times 0,7) = 92,9$$

Seul le second site est éligible s'il a déclaré son intention de s'engager dans le programme avant le 31 décembre 2002.

Exemple n°4 : élevage multi-espèce situé en dehors d'une zone d'action prioritaire comprenant sur le même site au 31 décembre 2000 :

? un élevage porcin de 300 porcs de plus de 30 kilogrammes présents simultanément ;

? un élevage bovin de:

43 vaches laitières

18 génisses de 1 à 2 ans

21 génisses de moins de 1 an.

? un élevage caprin de 50 chèvres et 12 chevrettes

Cet élevage multi-espèce est soumis, pour au moins une espèce, à la réglementation relative aux installations classées (plus de 50 animaux-équivalents pour les porcs, plus de 40 vaches laitières).

La taille du cheptel porcin n'excède pas les seuils de l'article 4 du décret 2002-26 (2000 emplacements pour les porcs de plus de 30 kilogrammes et 750 emplacements pour les truies).

La somme des quotients effectif au 31 décembre 2000/seuil, pour chaque catégorie d'animal par référence au tableau, est supérieure à 1 :

Nombre d'UGB= $(43 \times 1) + (18 \times 0,6) + (21 \times 0,3) = 60,1$

$$\text{Somme des quotients au 31 décembre 2000} = \frac{300}{450} + \frac{60,1}{90} = 1,33$$

Cet élevage multi-espèce est éligible pour les trois espèces détenues sur le site, s'il a déclaré son intention de s'engager dans le programme avant le 31 décembre 2002.

FICHE N° 6. : GESTION DE LA PHASE TRANSITOIRE

La présente fiche traite de la transition entre l'ancien et le nouveau dispositif pour ce qui concerne :

- les conditions d'éligibilité aux aides
- les pièces à joindre au dossier
- les modalités de calcul de la subvention
- les conditions de versement de l'aide

L'instruction aux préfets du 1^{er} décembre 2000 prévoyait de traiter selon les nouvelles modalités les dossiers déposés après la date de réception de cette instruction.

La phase transitoire concerne les dossiers déposés auprès du guichet unique du PMPOA avant le 6 janvier 2002 (date de publication au journal officiel du décret n° 2002-26 du 4 janvier 2002).

▪ **Demandes de financement de travaux déposées avant la date de réception de la circulaire du 1^{er} décembre 2000 :**

- **dossiers complets, instruits et transmis pour accord à l'agence de l'eau avant le 6 janvier 2002**

A ce stade, un dossier est considéré complet s'il comporte au moins une étude préalable, le projet d'amélioration définitif accepté par l'éleveur, et les devis, et l'ensemble des pièces fixées par l'arrêté du 30 mai 2000.

Le guichet unique établit, dès réception de la présente circulaire, une liste nominative des élevages concernés par cette modalité et validée par l'agence de l'eau.

Les arrêtés d'attribution d'aide peuvent être accordés jusqu'au 30 juin 2002, sur la base des règles techniques et financières de l'ancien programme. L'arrêté attributif de subvention précise que la durée de validité de la subvention attribuée est d'un an pour le démarrage des travaux et de deux ans à compter de cette date de démarrage, pour l'achèvement de l'opération, ainsi que les engagements du bénéficiaire à savoir ceux prévus à l'article 7 de l'arrêté sus-visé.

Pour ces élevages, lors de la visite de constatation de l'adéquation des travaux avec le projet d'amélioration, l'éleveur présentera outre les factures acquittées des travaux réalisés, un acte administratif en règle pour le cheptel présent, un cahier d'enregistrement des pratiques d'épandage et pour les élevages en zone vulnérable un plan de fumure prévisionnel pour l'année en cours au moment de cette visite.

- **dossiers incomplets :**

Tous les dossiers qui comportent l'étude DEXEL sans être accompagnés du projet d'amélioration définitif et de l'ensemble des pièces fixées par l'arrêté du 30 mai 2000 seront traités sur la base des modalités techniques et financières du nouveau dispositif, dans les mêmes conditions qu'au point suivant.

▪ **Demandes de financement déposées entre la date de réception de la circulaire du 1^{er} décembre 2000 et le 6 janvier 2002 :**

Ces dossiers sont traités sur la base des modalités techniques et financières du nouveau programme.

Ils doivent être complétés comme suit :

- **à la demande de subvention :**
 - ✓ par le formulaire de déclaration d'intention afin de connaître les effectifs présents au 31 décembre 2000, données nécessaires pour le calcul de la subvention ;
 - ✓ par le récépissé de déclaration et / ou l'arrêté d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement correspondant aux effectifs du projet, quand ces documents n'ont pas encore été fournis par l'éleveur ;
 - ✓ par un complément d'étude des capacités de stockage nécessaires au regard d'une gestion agronomique des épandages lorsque la justification des capacités de stockage proposées dans le projet est notablement insuffisante (cas des projets bâtis avec 4 mois de stockage sans tenir compte des contraintes agronomiques ou des prescriptions du programme d'action du département. Conformément aux articles 8 et 14 de l'arrêté du 26 février 2002, ce complément d'étude est subventionnable au taux de 100% avec un coût plafond de 230 €.
 - ✓ par une étude comparative du projet avec et sans couverture (article 9 de l'arrêté du 26 février 2002), avec une justification des besoins en stockage, pour les projets comportant des couvertures d'aire d'exercice, des constructions neuves ou des restructurations. Conformément aux articles 8 et 14 de 26 février 2002, ce complément d'étude est subventionnable au taux de 100% avec un coût plafond de 230 €, non cumulable avec l'aide attribuée pour le point précédent.
- **lors de la visite de constatation de la conformité des travaux au projet d'amélioration :**
 - ✓ par le projet agronomique conforme aux prescriptions de l'arrêté du 7 mars 2002 relatif au projet d'amélioration des pratiques agronomiques. Le plan de fumure concerne la campagne culturale en cours au moment de l'achèvement des travaux pour les élevages situés hors zone vulnérable et doit avoir été établi chaque année au moins depuis la campagne 2002-2003 pour les élevages situés en zone vulnérable. Conformément aux articles 8 et 14 de l'arrêté du XXX le projet agronomique est subventionnable à un taux de 100% avec un coût plafond de 1530 €.

Un arrêté unique d'attribution de subvention de l'Etat sera accordé à l'éleveur pour les travaux, les compléments d'étude éventuels et le projet agronomique.

Il est rappelé, conformément à l'article 7 du décret 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions d'Etat pour des projets d'investissement, qu'en aucun cas, l'autorisation de commencer la réalisation de commencer le projet ne vaut promesse de subvention.

FICHE N°7. : LISTE DES INDICATEURS TECHNIQUES ET FINANCIERS DU PROGRAMME

L'ampleur et la nature du programme rendent indispensables de disposer d'indicateurs de suivi technique et financiers du programme tant au niveau local que national pour :

- planifier la mise en œuvre du programme et respecter l'échéance du 31 décembre 2006 en zone vulnérable
- suivre l'utilisation des crédits
- disposer d'indicateurs illustrant la maîtrise des pollutions à travers l'amélioration des pratiques et la réalisation des travaux

Au niveau local, ils permettent d'apporter un même niveau d'information à l'ensemble des financeurs, notamment en ce qui concerne les critères d'éligibilité aux aides et le degré d'avancement de chaque dossier.

Le tableau ci-joint détaille la liste des informations à renseigner aux différentes étapes de l'instruction, pour chaque dossier.

Ces indicateurs de suivi sont transmis régulièrement sur support informatique aux autres financeurs. Des états statistiques sont également transmis aux ministères concernés.

Ces indicateurs ont été choisis parmi ceux que nécessite l'instruction des dossiers afin de ne pas occasionner un surcroît de travail. Ils sont intégrés à l'application informatique en cours d'élaboration. Aucun travail de saisie supplémentaire ne sera donc demandé. Dans l'attente de la mise à disposition de cette application, les données seront consignées sous Excel ou ACCESS.

N°	Libellé	Exemple d'enregistrement
1	Identité ou raison sociale	M. Amédée LEVACHER
2	Adresse postale	21 rue de la caillère
3	Code postal	12000
4	Commune	LUON
5	N° SIRET	01234567890123
6	N° PACAGE	012000721
7	Numéro INSEE de la commune du site	12345
8	Cheptel au 31/12/2000 (UGBN)	124
9	Zone vulnérable	X
10	Autre zone d'action prioritaire (indiquer le libellé de l'arrêté préfectoral)	Bassin versant amont de l'Oc
11	Elevage éligible au vu de sa taille : soumis à autorisation, > 90 UGB au 31/12/00, etc.	X
12	JA	X
13	DUP, opération isolée, captage...	Oui
14	Date de dépôt de la déclaration d'intention d'engagement (même pour les JA déclarés après le 31/12/02)	12/04/02
15	Date de dépôt de la demande d'aide pour travaux	25/11/02
16	Cheptel retenu pour l'assiette (UGBN)	124
17	Cheptel étude préalable (UGBN)	132
18	Montant des travaux éligibles (HT) (1)	37350
19	Construction d'un bâtiment neuf ? (oui/non)	Oui
20	Assiette de l'aide au taux de 50% (2)	2680
21	Assiette de l'aide au taux de 30% (ou 32,5% ou 35%)(2)	20000
22	Assiette de l'aide au taux de 20% (ou 22,5% ou 25%)(2)	10976
23	Aide Etat (€)	9535
24	Aide Région (€)	
25	Aide Département (€)	
26	Aide Autres (€)	
27	Aide agence de l'eau (€)	9535
28	Date du solde des aides	
29	Montant aide versée par l'Etat (€)	4768
30	Montant aide versée par la Région (€)	
31	Montant aide versée par le Département (€)	
32	Montant aide versée par d'Autres (€)	
33	Montant aide versée par l'Agence (€)	4768
34	Date de constat d'achèvement des travaux	17/06/04
35	Pertes directes évitées (UGBN)	12
36	SAMO avant travaux en ha (étude préalable)	18
37	SAMO après travaux (ha)	25
38	apports d'azote provenant des engrais minéraux par hectare de SAU avant travaux	
39	apports d'azote provenant des engrais minéraux par hectare de SAU après travaux	
40	Solde BGA avant engrais avant travaux (kg N/ha SAU) (donnée du diagnostic)	40
41	Solde BGA avant engrais après travaux (kg N/ha SAU) (donnée du projet agronomique)	10
42	Capacité de stockage des effluents liquides et solides nécessaire (en m3, m2 et mois)	

43	Capacité de stockage des effluents liquides et solides éligible (en m3 et m2)	
44	Capacité de stockage des effluents liquides et solides construite (en m3 et m2)	
45	SAU (ha)	72
46	<i>Identité ou raison sociale</i>	
47	<i>Adresse postale</i>	
48	<i>N° SIRET</i>	
49	<i>N° PACAGE</i>	

(1) Ensemble des travaux éligibles : il s'agit du montant total des travaux excluant toutes dépenses ne correspondant pas à de la maîtrise des pollutions dues aux effluents d'élevages (ex : hangar à fourrage). C'est sur ce montant qu'est calculé le plafonnement global (ex : 65% en zone défavorisée)

(2) Assiette : montant des dépenses après avoir tenu compte des plafonds techniques (ex : 8 m2/UGB) et une fois effectués les abattements réglementaires (ex : 45 jours sur fosse), et après application des coûts plafonds (ex : 46 €/m2 pour le radier d'une fumière) . Cette assiette est multipliée par le taux de subvention (ex : 30%), hors application des plafonds globaux (ex : 65% en zone défavorisée) qui sont affectés à l'ensemble des travaux éligibles.

Lignes 9 à 13 : si un élevage relève de plusieurs catégories, cocher toutes les catégories (Ex : JA, éligible au vu de la taille de l'élevage, en zone vulnérable, cocher lignes 9, 11, 12)

Lignes 46 à 49 : en cas de changement d'identifiant de l'interlocuteur : y porter l'ancien identifiant, les lignes 1 à 6 étant réservées à l'identifiant le plus récent.

FICHE N°8. : LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 :

- ⇒ Présentation de la requête effectuée par le SCEES pour estimer le nombre d'élevages et d'UGBN potentiellement éligibles au PMPOA
- ⇒ Résultats des simulations

Annexe 2 :

- ⇒ Modèle de formulaire de présentation des données relatives à l'évaluation des besoins financiers pour les différentes catégories d'élevage (élevages en zone vulnérable, élevages éligibles au vu de leur taille, petits élevages dans les éventuelles zones d'action prioritaire, élevages en zone susceptible d'être classée vulnérable) et à la description des priorités envisagées pour transmission à l'agence de l'eau en vue de recueillir l'avis de son conseil d'administration.

Annexe 3 :

- ⇒ Modèle de tableau présentant les zones d'action prioritaires éventuellement définis en dehors des zones vulnérables

Annexe 4 :

- ⇒ Modèle de formulaire de déclaration d'intention d'adhésion au programme.

ANNEXE 1 :
Présentation de la requête effectuée par le SCEES pour estimer le nombre d'élevages et d'UGBN potentiellement éligibles au PMPOA

Afin d'évaluer le coût prévisible du programme, les ministères chargés de l'agriculture et de l'environnement ont demandé au SCEES de lui fournir des éléments sur les élevages potentiellement éligibles, en précisant notamment le nombre d'exploitations et le nombre d'UGBN concernés.

En l'absence de données sur les zones susceptibles d'être classées vulnérables et les zones d'action prioritaire hors zone vulnérables, les élevages situés dans ces zones n'ont pas été pris en compte dans cette requête.

Les élevages ayant moins de 25 UGB sont exclus des simulations, considérant qu'il y a peu de probabilité pour qu'ils adhèrent au programme. Cela ne signifie toutefois pas qu'ils ne sont pas éligibles aux aides.

Cette requête est basée sur les résultats du recensement de l'agriculture 2000 et porte sur les catégories d'élevages suivantes :

	Ensemble des Elevages	Ensemble des élevages ayant plus d'1 UGB bovin			Elevages soumis à autorisation
	total	Total*	dont <25 UGB	dont exploitants de plus de 50 ans, sans successeur ayant entre 25 et 90 UGB	total
France entière	N _e	E _e	F _e	G _e	H _e
En ZV	N _{zv}	E _{zv}	F _{zv}	G _{zv}	H _{zv}

* résultats sont fournis dans l'annexe

	Elevages soumis à déclaration				
	total	dont UGB bovin ≥ 90 UGB bovin, y compris multi-espèces dépassant le seuil d'intégration au PMPOA de 2000	dont JA ayant entre 70 et 90 UGB bovin installés depuis moins de 5 ans	dont exploitants de plus de 50 ans ayant un successeur ayant entre 70 et 90 UGB	
France entière	I _e	J _e	K _e	L _e	M _e
En ZV	I _{zv}	J _{zv}	K _{zv}	L _{zv}	M _{zv}

Le nombre d'élevages potentiellement éligibles est calculé à partir de la formule suivante :

Elevages potentiellement éligibles = $N_{zv} - F_{zv} - G_{zv} + (H_e - H_{zv}) + (K_e - K_{zv}) + (L_e - L_{zv}) + (M_e - M_{zv})$

Les règles de décision utilisées pour chaque requête sont définies ci-après :

Remarque : les chiffres entre parenthèse correspondent aux codes utilisés par le SCEES dans l'enquête RA 2000.

E : Ensemble des élevages ayant plus d'1 UGB bovin

Elevages

dont:

nombre d'UGB bovin ≥ 1

Soit

$(01) \times 1 + (02) \times 0.7 + (03) \times 0.8 + (04) \times 0.8 + (05) \times 0.6 + (06) \times 0.6 + (07+08+09) \times 0.3 \geq 1$

F : Ensemble des élevages ayant plus d'1 UGB bovin dont nombre d'UGB < 25

Elevages

dont:

$25 > \text{nombre d'UGB bovin} \geq 1$

Soit

$(01) \times 1 + (02) \times 0.7 + (03) \times 0.8 + (04) \times 0.8 + (05) \times 0.6 + (06) \times 0.6 + (07+08+09) \times 0.3$ compris entre 1 et 25

NB :

Le seuil de 25 UGB a été fixé de façon arbitraire et ne concerne que les élevages bovins. En toute rigueur, il aurait fallu fixer un tel seuil pour toutes les catégories d'élevage, ainsi qu'un seuil minimal pour les élevages multi-espèces.

Toutefois, les déjections bovines représentant la majeure partie de l'azote concerné dans le cadre du PMPOA, un seuil unique pour les bovins a été fixé.

Par ailleurs, cette catégorie d'élevages peut regrouper des élevages ayant entre 1 et 25 bovins mais pouvant avoir de nombreux animaux hors sol. Les quantités d'azote en jeu liées aux élevages hors sol éventuellement non prises en compte dans la simulation sont négligeables par rapport aux rejets totaux.

G : Ensemble des élevages ayant plus d'1 UGB bovin dont exploitants de plus de 50 ans, sans successeur ayant entre 90 et 25 UGB bovin

Elevages

dont:

exploitants nés en 1950 et avant et sans successeur

Et

$90 > \text{nombre d'UGB bovin} \geq 25$

Soit

$(01) \times 1 + (02) \times 0.7 + (03) \times 0.8 + (04) \times 0.8 + (05) \times 0.6 + (06) \times 0.6 + (07+08+09) \times 0.3$ compris entre 25 et 89

H : élevages soumis à autorisation

Elevages

dont:

Nombre de vaches laitières (01) ≥ 80

Ou

Nombre de vaches laitières (01) + vaches nourrices (02) ≥ 80 et Quota $\geq 120\,000$ litres

Ou

Nombre d'équivalent porcins ≥ 450

Soit $(26) \times 3 + (27) \times (1/2 + 3/2) + (28) \times 0.2 + (29) \geq 450$

Catégories d'animaux recensées en nombre de têtes	code AGRESTE	Coeff animaux équivalents
Truies mères (réforme exclue)	26	3
Jeunes truies de 50 kg et plus destinées à la reproduction	27	3 pour les jeunes truies saillies (50% de l'effectif) 1 pour les autres
Porcelets (y compris post sevrage)	28	0.2
Autres porcs (engraissement, verrats, réforme)	29	1

Ou

Nombre de Veaux de boucherie et ou bovins à l'engrais ≥ 200

hypothèse haute : on considère que les bovins mâles de moins d'un an sont engraisés

$(07) + (09) + (06) + (04) + ((05) + (03)) \times 0.1 \geq 200$

Ou

Nombre d'animaux équivalent volaille $\geq 20\ 000$

Soit $(32) + (33) + (34) + (35) + (36) \times 3 + (40) + (41) \times \frac{1}{4} + (38) \times 2 + (39) \times 5 + (37) \times 3 \geq 20\ 000$

Catégories d'animaux recensées en nombre de têtes	Code AGRESTE	Coeff animaux équivalents
Poules pondeuses d'œufs de consommation	32	1
Poules pondeuses d'œufs à couvrir	33	1
Poulettes	34	1
Poulets de chair et coqs	35	1
Dindes et dindons	36	3
Pintades	40	1
Pigeons + cailles	41	$\frac{1}{4}$
Canards à rôtir	38	2
Canard à gaver	39	5
Oies à rôtir et à gaver	37	3

I : Elevages soumis à déclaration

Elevages

dont:

Nombre de vaches laitières (01) compris entre 40 et 79

Ou

Nombre de vaches laitières (01) + vaches nourrices (02) compris entre 40 et 79

Ou

Nombre de vaches nourrices (02) ≥ 80

Ou

Nombre de vaches laitières (01) + vaches nourrices (02) ≥ 80 et quota laitier $< 120\,000$ litres

Ou

Nombre d'équivalent porcins : $(26) \times 3 + (27) \times (1/2 + 3/2) + (28) \times 0.2 + (29)$ compris entre 50 et 449

Ou

Nombre de Veaux de boucherie et ou bovins à l'engrais compris entre 50 et 199
hypothèse haute : on considère que les bovins mâles de moins d'un an sont engraisés

$(07) + (09) + (06) + (04) + ((05) + (03)) \times 0.1$ compris entre 50 et 199

Ou

Nombre d'animaux équivalent volaille compris entre 5000 et 19 999

Soit :

$(32) + (33) + (34) + (35) + (36) \times 3 + (40) + (41) \times 1/4 + (38) \times 2 + (39) \times 5 + (37) \times 3$ compris entre 5000 et 19 999

J : Elevages soumis à déclaration dont UGB bovin ³ 90

Elevages

Dont :

reprendre critères de requête de I

et

nombre d'UGB bovin ≥ 90

Soit

$(01) \times 1 + (02) \times 0.7 + (03) \times 0.8 + (04) \times 0.8 + (05) \times 0.6 + (06) \times 0.6 + (07+08+09) \times 0.3 \geq 90$

K : Elevages de plus de 90 UGB bovins et élevages multi-espèces soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA
--

Elevages

Dont :

reprendre critères de requête de I

et

nombre (places de porcs de plus de 30 kg/450 + UGB bovin/90 + équivalent poules pondeuses/20 000 + m² de volailles de chair / 1200) ≥ 1

sachant que :

- nombre de places de porcs de plus de 30 kg = $(26) + (27) + (29)$
- UGB bovin = $(01) \times 1 + (02) \times 0.7 + (03) \times 0.8 + (04) \times 0.8 + (05) \times 0.6 + (06) \times 0.6 + (07+08+09) \times 0.3$
- Equivalent poules pondeuses = $(32) + (33) + (34) \times 0.25 + (36) \times (0.27+1) + (38) \times 2 + (39) \times 5 + (37) \times (2.5 + 1.5)$
- Equivalent et m² de volailles de chair = $(35) \times 1/a + (36) \times 1/b + (40) \times 1/c$

Avec a = 20 animaux/m² ; b = 7.5 animaux/m² et c = 16 animaux/m²

Catégories d'animaux recensées en nombre de têtes	Code AGRESTE	Equivalent poule pondeuse	Densité volailles de chair (utiliser références SCEES)
Poules pondeuses d'œufs de consommation	32	1	
Poules pondeuses d'œufs à couvrir	33	1	
Poulettes	34	0.25	
Poulets de chair et coqs	35		20 ax/m ²
Dindes et dindons	36	2 (50% effectif) ou 0.54 (future repro : 50% effectif)	7.5 ax/m ²
Pintades	40		16 ax/m ²
Pigeons + cailles	41		
Canards à rôtir	38	2	
Canard à gaver	39	5	
Oies à rôtir et à gaver	37	3 (à rôtir : 50 % de l'effectif) ou 5 (à gaver)	

L : Elevages soumis à déclaration dont JA ayant entre 70 et 89 UGB

Elevages

Dont :

reprennent critères de requête de I

et

DJA = 1 et DJAAN > 1996

et

89 ≥ Nombre d'UGB bovins ≥ 70

soit

(01) x 1 + (02) x 0.7 + (03) x 0.8 + (04) x 0.8 + (05) x 0.6 + (06) x 0.6 + (07+08+09) x 0.3
compris entre 70 et 89

M : Elevages soumis à déclaration dont exploitants de plus de 50 ans ayant un successeur ayant entre 70 et 89 UGB

Elevages

Dont :

reprennent critères de requête de I

et

exploitants nés en 1950 et avant et ayant un successeur

et

$89 \geq \text{Nombre d'UGB bovins} \geq 70$

soit

$(01) \times 1 + (02) \times 0.7 + (03) \times 0.8 + (04) \times 0.8 + (05) \times 0.6 + (06) \times 0.6 + (07+08+09) \times 0.3$
compris entre 70 et 89

<i>N : Ensemble des élevages</i>

Exploitations dont nombre d'animaux > 1

PRESENTATION DES RESULTATS

Pour chacune des catégories identifiées par le SCEES, les données suivantes ont été demandées :

Les résultats sont présentés à l'échelle :
du bassin
de la région
du département avec croisement par bassin et région

5 tableaux sont présentés à chacune de ces échelles :
pour chaque catégorie identifiée par le SCEES et pour les dossiers déjà traités :

- 1 - le nombre d'exploitations
- 2 - le nombre d'UGBN
- 3 – les dépenses prévisibles liées aux études
- 4 – les dépenses prévisibles liées aux investissements
- 5 – les dépenses prévisibles totales

Ces simulations reposent sur les hypothèses suivantes :

- Les zones d'action prioritaires sont les zones vulnérables actuellement connues
- Le taux d'adhésion est de 90% des UGBN et 75% des exploitations restant à traiter
- Le montant de l'aide est de 2700 euros/dossier pour les études et de 220 euros/UGBN

Un tableau de synthèse régional indique le nombre d'annuité nécessaires au titre du contrat de plan Etat-région 2000-2006 pour traiter les élevages situés en zones vulnérables sur la base de ces hypothèses.

Les fichiers correspondants à ces simulations vous sont transmis parallèlement par Email.

ESTIMATION PAR BASSIN DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totale

	dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
BASSIN			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv
ADOUR-GARONNE	2 343	579	31 656	7 829	4 261	1 010	2 246	753	18 762	4 225
ARTOIS-PICARDIE	1 441	121	4 010	648	1 276	135	1 045	112	4 784	500
LOIRE-BRETAGNE	21 035	16 754	32 915	18 643	11 191	7 467	12 986	11 605	49 047	31 280
RHIN-MEUSE	2 598	1 097	4 456	1 520	850	260	861	363	5 329	1 891
RMC	3 066	524	13 668	2 202	2 334	281	1 357	327	8 811	1 387
SEINE-NORMANDIE	5 237	2 609	16 694	8 797	4 294	2 247	2 609	1 564	15 151	8 010
Total	35 720	21 684	103 399	39 639	24 206	11 400	21 104	14 724	101 884	47 293

	Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
BASSIN	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
ADOUR-GARONNE	3 354	606	5 093	1 190	240	49	219	47	113 385	33 992
ARTOIS-PICARDIE	1 724	182	2 232	248	62	3	109	6	19 189	2 723
LOIRE-BRETAGNE	17 390	10 890	24 673	16 909	656	448	598	349	167 607	105 566
RHIN-MEUSE	3 156	981	3 293	1 055	50	24	62	27	21 496	8 577
RMC	2 907	461	3 692	674	144	24	119	15	64 982	10 710
SEINE-NORMANDIE	7 654	3 742	8 453	4 265	194	108	227	141	65 416	35 421
Total	36 185	16 862	47 436	24 341	1 346	656	1 334	585	452 075	196 989

Somme UGBN totaux

	dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV

ESTIMATION PAR BASSIN DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

BASSIN			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	Ie	Izv
ADOUR-GARONNE	311 303	76 342	520 070	116 070	192 042	44 625	275 355	92 149	1 318 406	274 522
ARTOIS-PICARDIE	211 814	20 144	59 022	9 330	65 736	6 532	164 076	20 298	423 013	42 821
LOIRE-BRETAGNE	3 132 721	2 563 443	547 850	337 071	625 545	428 755	2 255 067	2 033 981	4 748 633	3 064 931
RHIN-MEUSE	379 481	152 028	49 123	17 194	44 900	13 644	169 651	67 317	583 123	195 563
RMC	385 832	82 085	181 938	25 652	109 490	12 979	222 035	54 808	747 565	116 535
SEINE-NORMANDIE	791 418	392 930	184 318	99 332	227 354	118 538	476 178	284 128	1 538 341	792 487
Total	5 212 569	3 286 972	1 542 321	604 649	1 265 067	625 072	3 562 362	2 552 681	9 359 082	4 486 860

	Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
BASSIN	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
ADOUR-GARONNE	417 823	74 718	525 156	108 565	19 792	4 303	17 421	3 587	2 979 118	705 672
ARTOIS-PICARDIE	217 064	22 556	255 411	26 850	5 074	222	8 528	473	827 158	97 722
LOIRE-BRETAGNE	2 369 850	1 482 630	3 097 765	2 103 782	58 795	41 274	50 061	30 062	8 485 996	5 829 386
RHIN-MEUSE	433 197	135 385	442 335	139 556	3 982	1 905	4 892	2 162	888 743	307 983
RMC	371 211	61 275	416 740	71 257	11 426	1 825	9 265	1 299	1 833 443	268 081
SEINE-NORMANDIE	1 004 393	489 101	1 071 867	534 266	15 876	8 777	17 435	10 827	2 623 065	1 407 223
Total	4 813 539	2 265 664	5 809 274	2 984 275	114 944	58 307	107 602	48 410	17 637 522	8 616 069

Dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique

exploitations potentiellement éligibles :

total : $Nzv - Fzv - Gzv + (He - Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)$

dont en zone vulnérable : $Nzv - Fzv - Gzv$

dont hors zone vulnérable : $(He - Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)$

exploitations à traiter = taux d'adhésion * exploitations potentiellement éligibles

taux d'adhésion : 75%

hypothèse de montant d'aide/dossier (euros)

2 700

exploitations restant à traiter = exploitations à traiter - exploitations déjà traitées

ESTIMATION PAR BASSIN DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

	exploitations potentiellement éligibles			exploitations à traiter			exploitations restant à traiter			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)		
BASSIN	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
ADOUR-GARONNE	30 912	25 153	5 759	23 184	18 865	4 319	20 841	18 286	2 555	56 271	49 371	6 900
ARTOIS-PICARDIE	5 019	1 940	3 079	3 764	1 455	2 309	2 323	1 334	989	6 273	3 602	2 671
LOIRE-BRETAGNE	89 058	79 456	9 602	66 794	59 592	7 202	45 759	42 838	2 921	123 548	115 663	7 885
RHIN-MEUSE	9 594	6 797	2 797	7 196	5 098	2 098	4 598	4 001	597	12 413	10 802	1 611
RMC	12 499	8 227	4 272	9 374	6 170	3 204	6 308	5 646	662	17 032	15 245	1 787
SEINE-NORMANDIE	29 782	24 377	5 405	22 337	18 283	4 054	17 100	15 674	1 426	46 169	42 319	3 850
Total	176 864	145 950	30 914	132 648	109 463	23 186	96 928	87 779	9 150	261 706	237 002	24 704

Dépenses prévisibles liées aux investissements

UGBN potentiellement éligibles :

total : Nzv - Fzv - Gzv + (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

dont en zone vulnérable : Nzv - Fzv - Gzv

dont hors zone vulnérable : (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

UGBN à traiter = taux d'adhésion * UGBN potentiellement éligibles

taux d'adhésion : **90%**

hypothèse de montant d'aide/UGBN (Euros)

220

UGBN restant à traiter = UGBN - UGBN déjà traitées

	UGBN potentiellement éligibles			UGBN à traiter			UGBN restant à traiter			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)		
BASSIN	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
ADOUR-GARONNE	1 174 097	544 978	629 120	1 056 687	490 480	566 208	745 384	414 138	331 246	163 985	91 110	72 874
ARTOIS-PICARDIE	467 106	81 861	385 245	420 396	73 675	346 721	208 582	53 531	155 051	45 888	11 777	34 111
LOIRE-BRETAGNE	6 316 149	5 063 560	1 252 589	5 684 534	4 557 204	1 127 330	2 551 814	1 993 761	558 053	561 399	438 627	122 772

ESTIMATION PAR BASSIN DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

RHIN-MEUSE	687 065	277 145	409 919	618 358	249 431	368 927	238 877	97 403	141 474	52 553	21 429	31 124
RMC	759 727	229 449	530 278	683 754	206 504	477 250	297 922	124 419	173 503	65 543	27 372	38 171
SEINE-NORMANDIE	1 932 711	1 189 353	743 358	1 739 440	1 070 418	669 022	948 022	677 488	270 534	208 565	149 047	59 517
Total	11 336 855	7 386 347	3 950 508	10 203 170	6 647 713	3 555 457	4 990 601	3 360 741	1 629 860	1 097 932	739 363	358 569

Montant total des dépenses prévisibles

taux d'adhésion :

90%	des UGBN
75%	des exploitations

hypothèse de montant d'aide/UGBN (Euros)
hypothèse de montant d'aide/dossier (euros)

220
2 700

	dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles (en milliers d'euros)		
BASSIN	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
ADOUR-GARONNE	56 271	49 371	6 900	163 985	91 110	72 874	220 255	140 481	79 774
ARTOIS-PICARDIE	6 273	3 602	2 671	45 888	11 777	34 111	52 161	15 379	36 782
LOIRE-BRETAGNE	123 548	115 663	7 885	561 399	438 627	122 772	684 947	554 290	130 657
RHIN-MEUSE	12 413	10 802	1 611	52 553	21 429	31 124	64 966	32 231	32 736
RMC	17 032	15 245	1 787	65 543	27 372	38 171	82 575	42 617	39 958
SEINE-NORMANDIE	46 169	42 319	3 850	208 565	149 047	59 517	254 733	191 366	63 367
Total	261 706	237 002	24 704	1 097 932	739 363	358 569	1 359 638	976 364	383 273

RESULTATS A L'ECHELLE DE LA REGION

ET

COMPARAISON DES DEPENSES PREVISIBLES AUX CREDITS DISPONIBLES
DANS LE CADRE DES CONTRATS DE PLAN ETAT-REGION 2000 -2006

ESTIMATION PAR REGION DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

	dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv
Somme Alsace	468	316	1 866	1 046	125	74	167	130	842	538
Somme Aquitaine	665	84	12 162	1 602	1 104	151	886	171	4 764	686
Somme Auvergne	1 643	148	6 817	312	1 413	67	613	30	8 335	535
Somme Basse-Normandie	3 092	1 892	10 718	6 526	2 665	1 599	1 383	850	7 691	4 470
Somme Bourgogne	862	305	3 440	1 003	708	221	402	166	6 476	1 827
Somme Bretagne	11 210	11 210	8 415	8 415	3 246	3 246	7 557	7 557	13 008	13 008
Somme Centre	1 191	143	2 791	692	835	121	485	166	3 453	678
Somme Champagne Ardenne	718	409	1 293	870	535	344	528	356	2 776	1 595
Somme Franche Comté	1 150	99	1 578	108	696	53	313	38	2 509	229
Somme Haute-Normandie	1 278	96	3 349	244	909	51	412	35	2 828	208
Somme Ile de France	35	35	299	296	33	32	44	43	159	158
Somme Languedoc-Roussillon	127	14	1 014	71	224	15	100	24	1 256	105
Somme Limousin	882		4 967		1 382		245		5 865	
Somme Lorraine	2 133	762	2 639	499	743	190	647	230	4 361	1 443
Somme Midi-Pyrénées	985	360	12 887	5 012	1 803	631	847	440	7 286	2 683
Somme Nord-Pas-de-Calais	1 071	57	3 022	469	968	80	798	74	3 571	266
Somme PACA	90	13	1 189	6	204		64	5	854	4
Somme Pays-de-Loire	4 647	4 098	7 593	6 213	3 504	3 098	3 548	3 220	14 548	12 815
Somme Picardie	727	421	2 094	1 285	653	400	474	265	2 620	1 641
Somme Poitou-Charente	929	817	3 837	2 760	947	760	743	668	4 004	3 372
Somme Rhône-Alpes	1 817	405	11 429	2 210	1 509	267	848	256	4 678	1 032
Total	35 720	21 684	103 399	39 639	24 206	11 400	21 104	14 724	101 884	47 293

ESTIMATION PAR REGION DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

	Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Somme Alsace	270	137	345	193	12	8	13	10	7 750	5 099
Somme Aquitaine	511	53	1 381	239	43	4	27	2	38 887	6 641
Somme Auvergne	2 545	251	2 977	290	126	4	133	11	27 099	1 748
Somme Basse-Normandie	3 920	2 192	4 356	2 515	105	62	97	66	33 421	19 251
Somme Bourgogne	3 031	850	3 312	910	73	34	108	32	17 755	5 773
Somme Bretagne	3 357	3 357	6 614	6 614	211	211	129	129	44 606	44 606
Somme Centre	1 099	149	1 550	329	32	6	50	9	18 258	5 916
Somme Champagne Ardenne	1 643	814	1 713	872	24	17	42	29	8 855	6 017
Somme Franche Comté	1 150	115	1 182	116	58	3	37	2	10 728	753
Somme Haute-Normandie	1 640	69	1 774	108	37	4	37	3	13 416	1 249
Somme Ile de France	45	45	66	65			7	7	1 906	1 898
Somme Languedoc-Roussillon	227	29	329	59	16		14		8 506	1 081
Somme Limousin	1 975		2 123		57		71		17 972	
Somme Lorraine	2 666	867	2 728	889	40	19	51	20	13 900	3 655
Somme Midi-Pyrénées	1 188	293	1 840	647	106	37	89	30	47 488	19 691
Somme Nord-Pas-de-Calais	1 238	66	1 658	112	50	2	77	3	13 765	1 759
Somme PACA	112		136	1	2		12		9 963	261
Somme Pays-de-Loire	5 849	5 298	8 485	7 478	188	166	172	152	43 975	37 103
Somme Picardie	1 211	841	1 358	920	25	14	58	29	10 993	6 533
Somme Poitou-Charente	1 424	1 216	1 774	1 546	51	48	42	36	23 769	19 116
Somme Rhône-Alpes	1 084	220	1 735	438	90	17	68	15	39 063	8 839
Total	36 185	16 862	47 436	24 341	1 346	656	1 334	585	452 075	196 989

ESTIMATION PAR REGION DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

REGION	dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hvz	le	lvz
Somme Alsace	55 844	35 858	18 731	10 638	5 591	3 406	27 256	20 045	68 061	40 433
Somme Aquitaine	85 096	10 292	211 625	20 195	46 828	6 175	92 599	17 912	275 580	35 779
Somme Auvergne	225 752	24 820	98 782	4 784	69 040	3 755	97 305	6 701	736 139	54 854
Somme Basse-Normandie	421 318	256 673	110 505	66 789	142 115	84 855	243 564	149 859	789 295	456 153
Somme Bourgogne	151 055	51 149	45 045	13 481	39 595	11 797	65 538	26 273	662 959	183 790
Somme Bretagne	1 694 571	1 694 571	172 234	172 234	188 177	188 177	1 384 485	1 384 485	1 235 820	1 235 820
Somme Centre	162 246	27 670	40 534	9 673	43 009	5 948	84 118	32 717	303 583	50 751
Somme Champagne Ardenne	125 674	74 703	17 782	12 345	29 791	18 861	103 220	67 539	308 377	164 543
Somme Franche Comté	133 250	15 525	20 278	1 497	34 306	2 587	51 528	6 244	240 556	23 192
Somme Haute-Normandie	201 438	14 566	36 144	2 780	47 115	2 466	80 739	7 085	295 028	15 584
Somme Ile de France	7 450	7 450	3 521	3 482	1 507	1 440	12 261	10 763	12 355	12 321
Somme Languedoc-Roussillon	17 141	1 920	21 087	1 246	10 527	750	16 050	3 939	92 378	8 461
Somme Limousin	128 736		73 275		72 620		42 558		532 944	
Somme Lorraine	320 810	110 554	31 524	7 362	39 703	10 072	127 302	44 025	482 508	159 228
Somme Midi-Pyrénées	126 092	44 479	217 228	79 011	80 732	27 683	102 440	48 059	514 512	168 224
Somme Nord-Pas-de-Calais	155 708	8 583	45 815	6 870	49 714	3 629	123 709	13 667	314 486	20 023
Somme PACA	13 198	1 964	25 748	566	9 481		12 807	666	52 457	156
Somme Pays-de-Loire	703 290	643 697	117 393	97 218	202 515	179 129	552 037	505 516	1 443 746	1 289 456
Somme Picardie	120 617	76 072	27 286	16 538	34 333	21 214	85 966	52 230	253 067	167 338
Somme Poitou-Charente	142 537	125 840	70 510	53 322	51 850	41 477	123 693	112 540	381 025	324 425
Somme Rhône-Alpes	220 745	60 586	137 272	24 620	66 519	11 652	133 186	42 417	364 204	76 326
Total	5 212 569	3 286 972	1 542 321	604 649	1 265 067	625 072	3 562 362	2 552 681	9 359 082	4 486 860

ESTIMATION PAR REGION DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

	Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Somme Alsace	32 444	16 093	36 307	18 811	982	604	1 095	793	155 888	95 130
Somme Aquitaine	62 182	6 244	104 869	14 297	3 509	524	2 072	141	794 076	102 140
Somme Auvergne	340 467	35 208	378 700	37 940	10 291	299	10 525	799	1 190 007	79 726
Somme Basse-Normandie	504 807	281 290	553 403	317 956	8 666	5 041	7 602	5 198	1 329 148	783 613
Somme Bourgogne	415 267	114 133	436 125	118 917	5 962	2 658	8 282	2 407	904 283	266 130
Somme Bretagne	453 053	453 053	822 070	822 070	19 567	19 567	11 282	11 282	2 846 018	2 846 018
Somme Centre	150 480	21 072	177 856	28 938	2 731	458	3 910	682	550 237	121 225
Somme Champagne Ardenne	230 066	112 038	234 643	115 581	2 002	1 458	3 239	2 247	471 210	282 231
Somme Franche Comté	143 449	15 618	145 806	15 640	4 548	216	2 828	153	484 935	40 718
Somme Haute-Normandie	213 913	7 653	222 501	9 304	2 864	311	2 841	225	514 587	38 921
Somme Ile de France	5 618	5 618	6 374	6 340			535	535	43 800	42 156
Somme Languedoc-Roussillon	30 089	4 564	35 024	6 056	1 312		1 100		218 958	19 531
Somme Limousin	267 495		283 597		4 851		5 886		792 209	
Somme Lorraine	362 422	118 907	367 711	120 664	3 153	1 533	3 877	1 545	706 336	221 512
Somme Midi-Pyrénées	150 419	36 053	195 316	58 515	9 032	3 183	7 236	2 323	1 284 746	445 581
Somme Nord-Pas-de-Calais	158 292	7 938	190 454	10 893	4 176	150	6 084	225	611 394	57 528
Somme PACA	15 746		16 907	21	143		969		253 937	2 932
Somme Pays-de-Loire	791 271	721 411	1 033 698	927 928	16 794	14 876	14 971	13 354	2 283 313	2 030 851
Somme Picardie	156 899	112 744	167 228	118 228	1 902	1 076	4 365	2 169	458 070	282 501
Somme Poitou-Charente	196 232	167 830	225 747	196 575	5 247	5 024	3 506	3 024	785 691	653 384
Somme Rhône-Alpes	132 928	28 197	174 937	39 601	7 213	1 329	5 399	1 308	958 680	204 240
Total	4 813 539	2 265 664	5 809 274	2 984 275	114 944	58 307	107 602	48 410	17 637 522	8 616 069

ESTIMATION PAR REGION DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique

exploitations potentiellement éligibles :

total : Nzv - Fzv - Gzv + (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

dont en zone vulnérable : Nzv - Fzv - Gzv

dont hors zone vulnérable : (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

exploitations à traiter = taux d'adhésion * exploitations potentiellement éligibles

taux d'adhésion : 75%

hypothèse de montant d'aide/dossier (euros)

2 700

exploitations restant à traiter = exploitations à traiter - exploitations déjà traitées

Dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique	exploitations potentiellement éligibles			exploitations à traiter			exploitations restant à traiter			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)		
	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Somme Alsace	4 175	3 979	196	3 131	2 984	147	2 668	2 668	0	7 204	7 204	0
Somme Aquitaine	6 809	4 888	1 921	5 107	3 666	1 441	4 442	3 582	859	11 993	9 673	2 320
Somme Auvergne	4 883	1 369	3 514	3 662	1 027	2 636	2 019	879	1 141	5 452	2 373	3 079
Somme Basse-Normandie	13 574	11 126	2 448	10 181	8 345	1 836	7 089	6 453	636	19 139	17 422	1 717
Somme Bourgogne	7 302	4 549	2 753	5 477	3 412	2 065	4 615	3 107	1 508	12 459	8 388	4 071
Somme Bretagne	32 945	32 945	0	24 709	24 709	0	13 499	13 499	0	36 447	36 447	0
Somme Centre	6 710	5 103	1 607	5 033	3 827	1 205	3 842	3 684	157	10 372	9 947	425
Somme Champagne Ardenne	5 836	4 803	1 033	4 377	3 602	775	3 659	3 193	466	9 879	8 622	1 258
Somme Franche Comté	2 023	592	1 431	1 517	444	1 073	367	345	22	992	932	60
Somme Haute-Normandie	3 064	954	2 110	2 298	716	1 583	1 020	620	401	2 754	1 673	1 081
Somme Ile de France	1 572	1 570	2	1 179	1 178	2	1 144	1 143	2	3 089	3 085	4
Somme Languedoc-Roussillon	1 371	995	376	1 028	746	282	901	732	169	2 433	1 977	456
Somme Limousin	2 496	0	2 496	1 872	0	1 872	990	0	990	2 673	0	2 673
Somme Lorraine	5 274	2 966	2 308	3 956	2 225	1 731	1 823	1 463	360	4 921	3 949	972
Somme Midi-Pyrénées	15 776	14 048	1 728	11 832	10 536	1 296	10 847	10 176	671	29 287	27 475	1 812
Somme Nord-Pas-de-Calais	3 602	1 210	2 392	2 702	908	1 794	1 631	851	780	4 402	2 296	2 106
Somme PACA	463	255	208	347	191	156	257	178	79	695	481	213
Somme Pays-de-Loire	29 169	27 792	1 377	21 877	20 844	1 033	17 230	16 746	484	46 520	45 214	1 306
Somme Picardie	5 535	4 848	687	4 151	3 636	515	3 424	3 215	209	9 245	8 681	565
Somme Poitou-Charente	15 908	15 596	312	11 931	11 697	234	11 002	10 880	122	29 705	29 375	331
Somme Rhône-Alpes	8 377	6 362	2 015	6 283	4 772	1 511	4 466	4 367	99	12 058	11 790	268
Total	176 864	145 950	30 914	132 648	109 463	23 186	96 928	87 778	9 150	261 706	237 001	24 704

ESTIMATION PAR REGION DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées aux investissements

UGBN potentiellement éligibles :

total : Nzv - Fzv - Gzv + (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

dont en zone vulnérable : Nzv - Fzv - Gzv

dont hors zone vulnérable : (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

UGBN à traiter = taux d'adhésion * UGBN potentiellement éligibles

taux d'adhésion : 90%

hypothèse de montant d'aide/UGBN (Euros)

220

UGBN restant à traiter = UGBN - UGBN déjà traitées

Dépenses prévisibles liées aux investissements	UGBN potentiellement éligibles			UGBN à traiter			UGBN restant à traiter			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)		
REGION	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Somme Alsace	106 475	81 086	25 389	95 828	72 978	22 850	39 984	37 120	2 864	8 796	8 166	630
Somme Aquitaine	245 945	75 770	170 175	221 351	68 193	153 157	136 255	57 901	78 353	29 976	12 738	17 238
Somme Auvergne	522 267	71 186	451 081	470 040	64 068	405 973	244 288	39 248	205 041	53 743	8 634	45 109
Somme Basse-Normandie	967 151	631 969	335 182	870 436	568 772	301 663	449 118	312 099	137 019	98 806	68 662	30 144
Somme Bourgogne	606 505	240 853	365 652	545 855	216 767	329 087	394 799	165 618	229 181	86 856	36 436	50 420
Somme Bretagne	2 485 607	2 485 607	0	2 237 047	2 237 047	0	542 475	542 475	0	119 345	119 345	0
Somme Centre	311 423	105 604	205 820	280 281	95 043	185 238	118 035	67 373	50 662	25 968	14 822	11 146
Somme Champagne Ardenne	407 303	251 025	156 278	366 572	225 922	140 650	240 898	151 219	89 680	52 998	33 268	19 730
Somme Franche Comté	219 090	36 634	182 456	197 181	32 970	164 210	63 931	17 445	46 486	14 065	3 838	10 227
Somme Haute-Normandie	325 695	33 674	292 020	293 125	30 307	262 818	91 687	15 741	75 946	20 171	3 463	16 708
Somme Ile de France	38 766	37 234	1 532	34 889	33 511	1 378	27 439	26 061	1 378	6 037	5 733	303
Somme Languedoc-Roussillon	61 028	17 536	43 492	54 925	15 782	39 143	37 784	13 862	23 922	8 313	3 050	5 263
Somme Limousin	336 893	0	336 893	303 203	0	303 203	174 467	0	174 467	38 383	0	38 383
Somme Lorraine	538 354	204 078	334 276	484 519	183 670	300 848	163 708	73 117	90 591	36 016	16 086	19 930
Somme Midi-Pyrénées	540 832	338 887	201 944	486 749	304 999	181 750	360 657	260 520	100 137	79 344	57 314	22 030
Somme Nord-Pas-de-Calais	346 517	47 029	299 488	311 865	42 326	269 539	156 157	33 743	122 414	34 355	7 423	26 931
Somme PACA	32 504	2 366	30 138	29 254	2 130	27 124	16 056	166	15 890	3 532	36	3 496
Somme Pays-de-Loire	1 910 331	1 754 504	155 827	1 719 298	1 579 053	140 245	1 016 007	935 356	80 651	223 522	205 778	17 743
Somme Picardie	330 507	244 749	85 757	297 456	220 274	77 181	176 839	144 203	32 636	38 905	31 725	7 180
Somme Poitou-Charente	599 615	558 585	41 030	539 653	502 727	36 927	397 116	376 887	20 230	87 366	82 915	4 451
Somme Rhône-Alpes	404 048	167 969	236 079	363 643	151 172	212 471	142 898	90 586	52 312	31 438	19 929	11 509
Total	11 336 855	7 386 347	3 950 508	10 203 170	6 647 713	3 555 457	4 990 601	3 360 741	1 629 861	1 097 932	739 363	358 569

ESTIMATION PAR REGION DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

hypothèses :

dépenses liées aux études

taux d'adhésion:

75% des exploitations

montant d'aide/dossier :

2 700 euros

dépenses liées aux investissements :

taux d'adhésion:

90% des UGBN

montant d'aide/UGBN :

220 euros

Montant total des dépenses prévisibles	dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles (en milliers d'euros)		
REGION	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Somme Alsace	7 204	7 204	0	8 796	8 166	630	16 001	15 371	630
Somme Aquitaine	11 993	9 673	2 320	29 976	12 738	17 238	41 969	22 411	19 558
Somme Auvergne	5 452	2 373	3 079	53 743	8 634	45 109	59 195	11 007	48 188
Somme Basse-Normandie	19 139	17 422	1 717	98 806	68 662	30 144	117 945	86 084	31 861
Somme Bourgogne	12 459	8 388	4 071	86 856	36 436	50 420	99 315	44 824	54 491
Somme Bretagne	36 447	36 447	0	119 345	119 345	0	155 791	155 791	0
Somme Centre	10 372	9 947	425	25 968	14 822	11 146	36 340	24 770	11 570
Somme Champagne Ardenne	9 879	8 622	1 258	52 998	33 268	19 730	62 877	41 890	20 987
Somme Franche Comté	992	932	60	14 065	3 838	10 227	15 056	4 770	10 287
Somme Haute-Normandie	2 754	1 673	1 081	20 171	3 463	16 708	22 925	5 136	17 790
Somme Ile de France	3 089	3 085	4	6 037	5 733	303	9 125	8 818	307
Somme Languedoc-Roussillon	2 433	1 977	456	8 313	3 050	5 263	10 746	5 027	5 719
Somme Limousin	2 673	0	2 673	38 383	0	38 383	41 056	0	41 056
Somme Lorraine	4 921	3 949	972	36 016	16 086	19 930	40 937	20 034	20 902
Somme Midi-Pyrénées	29 287	27 475	1 812	79 344	57 314	22 030	108 631	84 789	23 842
Somme Nord-Pas-de-Calais	4 402	2 296	2 106	34 355	7 423	26 931	38 757	9 720	29 037
Somme PACA	695	481	213	3 532	36	3 496	4 227	518	3 709
Somme Pays-de-Loire	46 520	45 214	1 306	223 522	205 778	17 743	270 042	250 993	19 049
Somme Picardie	9 245	8 681	565	38 905	31 725	7 180	48 150	40 405	7 745
Somme Poitou-Charente	29 705	29 375	331	87 366	82 915	4 451	117 071	112 290	4 781
Somme Rhône-Alpes	12 058	11 790	268	31 438	19 929	11 509	43 495	31 719	11 777
Total	261 706	237 001	24 704	1 097 932	739 363	358 569	1 359 638	976 364	383 274

ESTIMATION PAR REGION DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

hypothèses :

dépenses liées aux études

taux d'adhésion: 75% des exploitations

montant d'aide/dossier : 2 700 euros

dépenses liées aux investissements :

taux d'adhésion: 90% des UGBN

montant d'aide/UGBN : 220 euros

COMPARAISON PAR RAPPORT AUX DOTATIONS DES CPER 2000-2006

REGION	dépenses prévisibles (en milliers d'euros)			dotation moyenne annuelle CPER		équivalent aides publiques annuelles (en milliers d'euros)	nombre d'annuités nécessaires pour traiter les zones vulnérables	nombre d'annuités nécessaires pour traiter les ZV et les plus de 90 UGB
	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	en milliers de francs	en milliers d'Euros			
	a	b	c	d	e	f = (e) x 4	g = b/f	h = a/f
Somme Alsace	16 001	15 371	630	1 710	261	1 043	15	15
Somme Aquitaine	41 969	22 411	19 558	14 286	2 178	8 711	3	5
Somme Auvergne	59 195	11 007	48 188	2 000	305	1 220	9	49
Somme Basse-Normandie	117 945	86 084	31 861	20 000	3 049	12 195	7	10
Somme Bourgogne	99 315	44 824	54 491	12 143	1 851	7 404	6	13
Somme Bretagne	155 791	155 791	0	64 286	9 800	39 199	4	4
Somme Centre	36 340	24 770	11 570	8 571	1 307	5 226	5	7
Somme Champagne Ardenne	62 877	41 890	20 987	2 420	369	1 476	28	43
Somme Franche Comté	15 056	4 770	10 287	4 143	632	2 526	2	6
Somme Haute-Normandie	22 925	5 136	17 790	11 430	1 742	6 970	1	3
Somme Ile de France	9 125	8 818	307	357	54	218	41	42
Somme Languedoc-Roussillon	10 746	5 027	5 719	2 570	392	1 567	3	7
Somme Limousin	41 056	0	41 056	3 571	544	2 177	0	19
Somme Lorraine	40 937	20 034	20 902	13 410	2 044	8 177	2	5
Somme Midi-Pyrénées	108 631	84 789	23 842	7 571	1 154	4 616	18	24
Somme Nord-Pas-de-Calais	38 757	9 720	29 037	11 000	1 677	6 707	1	6
Somme PACA	4 227	518	3 709	1 000	152	610	1	7
Somme Pays-de-Loire	270 042	250 993	19 049	36 393	5 548	22 191	11	12
Somme Picardie	48 150	40 405	7 745	8 571	1 307	5 226	8	9
Somme Poitou-Charente	117 071	112 290	4 781	7 857	1 198	4 791	23	24
Somme Rhône-Alpes	43 495	31 719	11 777	5 714	871	3 484	9	12
Total	1 359 638	976 364	383 274	239 003	36 433	145 734	7	9

RESULTATS A L'ECHELLE DU DEPARTEMENT

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

Somme Exploitations totales			dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration		
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	
REGION	BASSIN	DEP			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv	
Alsace	RHIN-MEUSE	67	343	194	1 123	540	77	38	111	75	591	311	
		68	125	122	743	506	48	36	56	55	251	227	
Somme Alsace			468	316	1 866	1 046	125	74	167	130	842	538	
Aquitaine	ADOUR-GARONNE	24	224	25	2 975	114	380	11	170	31	1 397	90	
		33	23		1 143	61	89	2	29	3	261	11	
		40	144	17	1 348	384	66	15	333	74	906	181	
		47	83	9	1 499	340	154	22	95	16	633	112	
		64	191	32	5 197	703	415	101	259	47	1 567	292	
Somme Aquitaine			665	84	12 162	1 602	1 104	151	886	171	4 764	686	
Auvergne	ADOUR-GARONNE	15	232		1 115		316		170		2 510		
		63	32		208		67		30		301		
	Somme ADOUR-GARONNE		264		1 323		383		200		2 811		
	LOIRE-BRETAGNE	03	874	148	1 133	312	298	67	145	30	2 540	535	
		15	12		138		27		10		305		
		43	232		1 978		319		97		1 116		
63		261		2 245		386		161		1 563			
Somme LOIRE-BRETAGNE			1 379	148	5 494	312	1 030	67	413	30	5 524	535	
Somme Auvergne			1 643	148	6 817	312	1 413	67	613	30	8 335	535	
Basse-Normandie	LOIRE-BRETAGNE	61	454	282	1 205	769	353	214	148	85	1 201	645	
		Somme LOIRE-BRETAGNE		454	282	1 205	769	353	214	148	85	1 201	645
	SEINE-NORMANDIE	14	646	525	2 672	1 884	696	524	351	296	1 860	1 476	
		50	1 511	756	5 621	3 074	1 246	619	731	371	3 482	1 580	
			61	481	329	1 220	799	370	242	153	98	1 148	769
Somme SEINE-NORMANDIE			2 638	1 610	9 513	5 757	2 312	1 385	1 235	765	6 490	3 825	
Somme Basse-Normandie			3 092	1 892	10 718	6 526	2 665	1 599	1 383	850	7 691	4 470	
Bourgogne	LOIRE-BRETAGNE	58	175	59	411	212	110	52	38	23	1 255	449	
		71	234	86	887	172	234	61	48	8	2 183	470	
	Somme LOIRE-BRETAGNE		409	145	1 298	384	344	113	86	31	3 438	919	
	RMC	21	48	17	218	110	22	12	18	9	280	98	
		71	115	27	839	117	150	17	100	15	943	126	
	Somme RMC		163	44	1 057	227	172	29	118	24	1 223	224	
	SEINE-NORMANDIE	21	147	66	364	116	64	26	52	22	812	352	
58		43	12	207	35	55	16	7	7	434	90		
89		100	38	514	241	73	37	139	82	569	242		
Somme SEINE-NORMANDIE			290	116	1 085	392	192	79	198	111	1 815	684	
Somme Bourgogne			862	305	3 440	1 003	708	221	402	166	6 476	1 827	

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
REGION	BASSIN	DEP	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
			Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Alsace	RHIN-MEUSE	67	191	64	259	114	8	5	5	2	4 753	2 696
		68	79	73	86	79	4	3	8	8	2 997	2 403
Somme Alsace			270	137	345	193	12	8	13	10	7 750	5 099
Aquitaine	ADOUR-GARONNE	24	235	8	367	31	10	1	6		9 266	402
		33	56	5	70	8	5		4		4 910	406
		40	26	6	432	91	2				6 146	1 701
		47	70	9	194	43	7		2		5 835	1 761
		64	124	25	318	66	19	3	15	2	12 730	2 371
Somme Aquitaine			511	53	1 381	239	43	4	27	2	38 887	6 641
Auvergne	ADOUR-GARONNE	15	648		714		43		50		5 638	
		63	64		69		4		3		855	
	Somme ADOUR-GARONNE		712		783		47		53		6 493	
	LOIRE-BRETAGNE	03	1 236	251	1 396	290	23	4	44	11	6 693	1 748
		15	55		58		6		6		736	
		43	164		229		31		7		6 084	
		63	378		511		19		23		7 093	
Somme LOIRE-BRETAGNE			1 833	251	2 194	290	79	4	80	11	20 606	1 748
Somme Auvergne			2 545	251	2 977	290	126	4	133	11	27 099	1 748
Basse-Normandie	LOIRE-BRETAGNE	61	652	382	743	435	14	9	9	6	3 956	2 176
	Somme LOIRE-BRETAGNE		652	382	743	435	14	9	9	6	3 956	2 176
	SEINE-NORMANDIE	14	893	695	963	763	21	14	25	22	8 131	5 978
		50	1 779	714	2 013	885	49	24	44	24	17 330	8 555
		61	596	401	637	432	21	15	19	14	4 004	2 542
Somme SEINE-NORMANDIE			3 268	1 810	3 613	2 080	91	53	88	60	29 465	17 075
Somme Basse-Normandie			3 920	2 192	4 356	2 515	105	62	97	66	33 421	19 251
Bourgogne	LOIRE-BRETAGNE	58	673	219	689	226	7	4	31	12	2 703	1 163
		71	1 052	236	1 134	258	19	3	32	6	4 338	928
	Somme LOIRE-BRETAGNE		1 725	455	1 823	484	26	7	63	18	7 041	2 091
	RMC	21	120	43	126	44	5	5	5	1	1 271	595
		71	390	54	491	58	12	2	14	2	3 632	572
	Somme RMC		510	97	617	102	17	7	19	3	4 903	1 167
	SEINE-NORMANDIE	21	385	182	403	188	10	6	16	7	2 037	808
		58	219	42	225	47	7	3	3		1 045	254
		89	192	74	244	89	13	11	7	4	2 729	1 453
Somme SEINE-NORMANDIE			796	298	872	324	30	20	26	11	5 811	2 515
Somme Bourgogne			3 031	850	3 312	910	73	34	108	32	17 755	5 773

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

Somme Exploitations totales			dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEP			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv
Bretagne	LOIRE-BRETAGNE	22	3 237	3 237	2 041	2 041	871	871	2 484	2 484	3 704	3 704
		29	2 564	2 564	1 589	1 589	525	525	2 068	2 068	2 922	2 922
		35	2 609	2 609	2 668	2 668	1 130	1 130	1 360	1 360	3 720	3 720
		56	2 800	2 800	2 117	2 117	720	720	1 645	1 645	2 662	2 662
Somme Bretagne			11 210	11 210	8 415	8 415	3 246	3 246	7 557	7 557	13 008	13 008
Centre	LOIRE-BRETAGNE	18	282	32	572	165	155	30	59	19	808	141
		28	79	6	235	22	57	2	44	9	172	24
		36	348	5	803	58	338	16	78	11	1 152	38
		37	191	28	523	218	100	26	99	39	483	166
		41	154	18	296	31	94	5	98	26	399	77
		45	63	15	131	56	37	16	29	13	168	82
	Somme LOIRE-BRETAGNE		1 117	104	2 560	550	781	95	407	117	3 182	528
	SEINE-NORMANDIE	28	35	17	130	97	28	17	18	15	84	61
		45	39	22	101	45	26	9	60	34	187	89
	Somme SEINE-NORMANDIE		74	39	231	142	54	26	78	49	271	150
Somme Centre			1 191	143	2 791	692	835	121	485	166	3 453	678
Champagne Ardenne	RHIN-MEUSE	08	147		255		87		93		630	
		52	95	95	35	35	24	24	43	43	135	135
	Somme RHIN-MEUSE		242	95	290	35	111	24	136	43	765	135
	RMC	52	56	22	56	18	42	15	34	11	241	71
	Somme RMC		56	22	56	18	42	15	34	11	241	71
	SEINE-NORMANDIE	08	135	44	258	162	107	52	80	40	554	283
		10	45	44	283	283	73	73	64	64	293	293
		51	104	83	257	239	79	72	111	104	375	326
		52	136	121	149	133	123	108	103	94	548	487
Somme SEINE-NORMANDIE		420	292	947	817	382	305	358	302	1 770	1 389	
Somme Champagne Ardenne			718	409	1 293	870	535	344	528	356	2 776	1 595
Franche Comté	RMC	25	501		392		294		95		906	
		39	255		475		210		77		623	
		70	369	99	566	108	169	53	126	38	887	229
		90	25		145		23		15		93	
Somme Franche Comté			1 150	99	1 578	108	696	53	313	38	2 509	229
Haute-Normandie	SEINE-NORMANDIE	27	292	40	1 446	169	288	28	108	32	802	118
		76	986	56	1 903	75	621	23	304	3	2 026	90
Somme Haute-Normandie			1 278	96	3 349	244	909	51	412	35	2 828	208

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

Somme Exploitations totales			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEP	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Bretagne	LOIRE-BRETAGNE	22	838	838	1 783	1 783	69	69	38	38	11 792	11 792
		29	900	900	1 523	1 523	35	35	34	34	9 164	9 164
		35	1 086	1 086	1 939	1 939	60	60	37	37	13 277	13 277
		56	533	533	1 369	1 369	47	47	20	20	10 373	10 373
Somme Bretagne			3 357	3 357	6 614	6 614	211	211	129	129	44 606	44 606
Centre	LOIRE-BRETAGNE	18	399	67	457	82	8	2	14	2	3 453	975
		28	45		76	13	3		3		1 352	471
		36	384	6	433	12	8	1	23	2	4 769	555
		37	117	34	170	59	5	2	6	3	3 769	1 669
		41	72	2	190	50	6	1	2		2 017	566
		45	37	15	79	39	1				1 170	468
	Somme LOIRE-BRETAGNE		1 054	124	1 405	255	31	6	48	7	16 530	4 704
	SEINE-NORMANDIE	28	13	7	39	28			1	1	837	684
		45	32	18	106	46	1		1	1	891	528
	Somme SEINE-NORMANDIE		45	25	145	74	1		2	2	1 728	1 212
Somme Centre			1 099	149	1 550	329	32	6	50	9	18 258	5 916
Champagne Ardenne	RHIN-MEUSE	08	473		480		3		5		1 440	
		52	107	107	107	107			2	2	327	327
	Somme RHIN-MEUSE		580	107	587	107	3		7	2	1 767	327
	RMC	52	150	43	154	44	4	2	1		665	191
	Somme RMC		150	43	154	44	4	2	1		665	191
	SEINE-NORMANDIE	08	329	140	345	154	3	3	15	8	1 639	1 006
		10	104	104	113	113	5	5	6	6	1 585	1 585
		51	132	104	162	134	5	4	7	7	1 654	1 540
52		348	316	352	320	4	3	6	6	1 545	1 368	
Somme SEINE-NORMANDIE		913	664	972	721	17	15	34	27	6 423	5 499	
Somme Champagne Ardenne			1 643	814	1 713	872	24	17	42	29	8 855	6 017
Franche Comté	RMC	25	347		362		29		18		3 926	
		39	270		280		18		11		3 099	
		70	490	115	496	116	10	3	6	2	3 159	753
		90	43		44		1		2		544	
Somme Franche Comté			1 150	115	1 182	116	58	3	37	2	10 728	753
Haute-Normandie	SEINE-NORMANDIE	27	384	27	438	61	15	2	10		5 833	924
		76	1 256	42	1 336	47	22	2	27	3	7 583	325
Somme Haute-Normandie			1 640	69	1 774	108	37	4	37	3	13 416	1 249

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

Somme Exploitations totales			dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEP			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv
Ile de France	SEINE-NORMANDIE	75	0	0								
		77	24	24	139	139	12	12	24	24	98	98
		78	8	8	99	99	10	10	9	9	25	25
		91	1	1	17	17	1	1	5	5	12	12
		92	0	0								
		93	0	0			1		1		1	
		94	0	0	3						1	
		95	2	2	41	41	9	9	5	5	23	23
Somme Ile de France			35	35	299	296	33	32	44	43	159	158
Languedoc-Roussillon	ADOUR-GARONNE	11	9	7	61	29	15	7	24	18	102	49
		30			3		2				3	
		34	1		18		3		1		8	
		48	68		449		113		12		603	
	Somme ADOUR-GARONNE		78	7	531	29	133	7	37	18	716	49
	LOIRE-BRETAGNE	48	9		104		13		4		125	
	Somme LOIRE-BRETAGNE		9		104		13		4		125	
	RMC	11	24	7	120	1	29		22	1	134	3
		30	12		84	17	15	5	26	3	88	30
		34	2		55	10	8	2	6	2	54	13
		48			30		5				22	
		66	2		90	14	21	1	5		117	10
	Somme RMC		40	7	379	42	78	8	59	6	415	56
Somme Languedoc-Roussillon			127	14	1 014	71	224	15	100	24	1 256	105
Limousin	ADOUR-GARONNE	19	149		2 456		422		77		1 729	
		87	27		266		82		18		295	
	Somme ADOUR-GARONNE		176		2 722		504		95		2 024	
	LOIRE-BRETAGNE	23	366		1 130		516		78		2 268	
		87	340		1 115		362		72		1 573	
Somme LOIRE-BRETAGNE		706		2 245		878		150		3 841		
Somme Limousin			882		4 967		1 382		245		5 865	

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

Somme Exploitations totales			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEP	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Ile de France	SEINE-NORMANDIE	75										
		77	27	27	37	37			4	4	1 041	1 041
		78	9	9	13	13			1	1	465	465
		91	1	1	6	6					200	200
		92										
		93									3	
		94			1						5	
		95	8	8	9	9			2	2	192	192
Somme Ile de France			45	45	66	65			7	7	1 906	1 898
Languedoc-Roussillon	ADOUR-GARONNE	11	10	3	33	22					398	218
		30									29	
		34									85	
		48	114		124		12		11		2 105	
	Somme ADOUR-GARONNE		124	3	157	22	12		11		2 617	218
	LOIRE-BRETAGNE		24		24		1		1		443	
	Somme LOIRE-BRETAGNE		24		24		1		1		443	
	RMC	11	14		36	2					1 145	16
		30	24	18	60	24					1 626	242
		34	20	6	28	8					1 304	145
		48	2		2						301	
66		19	2	22	3	3		2		1 070	460	
Somme RMC		79	26	148	37	3		2		5 446	863	
Somme Languedoc-Roussillon			227	29	329	59	16		14		8 506	1 081
Limousin	ADOUR-GARONNE	19	369		432		20		13		6 192	
		87	103		109		3		7		1 002	
	Somme ADOUR-GARONNE		472		541		23		20		7 194	
	LOIRE-BRETAGNE	23	877		941		25		29		5 559	
		87	626		641		9		22		5 219	
Somme LOIRE-BRETAGNE		1 503		1 582		34		51		10 778		
Somme Limousin			1 975		2 123		57		71		17 972	

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

Somme Exploitations totales			dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEP			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lvz
Lorraine	RHIN-MEUSE	54	511	181	388	170	170	72	129	55	972	385
		55	446	276	219	118	65	31	124	61	740	400
		57	511	148	978	126	222	52	144	42	1 207	346
		88	420	81	715	25	157	7	161	32	803	87
	Somme RHIN-MEUSE		1 888	686	2 300	439	614	162	558	190	3 722	1 218
	RMC	88	100	12	175	17	62	4	32	8	228	36
	Somme RMC		100	12	175	17	62	4	32	8	228	36
	SEINE-NORMANDIE	55	145	64	164	43	67	24	57	32	411	189
Somme SEINE-NORMANDIE		145	64	164	43	67	24	57	32	411	189	
Somme Lorraine			2 133	762	2 639	499	743	190	647	230	4 361	1 443
Midi-Pyrénées	ADOUR-GARONNE	09	86	12	804	79	127	11	19	8	452	62
		12	475	196	2 753	1 147	675	276	246	136	2 663	1 111
		31	61	16	1 534	360	200	46	59	29	608	110
		32	85	65	1 873	1 414	149	115	168	126	889	654
		46	103	26	1 358	547	172	54	136	62	803	249
		65	67	25	2 168	541	166	43	52	29	526	166
		81	88	7	1 364	81	216	10	114	11	934	55
		82	20	12	1 033	843	98	76	53	39	411	276
Somme Midi-Pyrénées			985	360	12 887	5 012	1 803	631	847	440	7 286	2 683
Nord-Pas-de-Calais	ARTOIS-PICARDIE	59	651	27	1 602	149	381	19	508	31	1 667	90
		62	420	30	1 420	320	587	61	290	43	1 904	176
Somme Nord-Pas-de-Calais			1 071	57	3 022	469	968	80	798	74	3 571	266
PACA	RMC	04	17		111		16		7		83	
		05	55	9	324		50		13		103	
		06			83				1		6	
		13	8		56		9		18		72	
		2A			361		42		2		216	
		2B			206		85		4		344	
		83			21	1			4		11	
		84	10	4	27	5	2		15	5	19	4
Somme PACA			90	13	1 189	6	204		64	5	854	4

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

Somme Exploitations totales			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEP	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Lorraine	RHIN-MEUSE	54	565	197	590	206	12	5	12	7	2 716	1 156
		55	479	271	485	273	7	5	12	6	1 735	942
		57	703	197	722	204	11	5	13	2	4 347	830
		88	559	72	564	72	5	1	5		3 181	223
	Somme RHIN-MEUSE		2 306	737	2 361	755	35	16	42	15	11 979	3 151
	RMC	88	138	24	140	25			2		823	100
	Somme RMC		138	24	140	25			2		823	100
	SEINE-NORMANDIE	55	222	106	227	109	5	3	7	5	1 098	404
Somme SEINE-NORMANDIE		222	106	227	109	5	3	7	5	1 098	404	
Somme Lorraine			2 666	867	2 728	889	40	19	51	20	13 900	3 655
Midi-Pyrénées	ADOUR-GARONNE	09	126	15	140	21	9	1	5	2	2 725	406
		12	520	144	665	236	42	23	38	10	10 228	3 927
		31	111	27	150	32	7	2	13	2	5 510	1 463
		32	68	51	289	214	9	8	10	9	6 855	5 029
		46	103	11	172	40	12	1	5	1	5 738	2 859
		65	50	13	95	31	7	2	6	3	5 569	1 705
		81	172	8	246	16	17		7		6 293	486
		82	38	24	83	57	3		5	3	4 570	3 816
Somme Midi-Pyrénées			1 188	293	1 840	647	106	37	89	30	47 488	19 691
Nord-Pas-de-Calais	ARTOIS-PICARDIE	59	616	30	777	44	16	2	30		6 430	559
		62	622	36	881	68	34		47	3	7 335	1 200
Somme Nord-Pas-de-Calais			1 238	66	1 658	112	50	2	77	3	13 765	1 759
PACA	RMC	04	16		20		2		1		1 339	
		05	38		42				2		1 764	
		06			1						950	
		13	30		34				3		1 284	
		2A	9		12				3		1 083	
		2B	19		21				2		1 302	
		83			2				1		1 136	110
		84			4	1					1 105	151
Somme PACA			112		136	1	2		12		9 963	261

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

Somme Exploitations totales			dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEP			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv
Pays-de-Loire	LOIRE-BRETAGNE	44	663	663	1 515	1 515	695	695	610	610	2 562	2 562
		49	1 010	859	1 209	817	782	639	700	608	2 847	2 347
		53	1 202	1 202	2 451	2 451	1 069	1 069	703	703	3 282	3 282
		72	783	385	1 696	710	500	237	464	228	2 305	1 072
		85	989	989	722	720	458	458	1 071	1 071	3 552	3 552
Somme Pays-de-Loire			4 647	4 098	7 593	6 213	3 504	3 098	3 548	3 220	14 548	12 815
Picardie	ARTOIS-PICARDIE	02	33	33	127	127	38	38	32	32	150	150
		80	337	31	861	52	270	17	215	6	1 063	84
	Somme ARTOIS-PICARDIE		370	64	988	179	308	55	247	38	1 213	234
	SEINE-NORMANDIE	02	177	177	596	596	197	197	145	145	862	862
		60	180	180	510	510	148	148	82	82	545	545
Somme SEINE-NORMANDIE			357	357	1 106	1 106	345	345	227	227	1 407	1 407
Somme Picardie			727	421	2 094	1 285	653	400	474	265	2 620	1 641
Poitou-Charente	ADOUR-GARONNE	16	92	54	911	565	186	132	107	64	593	385
		17	45	36	962	463	120	61	45	31	424	278
		79	22	22	126	126	19	19	24	24	92	92
		86	16	16	32	32	9	9	5	5	52	52
	Somme ADOUR-GARONNE		175	128	2 031	1 186	334	221	181	124	1 161	807
	LOIRE-BRETAGNE	16	24	0	152		52		12		194	
		17	89	89	107	87	32	29	21	21	128	121
		79	439	439	996	996	381	381	413	413	1 871	1 871
		86	202	161	551	491	148	129	116	110	650	573
	Somme LOIRE-BRETAGNE		754	689	1 806	1 574	613	539	562	544	2 843	2 565
Somme Poitou-Charente			929	817	3 837	2 760	947	760	743	668	4 004	3 372
Rhône-Alpes	LOIRE-BRETAGNE	07	1		167		20				40	
		42	349	78	2 028	426	409	95	111	21	1 297	265
	Somme LOIRE-BRETAGNE		350	78	2 195	426	429	95	111	21	1 337	265
	RMC	01	331	15	1 132	179	225	18	248	22	928	93
		07	55	1	1 093	29	63	1	35	2	208	3
		26	282	166	388	99	41	7	203	145	453	270
		38	226	139	2 133	1 357	204	136	75	60	558	377
		42	17		377	5	17		5		48	
		69	66	6	1 445	115	198	10	34	6	379	24
		73	155		1 302		93		57		258	
		74	335		1 364		239		80		509	
Somme RMC		1 467	327	9 234	1 784	1 080	172	737	235	3 341	767	
Somme Rhône-Alpes			1 817	405	11 429	2 210	1 509	267	848	256	4 678	1 032
Total			35 720	21 684	103 399	39 639	24 206	11 400	21 104	14 724	101 884	47 293

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme Exploitations totales

Somme Exploitations totales			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEP	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Pays-de-Loire	LOIRE-BRETAGNE	44	1 116	1 116	1 358	1 358	31	31	15	15	8 514	8 514
		49	975	806	1 447	1 221	38	28	43	30	9 243	6 605
		53	1 351	1 351	1 912	1 912	65	65	66	66	10 645	10 645
		72	668	286	1 468	687	23	11	21	14	6 993	2 768
		85	1 739	1 739	2 300	2 300	31	31	27	27	8 580	8 571
Somme Pays-de-Loire			5 849	5 298	8 485	7 478	188	166	172	152	43 975	37 103
Picardie	ARTOIS-PICARDIE	02	71	71	85	85	1	1	3	3	575	575
		80	415	45	489	51	11		29		4 849	389
	Somme ARTOIS-PICARDIE		486	116	574	136	12	1	32	3	5 424	964
	SEINE-NORMANDIE	02	451	451	493	493	8	8	13	13	3 096	3 096
		60	274	274	291	291	5	5	13	13	2 473	2 473
Somme SEINE-NORMANDIE			725	725	784	784	13	13	26	26	5 569	5 569
Somme Picardie			1 211	841	1 358	920	25	14	58	29	10 993	6 533
Poitou-Charente	ADOUR-GARONNE	16	174	118	201	132	4	4	7	6	4 781	3 304
		17	110	76	123	83	3	2	10	7	4 884	3 097
		79	37	37	41	41	1	1	2	2	785	785
		86	26	26	26	26	1	1			256	256
	Somme ADOUR-GARONNE		347	257	391	282	9	8	19	15	10 706	7 442
	LOIRE-BRETAGNE	16	88		89		2		2		827	
		17	35	34	40	39			1	1	829	686
		79	713	713	988	988	31	31	14	14	6 702	6 702
		86	241	212	266	237	9	9	6	6	4 705	4 286
Somme LOIRE-BRETAGNE		1 077	959	1 383	1 264	42	40	23	21	13 063	11 674	
Somme Poitou-Charente			1 424	1 216	1 774	1 546	51	48	42	36	23 769	19 116
Rhône-Alpes	LOIRE-BRETAGNE	07	2		2		1				349	
		42	314	64	418	89	29	5	22	5	6 260	1 464
	Somme LOIRE-BRETAGNE		316	64	420	89	30	5	22	5	6 609	1 464
	RMC	01	315	28	469	39	21	5	15	2	4 706	728
		07	21		100	2	2		1		4 130	170
		26	22	4	244	149	4		1	1	4 435	1 750
		38	175	120	219	152	11	7	9	6	6 613	4 254
		42	4		19		1				1 008	10
		69	51	4	78	7	9		6	1	4 316	463
		73	49		52		4		3		3 218	
74		131		134		8		11		4 028		
Somme RMC		768	156	1 315	349	60	12	46	10	32 454	7 375	
Somme Rhône-Alpes			1 084	220	1 735	438	90	17	68	15	39 063	8 839
Total			36 185	16 862	47 436	24 341	1 346	656	1 334	585	452 075	196 989

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

Somme UGBN totales			dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEPARTEMENT			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv
Alsace	RHIN-MEUSE	67	39 541	19 829	11 724	6 250	3 488	1 811	18 978	11 906	47 691	21 755
		68	16 303	16 029	7 008	4 388	2 103	1 595	8 278	8 138	20 370	18 678
Somme Alsace			55 844	35 858	18 731	10 638	5 591	3 406	27 256	20 045	68 061	40 433
Aquitaine	ADOUR-GARONNE	24	30 133	3 315	36 523	1 727	16 469	427	20 392	3 633	94 088	4 821
		33	5 371		12 038	565	3 713	80	6 320	2 277	18 371	994
		40	14 538	1 745	19 209	4 981	3 027	718	24 848	4 953	32 276	6 485
		47	12 107	1 332	16 775	3 439	6 473	896	10 928	1 487	34 979	5 252
		64	22 947	3 901	127 080	9 483	17 146	4 054	30 111	5 562	95 867	18 227
Somme Aquitaine			85 096	10 292	211 625	20 195	46 828	6 175	92 599	17 912	275 580	35 779
Auvergne	ADOUR-GARONNE	15	30 878		16 809		16 050		24 699		202 058	
		63	3 652		3 137		2 963		4 320		22 617	
	Somme ADOUR-GARONNE		34 530		19 946		19 012		29 019		224 675	
	LOIRE-BRETAGNE	03	133 203	24 820	17 235	4 784	17 819	3 755	29 326	6 701	277 428	54 854
		15	1 309		2 795		1 153		1 369		22 589	
		43	24 253		29 299		12 918		14 588		84 833	
63		32 457		29 507		18 139		23 003		126 614		
Somme LOIRE-BRETAGNE			191 222	24 820	78 836	4 784	50 028	3 755	68 286	6 701	511 464	54 854
Somme Auvergne			225 752	24 820	98 782	4 784	69 040	3 755	97 305	6 701	736 139	54 854
Basse-Normandie	LOIRE-BRETAGNE	61	61 491	38 996	13 321	7 417	18 959	11 321	25 767	15 375	124 207	69 423
	Somme LOIRE-BRETAGNE		61 491	38 996	13 321	7 417	18 959	11 321	25 767	15 375	124 207	69 423
	SEINE-NORMANDIE	14	89 808	71 926	28 940	20 025	37 476	28 546	59 593	49 299	182 747	142 383
		50	208 838	105 265	53 654	30 062	65 519	31 563	131 654	68 973	366 108	166 289
			61	61 181	40 486	14 590	9 284	20 161	13 426	26 550	16 211	116 232
Somme SEINE-NORMANDIE			359 827	217 677	97 184	59 372	123 156	73 534	217 797	134 483	665 088	386 730
Somme Basse-Normandie			421 318	256 673	110 505	66 789	142 115	84 855	243 564	149 859	789 295	456 153
Bourgogne	LOIRE-BRETAGNE	58	30 751	11 084	5 600	3 019	6 729	3 114	7 252	3 657	139 042	46 928
		71	46 199	14 364	11 081	2 376	13 919	3 551	9 183	1 738	227 075	49 814
	Somme LOIRE-BRETAGNE		76 950	25 448	16 681	5 395	20 648	6 665	16 435	5 395	366 117	96 741
	RMC	21	5 803	2 169	2 871	1 346	959	479	2 679	1 396	25 415	8 597
		71	20 975	4 426	10 903	1 433	7 878	829	15 605	2 563	92 062	12 146
	Somme RMC		26 779	6 595	13 773	2 779	8 837	1 308	18 283	3 959	117 477	20 743
	SEINE-NORMANDIE	21	21 404	9 678	4 678	1 623	3 867	1 532	8 099	3 154	82 131	36 783
58		7 593	1 887	2 746	453	2 796	703	1 862	1 862	45 936	9 186	
89		18 330	7 541	7 167	3 231	3 446	1 588	20 859	11 903	51 298	20 336	
Somme SEINE-NORMANDIE			47 327	19 106	14 591	5 306	10 110	3 823	30 820	16 919	179 365	66 306
Somme Bourgogne			151 055	51 149	45 045	13 481	39 595	11 797	65 538	26 273	662 959	183 790

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

Somme UGBN totales			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEPARTEME NT	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Alsace	RHIN-MEUSE	67 68	23 621 8 822	7 851 8 242	27 013 9 295	10 112 8 699	679 303	377 226	453 642	150 642	103 212 52 675	53 270 41 860
Somme Alsace			32 444	16 093	36 307	18 811	982	604	1 095	793	155 888	95 130
Aquitaine	ADOUR-GARONNE	24	30 512	1 083	39 032	2 601	957	295	440		202 762	10 857
		33	6 842	675	7 378	777	361		288		54 351	4 797
		40	3 113	692	18 103	3 556	160				91 031	21 794
		47	7 867	1 057	13 259	2 037	521		151		90 333	14 577
		64	13 848	2 737	27 097	5 326	1 509	229	1 193	141	355 600	50 115
Somme Aquitaine			62 182	6 244	104 869	14 297	3 509	524	2 072	141	794 076	102 140
Auvergne	ADOUR-GARONNE	15	79 566		86 388		3 391		3 950		290 096	
		63	6 909		7 396		294		215		39 155	
	Somme ADOUR-GARONNE		86 475		93 785		3 685		4 166		329 251	
	LOIRE-BRETAGNE	03	180 811	35 208	194 354	37 940	2 008	299	3 483	799	377 624	79 726
		15	6 279		6 510		488		430		36 592	
		43	19 908		26 374		2 559		518		205 895	
63		46 993		57 677		1 552		1 927		240 646		
Somme LOIRE-BRETAGNE			253 992	35 208	284 915	37 940	6 606	299	6 359	799	860 756	79 726
Somme Auvergne			340 467	35 208	378 700	37 940	10 291	299	10 525	799	1 190 007	79 726
Basse-Normandie	LOIRE-BRETAGNE	61	83 321	48 733	92 908	54 549	1 088	712	741	447	189 581	107 352
	Somme LOIRE-BRETAGNE		83 321	48 733	92 908	54 549	1 088	712	741	447	189 581	107 352
	SEINE-NORMANDIE	14	113 196	86 187	119 794	92 463	1 739	1 052	1 922	1 703	332 891	254 336
		50	232 326	95 758	260 286	116 775	4 018	2 039	3 475	1 953	618 898	296 800
		61	75 964	50 613	80 415	54 168	1 822	1 238	1 465	1 095	187 778	125 125
Somme SEINE-NORMANDIE			421 486	232 558	460 495	263 407	7 578	4 329	6 862	4 751	1 139 567	676 260
Somme Basse-Normandie			504 807	281 290	553 403	317 956	8 666	5 041	7 602	5 198	1 329 148	783 613
Bourgogne	LOIRE-BRETAGNE	58	96 381	30 416	97 718	30 947	520	301	2 414	899	171 176	62 154
		71	144 309	32 750	151 310	34 633	1 565	242	2 430	462	272 438	58 921
	Somme LOIRE-BRETAGNE		240 690	63 166	249 028	65 580	2 085	543	4 843	1 361	443 615	121 075
	RMC	21	14 650	5 045	15 102	5 077	367	367	362	74	44 344	16 785
		71	53 842	7 270	59 763	7 420	992	153	1 043	148	146 883	21 165
	Somme RMC		68 492	12 315	74 864	12 497	1 359	520	1 406	222	191 227	37 950
	SEINE-NORMANDIE	21	50 218	23 898	51 857	24 485	893	502	1 210	525	111 854	47 574
		58	30 484	5 687	31 048	6 163	568	274	220		59 814	14 135
89		25 384	9 067	29 328	10 192	1 057	819	603	299	97 773	45 396	
Somme SEINE-NORMANDIE			106 085	38 652	112 232	40 840	2 518	1 595	2 033	824	269 441	107 105
Somme Bourgogne			415 267	114 133	436 125	118 917	5 962	2 658	8 282	2 407	904 283	266 130

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

Somme UGBN totales			dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEPARTEME NT			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv
Bretagne	LOIRE-BRETAGNE	22	610 932	610 932	50 626	50 626	52 598	52 598	471 514	471 514	351 747	351 747
		29	386 455	386 455	39 205	39 205	32 923	32 923	437 747	437 747	308 100	308 100
		35	313 089	313 089	35 958	35 958	62 519	62 519	209 155	209 155	340 918	340 918
		56	384 095	384 095	46 445	46 445	40 136	40 136	266 069	266 069	235 056	235 056
Somme Bretagne			1 694 571	1 694 571	172 234	172 234	188 177	188 177	1 384 485	1 384 485	1 235 820	1 235 820
Centre	LOIRE-BRETAGNE	18	44 596	8 820	8 630	2 401	8 349	1 629	13 413	6 922	86 024	14 714
		28	9 760	1 366	2 947	391	2 748	83	7 388	1 505	13 693	1 136
		36	43 786	500	12 494	757	18 114	733	12 440	1 267	106 137	2 573
		37	24 249	6 079	7 141	3 016	4 535	1 247	18 986	9 325	37 437	12 466
		41	18 660	2 689	4 621	453	4 699	238	13 484	3 831	28 034	3 494
		45	9 786	2 071	1 708	830	1 835	686	6 149	1 873	13 529	6 147
	Somme LOIRE-BRETAGNE		150 837	21 525	37 541	7 849	40 280	4 616	71 861	24 723	284 855	40 529
	SEINE-NORMANDIE	28	5 276	2 685	1 743	1 355	1 384	811	3 862	3 378	5 524	3 606
		45	6 133	3 460	1 250	469	1 345	521	8 395	4 616	13 204	6 616
Somme SEINE-NORMANDIE		11 409	6 145	2 993	1 824	2 729	1 332	12 257	7 995	18 728	10 222	
Somme Centre			162 246	27 670	40 534	9 673	43 009	5 948	84 118	32 717	303 583	50 751
Champagne Ardenne	RHIN-MEUSE	08	21 216		3 237		4 932		20 174		79 600	
		52	16 150	16 150	549	549	1 595	1 595	9 809	9 809	19 877	19 877
	Somme RHIN-MEUSE		37 366	16 150	3 787	549	6 527	1 595	29 983	9 809	99 476	19 877
	RMC	52	9 351	3 825	841	272	2 482	872	5 981	1 785	27 727	7 804
	Somme RMC		9 351	3 825	841	272	2 482	872	5 981	1 785	27 727	7 804
	SEINE-NORMANDIE	08	27 971	9 916	3 814	2 597	5 967	2 889	16 401	7 768	60 696	27 659
		10	8 294	8 148	3 721	3 721	3 835	3 835	10 658	10 658	26 829	26 829
		51	18 250	14 942	3 590	3 397	3 947	3 562	20 450	19 192	31 633	26 617
52		24 442	21 723	2 030	1 808	7 033	6 107	19 748	18 327	62 016	55 758	
Somme SEINE-NORMANDIE		78 957	54 728	13 155	11 524	20 782	16 394	67 256	55 945	181 174	136 862	
Somme Champagne Ardenne			125 674	74 703	17 782	12 345	29 791	18 861	103 220	67 539	308 377	164 543
Franche Comté	RMC	25	49 482		5 426		14 656		15 419		81 697	
		39	27 884		6 288		9 984		11 065		56 030	
		70	51 901	15 525	7 132	1 497	8 547	2 587	21 942	6 244	93 779	23 192
		90	3 983		1 432		1 120		3 103		9 050	
Somme Franche Comté			133 250	15 525	20 278	1 497	34 306	2 587	51 528	6 244	240 556	23 192

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

Somme UGBN totales			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEPARTEME NT	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Bretagne	LOIRE-BRETAGNE	22	113 601	113 601	226 119	226 119	6 592	6 592	3 150	3 150	864 282	864 282
		29	131 164	131 164	217 485	217 485	3 681	3 681	3 071	3 071	743 269	743 269
		35	137 079	137 079	225 286	225 286	5 419	5 419	3 153	3 153	659 167	659 167
		56	71 209	71 209	153 180	153 180	3 875	3 875	1 908	1 908	579 299	579 299
Somme Bretagne			453 053	453 053	822 070	822 070	19 567	19 567	11 282	11 282	2 846 018	2 846 018
Centre	LOIRE-BRETAGNE	18	56 718	9 779	61 097	10 703	742	157	1 059	153	135 377	30 031
		28	5 416		7 386	476	335		338		30 935	3 845
		36	52 791	715	56 871	923	668	80	1 762	152	170 181	7 519
		37	15 164	4 663	18 253	5 774	366	148	452	230	81 330	31 488
		41	9 293	250	15 610	2 181	471	73	151		59 165	9 718
		45	4 817	1 892	7 557	3 239	76				28 235	11 658
	Somme LOIRE-BRETAGNE		144 198	17 300	166 773	23 297	2 659	458	3 762	534	505 224	94 258
	SEINE-NORMANDIE	28	1 629	838	2 627	1 554			74	74	16 753	12 167
45		4 653	2 935	8 456	4 087	73		73	73	28 261	14 799	
Somme SEINE-NORMANDIE		6 282	3 772	11 083	5 641	73		147	147	45 013	26 966	
Somme Centre			150 480	21 072	177 856	28 938	2 731	458	3 910	682	550 237	121 225
Champagne Ardenne	RHIN-MEUSE	08	67 939		68 458		228		389		100 005	
		52	17 689	17 689	17 689	17 689			196	196	25 386	25 386
	Somme RHIN-MEUSE		85 628	17 689	86 147	17 689	228		585	196	125 392	25 386
	RMC	52	20 689	5 771	21 076	5 786	317	152	70		38 134	11 361
	Somme RMC		20 689	5 771	21 076	5 786	317	152	70		38 134	11 361
	SEINE-NORMANDIE	08	44 901	17 702	45 999	18 657	427	427	1 145	613	94 196	48 332
		10	14 061	14 061	14 677	14 677	350	350	436	436	53 247	53 247
		51	16 698	13 132	18 439	14 874	379	303	520	520	68 447	61 373
52		48 090	43 683	48 304	43 897	301	226	481	481	91 794	82 531	
Somme SEINE-NORMANDIE		123 750	88 578	127 420	92 106	1 457	1 306	2 583	2 051	307 685	245 484	
Somme Champagne Ardenne			230 066	112 038	234 643	115 581	2 002	1 458	3 239	2 247	471 210	282 231
Franche Comté	RMC	25	40 560		41 904		2 305		1 355		194 017	
		39	31 576		32 180		1 347		813		121 778	
		70	65 654	15 618	66 031	15 640	820	216	512	153	152 339	40 718
		90	5 659		5 691		75		148		16 801	
Somme Franche Comté			143 449	15 618	145 806	15 640	4 548	216	2 828	153	484 935	40 718

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

REGION	BASSIN	DEPARTEMENT	dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv		
Haute-Normandie	SEINE-NORMANDIE	27	44 854	8 075	15 409	1 967	14 204	1 217	19 962	6 540	74 030	7 815
		76	156 584	6 491	20 734	813	32 911	1 250	60 776	545	220 999	7 769
Somme Haute-Normandie			201 438	14 566	36 144	2 780	47 115	2 466	80 739	7 085	295 028	15 584
Ile de France	SEINE-NORMANDIE	75	0	0								
		77	4 502	4 502	1 597	1 597	542	542	4 952	4 952	7 425	7 425
		78	2 362	2 362	1 077	1 077	444	444	2 001	2 001	2 194	2 194
		91	251	251	191	191	25	25	1 627	1 627	673	673
		92	0	0								
		93	0	0			67		1 498			
		94	0	0	40						34	
		95	335	335	617	617	428	428	2 183	2 183	2 029	2 029
Somme Ile de France			7 450	7 450	3 521	3 482	1 507	1 440	12 261	10 763	12 355	12 321
Languedoc-Roussillon	ADOUR-GARONNE	11	1 154	900	1 108	522	670	323	2 776	2 243	6 397	2 979
		30			47		67				210	
		34	85		503		135		98		438	
		48	8 360		8 785		5 291		1 907		46 071	
Somme ADOUR-GARONNE			9 599	900	10 443	522	6 163	323	4 781	2 243	53 116	2 979
	LOIRE-BRETAGNE	48	985		2 394		484		502		9 268	
Somme LOIRE-BRETAGNE			985		2 394		484		502		9 268	
	RMC	11	4 119	1 020	3 264	20	1 369		4 275	540	8 735	114
		30	1 871		1 330	420	729	289	3 470	618	6 247	3 454
		34	237		1 175	103	389	97	2 155	538	4 554	1 305
		48			910		219				1 390	
		66	329		1 571	181	1 173	40	867		9 068	609
Somme RMC			6 556	1 020	8 250	724	3 880	426	10 768	1 695	29 994	5 482
Somme Languedoc-Roussillon			17 141	1 920	21 087	1 246	10 527	750	16 050	3 939	92 378	8 461
Limousin	ADOUR-GARONNE	19	23 247		31 059		19 644		10 938		130 036	
		87	3 798		3 629		4 081		3 124		26 141	
Somme ADOUR-GARONNE			27 045		34 689		23 725		14 062		156 177	
	LOIRE-BRETAGNE	23	53 670		15 989		27 585		14 495		216 381	
		87	48 022		22 597		21 311		14 000		160 386	
Somme LOIRE-BRETAGNE			101 691		38 586		48 896		28 496		376 767	
Somme Limousin			128 736		73 275		72 620		42 558		532 944	

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

Somme UGBN totales			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEPARTEME NT	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Haute-Normandie	SEINE-NORMANDIE	27	47 206	3 261	49 815	4 562	1 200	157	756		156 815	24 608
		76	166 706	4 392	172 686	4 742	1 664	154	2 084	225	357 772	14 313
Somme Haute-Normandie			213 913	7 653	222 501	9 304	2 864	311	2 841	225	514 587	38 921
Ile de France	SEINE-NORMANDIE	75										
		77	3 212	3 212	3 655	3 655			309	309	22 515	22 515
		78	1 275	1 275	1 384	1 384			77	77	9 040	9 040
		91	103	103	241	241					3 866	3 866
		92										
		93									1 566	
		94			34						78	
		95	1 029	1 029	1 060	1 060		149	149	6 735	6 735	
Somme Ile de France			5 618	5 618	6 374	6 340			535	535	43 800	42 156
Languedoc-Roussillon	ADOUR-GARONNE	11	1 403	463	2 801	1 638					12 801	6 815
		30									1 328	
		34									2 561	
		48	14 019		14 924		1 020		860		93 917	
	Somme ADOUR-GARONNE		15 422	463	17 725	1 638	1 020		860		110 607	6 815
	LOIRE-BRETAGNE	48	2 998		2 998		71		72		18 198	
	Somme LOIRE-BRETAGNE		2 998		2 998		71		72		18 198	
	RMC	11	1 854		2 959	48					26 228	819
		30	3 762	2 900	4 906	3 083					22 134	6 362
		34	2 857	980	3 070	1 038					17 568	2 530
48		213		213						5 262		
	66	2 983	222	3 152	248	221		168		18 962	3 005	
Somme RMC		11 669	4 102	14 301	4 418	221		168		90 153	12 717	
Somme Languedoc-Roussillon			30 089	4 564	35 024	6 056	1 312		1 100		218 958	19 531
Limousin	ADOUR-GARONNE	19	46 334		53 088		1 602		1 057		207 101	
		87	13 305		13 824		279		606		39 408	
	Somme ADOUR-GARONNE		59 638		66 913		1 881		1 664		246 509	
	LOIRE-BRETAGNE	23	118 064		125 360		2 062		2 390		286 130	
		87	89 793		91 325		908		1 832		259 570	
Somme LOIRE-BRETAGNE		207 857		216 685		2 970		4 223		545 701		
Somme Limousin			267 495		283 597		4 851		5 886		792 209	

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

Somme UGBN totales			dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEPARTEME NT			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lzv
Lorraine	RHIN-MEUSE	54	74 653	24 806	5 211	2 253	9 006	3 797	26 221	10 589	104 813	39 406
		55	66 500	39 240	3 347	1 673	3 677	1 800	24 648	12 100	84 086	45 384
		57	78 760	22 881	10 872	1 805	11 868	2 667	26 443	7 547	130 033	37 821
		88	66 358	13 093	7 175	276	8 232	379	35 099	7 227	96 654	12 642
	Somme RHIN-MEUSE		286 271	100 020	26 605	6 007	32 783	8 643	112 412	37 463	415 586	135 254
	RMC	88	14 040	1 787	2 269	389	3 276	192	5 441	1 223	24 859	4 054
	Somme RMC		14 040	1 787	2 269	389	3 276	192	5 441	1 223	24 859	4 054
SEINE-NORMANDIE	55	20 499	8 747	2 650	965	3 644	1 237	9 449	5 339	42 063	19 921	
Somme SEINE-NORMANDIE		20 499	8 747	2 650	965	3 644	1 237	9 449	5 339	42 063	19 921	
Somme Lorraine			320 810	110 554	31 524	7 362	39 703	10 072	127 302	44 025	482 508	159 228
Midi-Pyrénées	ADOUR-GARONNE	09	10 414	1 458	13 889	1 308	6 393	501	3 168	1 222	38 691	4 443
		12	63 066	25 655	65 977	26 704	31 933	13 174	36 250	18 763	209 928	81 441
		31	6 984	1 886	18 916	4 102	8 582	2 188	7 580	4 204	43 512	8 810
		32	8 717	6 712	24 156	18 571	5 897	4 561	12 653	10 344	43 801	32 770
		46	13 393	3 348	22 976	10 207	7 138	2 108	16 873	6 548	52 997	13 887
		65	7 799	2 964	30 452	6 562	6 842	1 727	4 693	2 399	31 275	8 749
		81	13 414	1 073	26 870	1 078	10 118	534	16 663	1 640	69 510	2 876
82	2 305	1 383	13 991	10 479	3 829	2 891	4 561	2 938	24 798	15 248		
Somme Midi-Pyrénées			126 092	44 479	217 228	79 011	80 732	27 683	102 440	48 059	514 512	168 224
Nord-Pas-de-Calais	ARTOIS-PICARDIE	59	96 920	4 034	25 104	2 083	19 279	755	79 632	4 747	150 888	7 227
		62	58 788	4 549	20 710	4 787	30 435	2 874	44 077	8 920	163 599	12 796
Somme Nord-Pas-de-Calais			155 708	8 583	45 815	6 870	49 714	3 629	123 709	13 667	314 486	20 023
PACA	RMC	04	2 137		2 184		842		1 337		5 848	
		05	5 726	692	6 990		2 076		2 016		8 926	
		06			1 374				210		319	
		13	2 462		1 811		633		4 512		7 992	
		2A			6 637		1 899		545		8 789	
		2B			5 023		3 942		896		19 198	
		83			1 065	399			1 221		604	
84	2 873	1 272	664	167	89		2 071	666	781	156		
Somme PACA			13 198	1 964	25 748	566	9 481		12 807	666	52 457	156
Pays-de-Loire	LOIRE-BRETAGNE	44	97 977	97 977	18 461	18 461	38 582	38 582	95 393	95 393	247 152	247 152
		49	132 802	123 935	21 528	16 137	42 562	35 299	103 341	90 833	266 324	223 840
		53	161 054	161 054	30 306	30 306	62 154	62 154	111 623	111 623	328 278	328 278
		72	101 428	50 702	28 025	13 285	30 085	13 964	65 544	31 530	207 110	95 303
		85	210 030	210 030	19 073	19 029	29 131	29 131	176 136	176 136	394 883	394 883
Somme Pays-de-Loire			703 290	643 697	117 393	97 218	202 515	179 129	552 037	505 516	1 443 746	1 289 456

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

Somme UGBN totales			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEPARTEME NT	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Lorraine	RHIN-MEUSE	54	76 274	26 451	78 364	27 224	954	436	906	527	155 847	60 332
		55	65 898	36 526	66 251	36 601	553	409	947	496	114 815	60 702
		57	94 504	27 178	96 481	27 781	892	380	976	150	187 354	49 541
		88	78 449	11 449	78 783	11 449	373	77	383		149 448	16 892
	Somme RHIN-MEUSE		315 126	101 603	319 880	103 056	2 772	1 302	3 212	1 173	607 464	187 467
	RMC	88	18 164	3 161	18 341	3 251			152		38 208	6 021
	Somme RMC		18 164	3 161	18 341	3 251			152		38 208	6 021
	SEINE-NORMANDIE	55	29 132	14 143	29 491	14 357	381	231	513	371	60 664	28 024
	Somme SEINE-NORMANDIE		29 132	14 143	29 491	14 357	381	231	513	371	60 664	28 024
Somme Lorraine			362 422	118 907	367 711	120 664	3 153	1 533	3 877	1 545	706 336	221 512
Midi-Pyrénées	ADOUR-GARONNE	09	17 476	1 819	18 400	2 129	835	189	423	150	83 609	10 527
		12	65 380	17 673	80 967	27 755	3 762	2 037	2 964	785	485 542	182 190
		31	14 249	3 823	16 377	3 964	516	144	1 004	144	104 690	24 050
		32	8 171	6 263	17 209	12 873	667	594	773	704	110 166	83 068
		46	12 763	1 259	18 925	3 410	1 005	79	418	78	150 939	66 219
		65	6 100	1 714	8 881	2 606	574	140	678	234	104 736	25 544
		81	21 969	801	27 242	1 213	1 367		625		178 297	8 865
		82	4 311	2 703	7 315	4 565	305		350	227	66 767	45 120
	Somme Midi-Pyrénées		150 419	36 053	195 316	58 515	9 032	3 183	7 236	2 323	1 284 746	445 581
Nord-Pas-de-Calais	ARTOIS-PICARDIE	59	81 771	3 354	94 229	4 402	1 283	150	2 302		295 067	19 549
		62	76 521	4 584	96 224	6 491	2 893		3 783	225	316 327	37 980
Somme Nord-Pas-de-Calais			158 292	7 938	190 454	10 893	4 176	150	6 084	225	611 394	57 528
PACA	RMC	04	1 794		1 883		143		78		44 616	
		05	4 561		4 803				169		65 294	
		06			14						10 732	
		13	5 196		5 317				244		44 893	
		2A	1 095		1 394				214		23 036	
		2B	3 101		3 305				183		42 204	
		83			70				81		13 084	890
		84			121	21					10 079	2 042
Somme PACA			15 746		16 907	21	143		969		253 937	2 932
Pays-de-Loire	LOIRE-BRETAGNE	44	142 962	142 962	165 681	165 681	2 644	2 644	1 212	1 212	414 905	414 905
		49	128 453	108 484	173 030	148 593	3 309	2 533	3 808	2 790	441 674	362 533
		53	175 411	175 411	232 630	232 630	5 494	5 494	5 782	5 782	545 568	545 568
		72	87 178	37 287	151 042	69 709	2 117	976	1 802	1 203	314 552	141 312
		85	257 268	257 268	311 316	311 316	3 229	3 229	2 367	2 367	566 614	566 533
Somme Pays-de-Loire			791 271	721 411	1 033 698	927 928	16 794	14 876	14 971	13 354	2 283 313	2 030 851

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

Somme UGBN totales			dossiers déjà traités		Elevages ayant entre 1 et 25 UGB		Elevages ayant entre 25 et 90 UGB dont exploitant agé de plus de 50 ans sans successeur		Elevages soumis à autorisation		Elevages soumis à déclaration	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEPARTEME NT			Fe	Fzv	Ge	Gzv	He	Hzv	le	lvz
Picardie	ARTOIS-PICARDIE	02	7 114	7 114	1 634	1 634	1 973	1 973	5 680	5 680	14 314	14 314
		80	48 992	4 447	11 573	825	14 048	929	34 687	951	94 212	8 484
	Somme ARTOIS-PICARDIE		56 106	11 561	13 207	2 459	16 022	2 902	40 367	6 631	108 527	22 798
	SEINE-NORMANDIE	02	34 473	34 473	7 530	7 530	10 638	10 638	28 569	28 569	89 527	89 527
60		30 038	30 038	6 549	6 549	7 673	7 673	17 030	17 030	55 013	55 013	
Somme SEINE-NORMANDIE			64 511	64 511	14 079	14 079	18 311	18 311	45 599	45 599	144 540	144 540
Somme Picardie			120 617	76 072	27 286	16 538	34 333	21 214	85 966	52 230	253 067	167 338
Poitou-Charente	ADOUR-GARONNE	16	15 907	8 852	11 648	7 352	8 787	6 228	17 878	11 404	48 997	32 582
		17	6 395	5 180	11 496	5 996	5 376	2 796	8 671	6 627	31 964	21 574
		79	4 378	4 378	2 279	2 279	976	976	4 768	4 768	8 342	8 342
		86	2 261	2 261	716	716	443	443	1 136	1 136	5 043	5 043
	Somme ADOUR-GARONNE		28 941	20 671	26 139	16 343	15 582	10 443	32 453	23 935	94 346	67 540
	LOIRE-BRETAGNE	16	3 171	0	3 174		3 035		1 581		19 405	
17		9 325	9 225	1 612	1 366	1 424	1 341	3 841	3 841	10 436	9 924	
79		72 391	72 391	24 303	24 303	22 686	22 686	67 306	67 306	189 823	189 823	
86		28 709	23 554	15 282	11 310	9 123	7 006	18 512	17 457	67 015	57 137	
Somme LOIRE-BRETAGNE			113 596	105 169	44 371	36 980	36 268	31 033	91 240	88 604	286 679	256 885
Somme Poitou-Charente			142 537	125 840	70 510	53 322	51 850	41 477	123 693	112 540	381 025	324 425
Rhône-Alpes	LOIRE-BRETAGNE	07	74		2 351		888				2 666	
		42	38 012	9 216	24 141	5 195	18 403	4 059	15 958	3 182	107 043	21 222
	Somme LOIRE-BRETAGNE		38 087	9 216	26 492	5 195	19 291	4 059	15 958	3 182	109 709	21 222
	RMC	01	58 049	2 514	13 345	1 995	11 039	748	42 218	3 933	80 833	7 617
		07	7 828	135	16 093	323	2 502	41	6 088	233	12 608	153
		26	39 338	27 210	6 150	1 245	1 752	282	30 898	23 287	25 154	13 311
		38	27 901	20 775	23 461	14 309	9 032	6 104	13 037	10 934	47 314	32 463
		42	1 358		4 374	57	637		572		3 310	
		69	7 824	736	18 249	1 495	7 845	418	5 588	849	27 161	1 560
73		11 459		13 760		4 047		8 312		18 891		
74		28 902		15 348		10 372		10 514		39 224		
Somme RMC		182 658	51 370	110 780	19 425	47 228	7 593	117 228	39 235	254 495	55 104	
Somme Rhône-Alpes			220 745	60 586	137 272	24 620	66 519	11 652	133 186	42 417	364 204	76 326
Total			5 212 569	3 286 972	1 542 321	604 649	1 265 067	625 072	3 562 362	2 552 681	9 359 082	4 486 860

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Somme UGBN totales

Somme UGBN totales			Elevages soumis à déclaration avec plus de 90 UGB		Elevages soumis à déclaration dépassant les seuils d'intégration 2000 du PMPOA		Ja soumis à déclaration ayant entre 50 et 89 UGB		exploitants de plus de 50 ans soumis à déclaration ayant entre 70 et 89 UGB		Ensemble des élevages	
			total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV	total	dont en ZV
REGION	BASSIN	DEPARTEME NT	Je	Jzv	Ke	Kzv	Le	Lzv	Me	Mzv	Ne	Nzv
Picardie	ARTOIS-PICARDIE	02	8 948	8 948	9 885	9 885	72	72	248	248	25 693	25 693
		80	49 824	5 669	55 072	6 072	826		2 195		190 070	14 501
	Somme ARTOIS-PICARDIE		58 772	14 617	64 957	15 957	898	72	2 443	248	215 763	40 194
	SEINE-NORMANDIE	02	61 897	61 897	64 758	64 758	635	635	955	955	141 261	141 261
		60	36 230	36 230	37 513	37 513	369	369	967	967	101 046	101 046
Somme SEINE-NORMANDIE			98 127	98 127	102 271	102 271	1 004	1 004	1 921	1 921	242 307	242 307
Somme Picardie			156 899	112 744	167 228	118 228	1 902	1 076	4 365	2 169	458 070	282 501
Poitou-Charente	ADOUR-GARONNE	16	23 339	15 470	25 304	16 913	296	296	538	463	103 657	68 814
		17	12 419	8 559	12 986	8 944	217	147	737	511	77 923	49 972
		79	4 490	4 490	4 819	4 819	75	75	148	148	23 034	23 034
		86	3 439	3 439	3 439	3 439	79	79			9 316	9 316
	Somme ADOUR-GARONNE		43 687	31 958	46 548	34 115	666	596	1 423	1 122	213 931	151 136
	LOIRE-BRETAGNE	16	11 567		11 632		153		181		36 942	
		17	4 513	4 412	4 724	4 623			69	69	21 028	19 538
		79	100 044	100 044	124 401	124 401	3 398	3 398	1 234	1 234	353 700	353 700
		86	36 422	31 417	38 441	33 436	1 029	1 029	599	599	160 090	129 010
	Somme LOIRE-BRETAGNE		152 545	135 872	179 199	162 460	4 581	4 428	2 082	1 902	571 760	502 248
Somme Poitou-Charente			196 232	167 830	225 747	196 575	5 247	5 024	3 506	3 024	785 691	653 384
Rhône-Alpes	LOIRE-BRETAGNE	07	215		215		121				9 388	
		42	39 711	7 887	49 276	9 957	2 253	392	1 726	384	212 443	47 858
	Somme LOIRE-BRETAGNE		39 925	7 887	49 491	9 957	2 374	392	1 726	384	221 831	47 858
	RMC	01	38 530	3 345	50 726	4 134	1 739	404	1 178	192	173 057	18 928
		07	2 365		5 916	76	180		73		61 531	1 324
		26	3 066	470	13 539	6 716	403		78	78	88 504	42 867
		38	22 391	16 071	25 212	18 102	835	533	804	578	135 586	87 273
		42	513		1 663		81				15 846	198
		69	6 023	423	7 898	616	709		483	75	93 332	5 792
		73	5 464		5 695		296		218		66 482	
74		14 651		14 797		595		839		102 511		
Somme RMC		93 003	20 309	125 446	29 644	4 839	937	3 673	924	736 849	156 382	
Somme Rhône-Alpes			132 928	28 197	174 937	39 601	7 213	1 329	5 399	1 308	958 680	204 240
Total			4 813 539	2 265 664	5 809 274	2 984 275	114 944	58 307	107 602	48 410	#####	8 616 069

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique

exploitations potentiellement éligibles :

total : Nzv - Fzv - Gzv + (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

dont en zone vulnérable Nzv - Fzv - Gzv

dont hors zone vulnérab (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

exploitations à traiter = taux d'adhésion * exploitations potentiellement éligibles

taux d'adhésion : 75%

hypothèse de montant d'aide/dossier (euros)

2 700

exploitations restant à traiter = exploitations à traiter - exploitations déjà traitées

Dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique			exploitations potentiellement éligibles			exploitations à traiter			exploitations restant à traiter			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPARTEMENT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Alsace	RHIN-MEUSE	67	2 305	2 118	187	1 729	1 589	140	1 395	1 395	0	3 765	3 765	0
		68	1 870	1 861	9	1 403	1 396	7	1 278	1 274	4	3 449	3 439	10
Somme Alsace			4 175	3 979	196	3 131	2 984	147	2 668	2 668	0	7 204	7 204	0
Aquitaine	ADOUR-GARONNE	24	767	277	490	575	208	368	351	183	168	948	494	454
		33	440	343	97	330	257	73	307	257	50	829	695	134
		40	1 904	1 302	602	1 428	977	452	1 284	959	325	3 467	2 590	877
		47	1 638	1 399	239	1 229	1 049	179	1 146	1 040	105	3 093	2 808	285
		64	2 060	1 567	493	1 545	1 175	370	1 354	1 143	211	3 656	3 086	570
Somme Aquitaine			6 809	4 888	1 921	5 107	3 666	1 441	4 442	3 582	859	11 993	9 673	2 320
Auvergne	ADOUR-GARONNE	15	977	0	977	733	0	733	501	0	501	1 352	0	1 352
		63	106	0	106	80	0	80	48	0	48	128	0	128
	Somme ADOUR-GARONNE		1 083	0	1 083	812	0	812	548	0	548	1 480	0	1 480
	LOIRE-BRETAGNE	03	2 642	1 369	1 273	1 982	1 027	955	1 108	879	229	2 990	2 373	618
		15	80	0	80	60	0	60	48	0	48	130	0	130
		43	364	0	364	273	0	273	41	0	41	111	0	111
		63	714	0	714	536	0	536	275	0	275	741	0	741
Somme LOIRE-BRETAGNE		3 800	1 369	2 431	2 850	1 027	1 823	1 471	879	592	3 972	2 373	1 599	
Somme Auvergne			4 883	1 369	3 514	3 662	1 027	2 636	2 019	879	1 141	5 452	2 373	3 079
Basse-Normandie	LOIRE-BRETAGNE	61	1 572	1 193	379	1 179	895	284	725	613	112	1 958	1 654	303
	Somme LOIRE-BRETAGNE		1 572	1 193	379	1 179	895	284	725	613	112	1 958	1 654	303
	SEINE-NORMANDIE	14	3 835	3 570	265	2 876	2 678	199	2 230	2 153	78	6 022	5 812	210
		50	6 395	4 862	1 533	4 796	3 647	1 150	3 285	2 891	395	8 870	7 804	1 066
		61	1 772	1 501	271	1 329	1 126	203	848	797	51	2 290	2 151	138
Somme SEINE-NORMANDIE		12 002	9 933	2 069	9 002	7 450	1 552	6 364	5 840	524	17 181	15 767	1 414	
Somme Basse-Normandie			13 574	11 126	2 448	10 181	8 345	1 836	7 089	6 453	636	19 139	17 422	1 717

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique			exploitations potentiellement éligibles			exploitations à traiter			exploitations restant à traiter			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)			
REGION	BASSIN	DEPARTEM ENT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	
Bourgogne	LOIRE-BRETAGNE	58	1 399	899	500	1 049	674	375	874	615	259	2 360	1 661	699	
		71	1 653	695	958	1 240	521	719	1 006	435	571	2 716	1 175	1 540	
	Somme LOIRE-BRETAGNE		3 052	1 594	1 458	2 289	1 196	1 094	1 880	1 051	830	5 076	2 836	2 240	
	RMC	21	568	473	95	426	355	71	378	338	40	1 021	912	109	
		71	978	438	540	734	329	405	619	302	317	1 670	814	856	
	Somme RMC		1 546	911	635	1 160	683	476	997	639	357	2 691	1 726	965	
	SEINE-NORMANDIE	21	924	666	258	693	500	194	546	434	113	1 474	1 170	304	
	58		388	203	185	291	152	139	248	140	108	670	379	291	
	89		1 392	1 175	217	1 044	881	163	944	843	101	2 549	2 277	272	
Somme SEINE-NORMANDIE			2 704	2 044	660	2 028	1 533	495	1 738	1 417	321	4 693	3 826	867	
Somme Bourgogne				7 302	4 549	2 753	5 477	3 412	2 065	4 615	3 107	1 508	12 459	8 388	4 071
Bretagne	LOIRE-BRETAGNE	22	8 880	8 880	0	6 660	6 660	0	3 423	3 423	0	9 242	9 242	0	
		29	7 050	7 050	0	5 288	5 288	0	2 724	2 724	0	7 353	7 353	0	
		35	9 479	9 479	0	7 109	7 109	0	4 500	4 500	0	12 151	12 151	0	
		56	7 536	7 536	0	5 652	5 652	0	2 852	2 852	0	7 700	7 700	0	
Somme Bretagne				32 945	32 945	0	24 709	24 709	0	13 499	13 499	0	36 447	36 447	0
Centre	LOIRE-BRETAGNE	18	1 213	780	433	910	585	325	628	553	75	1 695	1 493	202	
		28	551	447	104	413	335	78	334	329	5	902	889	14	
		36	997	481	516	748	361	387	400	356	44	1 079	961	119	
		37	1 602	1 425	177	1 202	1 069	133	1 041	1 041	0	2 810	2 810	0	
		41	749	530	219	562	398	164	408	380	28	1 101	1 025	76	
		45	453	396	57	340	297	43	282	282	0	761	761	0	
	Somme LOIRE-BRETAGNE			5 565	4 059	1 506	4 174	3 044	1 130	3 057	2 940	117	8 253	7 939	315
	SEINE-NORMANDIE	28	584	570	14	438	428	11	411	411	0	1 108	1 108	0	
	45	561	474	87	421	356	65	382	334	48	1 031	900	130		
Somme SEINE-NORMANDIE			1 145	1 044	101	859	783	76	785	744	41	2 119	2 009	110	
Somme Centre				6 710	5 103	1 607	5 033	3 827	1 205	3 842	3 684	157	10 372	9 947	425
Champagne Ardenne	RHIN-MEUSE	08	581	0	581	436	0	436	289	0	289	780	0	780	
		52	268	268	0	201	201	0	106	106	0	286	286	0	
	Somme RHIN-MEUSE			849	268	581	637	201	436	395	106	289	1 066	286	780
	RMC	52	294	158	136	221	119	102	165	97	68	444	261	184	
	Somme RMC			294	158	136	221	119	102	165	97	68	444	261	184
	SEINE-NORMANDIE	08	1 030	792	238	773	594	179	638	550	88	1 721	1 485	236	
		10	1 229	1 229	0	922	922	0	878	878	0	2 370	2 370	0	
		51	1 265	1 229	36	949	922	27	845	839	6	2 281	2 265	16	
	52	1 169	1 127	42	877	845	32	741	724	17	2 000	1 955	45		
Somme SEINE-NORMANDIE			4 693	4 377	316	3 520	3 283	237	3 100	2 991	109	8 369	8 075	294	
Somme Champagne Ardenne				5 836	4 803	1 033	4 377	3 602	775	3 659	3 193	466	9 879	8 622	1 258

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique			exploitations potentiellement éligibles			exploitations à traiter			exploitations restant à traiter			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)			
REGION	BASSIN	DEPARTEM ENT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable	
Franche Comté	RMC	25	504	0	504	378	0	378	0	0	0	0	0	0	
		39	386	0	386	290	0	290	35	0	35	93	0	93	
		70	1 071	592	479	803	444	359	434	345	89	1 172	932	241	
		90	62	0	62	47	0	47	22	0	22	58	0	58	
Somme Franche Comté			2 023	592	1 431	1 517	444	1 073	367	345	22	992	932	60	
Haute-Normandie	SEINE-NORMANDIE	27	1 203	727	476	902	545	357	610	505	105	1 648	1 364	284	
		76	1 861	227	1 634	1 396	170	1 226	410	114	296	1 106	308	798	
Somme Haute-Normandie			3 064	954	2 110	2 298	716	1 583	1 020	620	401	2 754	1 673	1 081	
Ile de France	SEINE-NORMANDIE	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		77	890	890	0	668	668	0	644	644	0	1 737	1 737	0	
		78	356	356	0	267	267	0	259	259	0	699	699	0	
		91	182	182	0	137	137	0	136	136	0	366	366	0	
		92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		93	1	0	1	1	0	1	1	0	1	2	0	2	
		94	1	0	1	1	0	1	1	0	1	2	0	2	
		95	142	142	0	107	107	0	105	105	0	282	282	0	
Somme Ile de France			1 572	1 570	2	1 179	1 178	2	1 144	1 143	2	3 089	3 085	4	
Languedoc-Roussillon	ADOUR-GARONNE	11	199	182	17	149	137	13	140	129	11	379	350	29	
		30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		34	1	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	
		48	159	0	159	119	0	119	51	0	51	138	0	138	
	Somme ADOUR-GARONNE		359	182	177	269	137	133	191	129	62	516	350	167	
	LOIRE-BRETAGNE		48	30	0	30	23	0	23	14	0	14	36	0	36
	Somme LOIRE-BRETAGNE		30	0	30	23	0	23	14	0	14	36	0	36	
	RMC	11	70	15	55	53	11	41	29	4	24	77	11	65	
		30	279	220	59	209	165	44	197	165	32	533	446	87	
		34	157	133	24	118	100	18	116	100	16	313	269	43	
		48	2	0	2	2	0	2	2	0	2	4	0	4	
		66	474	445	29	356	334	22	354	334	20	954	901	53	
Somme RMC		982	813	169	737	610	127	697	603	94	1 881	1 627	253		
Somme Languedoc-Roussillon			1 371	995	376	1 028	746	282	901	732	169	2 433	1 977	456	

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique			exploitations potentiellement éligibles			exploitations à traiter			exploitations restant à traiter			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPARTEM ENT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Limousin	ADOUR-GARONNE	19	542	0	542	407	0	407	258	0	258	695	0	695
		87	137	0	137	103	0	103	76	0	76	205	0	205
	Somme ADOUR-GARONNE		679	0	679	509	0	509	333	0	333	900	0	900
	LOIRE-BRETAGNE	23	1 073	0	1 073	805	0	805	439	0	439	1 185	0	1 185
		87	744	0	744	558	0	558	218	0	218	589	0	589
Somme LOIRE-BRETAGNE			1 817	0	1 817	1 363	0	1 363	657	0	657	1 773	0	1 773
Somme Limousin			2 496	0	2 496	1 872	0	1 872	990	0	990	2 673	0	2 673
Lorraine	RHIN-MEUSE	54	1 384	914	470	1 038	686	353	527	505	23	1 423	1 362	61
		55	1 076	793	283	807	595	212	361	319	42	975	861	114
		57	1 289	652	637	967	489	478	456	341	115	1 231	921	310
		88	821	191	630	616	143	473	196	62	134	529	168	360
	Somme RHIN-MEUSE		4 570	2 550	2 020	3 428	1 913	1 515	1 540	1 227	313	4 157	3 312	845
	RMC	88	220	79	141	165	59	106	65	47	18	176	128	48
	Somme RMC		220	79	141	165	59	106	65	47	18	176	128	48
	SEINE-NORMANDIE	55	484	337	147	363	253	110	218	189	29	589	510	79
Somme SEINE-NORMANDIE			484	337	147	363	253	110	218	189	29	589	510	79
Somme Lorraine			5 274	2 966	2 308	3 956	2 225	1 731	1 823	1 463	360	4 921	3 949	972
Midi-Pyrénées	ADOUR-GARONNE	09	457	316	141	343	237	106	257	225	32	693	607	86
		12	3 090	2 504	586	2 318	1 878	440	1 843	1 682	161	4 975	4 541	433
		31	1 221	1 057	164	916	793	123	855	776	78	2 308	2 096	212
		32	3 619	3 500	119	2 714	2 625	89	2 629	2 560	70	7 099	6 911	188
		46	2 479	2 258	221	1 859	1 694	166	1 756	1 668	89	4 742	4 503	239
		65	1 216	1 121	95	912	841	71	845	815	30	2 282	2 201	80
		81	752	395	357	564	296	268	476	289	187	1 285	781	504
		82	2 942	2 897	45	2 207	2 173	34	2 187	2 161	26	5 904	5 834	70
Somme Midi-Pyrénées			15 776	14 048	1 728	11 832	10 536	1 296	10 847	10 176	671	29 287	27 475	1 812
Nord-Pas-de-Calais	ARTOIS-PICARDIE	59	1 645	391	1 254	1 234	293	941	583	266	317	1 573	719	855
		62	1 957	819	1 138	1 468	614	854	1 048	584	464	2 829	1 577	1 251
Somme Nord-Pas-de-Calais			3 602	1 210	2 392	2 702	908	1 794	1 631	851	780	4 402	2 296	2 106
PACA	RMC	04	30	0	30	23	0	23	6	0	6	15	0	15
		05	57	0	57	43	0	43	0	0	0	0	0	0
		06	2	0	2	2	0	2	2	0	2	4	0	4
		13	55	0	55	41	0	41	33	0	33	90	0	90
		2A	17	0	17	13	0	13	13	0	13	34	0	34
		2B	27	0	27	20	0	20	20	0	20	55	0	55
		83	116	109	7	87	82	5	87	82	5	235	221	14
		84	159	146	13	119	110	10	109	106	4	295	285	10
Somme PACA			463	255	208	347	191	156	257	178	79	695	481	213

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique			exploitations potentiellement éligibles			exploitations à traiter			exploitations restant à traiter			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPARTEM ENT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Pays-de-Loire	LOIRE-BRETAGNE	44	6 304	6 304	0	4 728	4 728	0	4 065	4 065	0	10 976	10 976	0
		49	5 490	5 149	341	4 118	3 862	256	3 108	3 003	105	8 390	8 107	283
		53	7 125	7 125	0	5 344	5 344	0	4 142	4 142	0	11 183	11 183	0
		72	2 857	1 821	1 036	2 143	1 366	777	1 360	981	379	3 671	2 648	1 023
		85	7 393	7 393	0	5 545	5 545	0	4 556	4 556	0	12 301	12 301	0
Somme Pays-de-Loire			29 169	27 792	1 377	21 877	20 844	1 033	17 230	16 746	484	46 520	45 214	1 306
Picardie	ARTOIS-PICARDIE	02	410	410	0	308	308	0	275	275	0	741	741	0
		80	1 007	320	687	755	240	515	418	209	209	1 129	564	565
	Somme ARTOIS-PICARDIE		1 417	730	687	1 063	548	515	693	484	209	1 870	1 305	565
	SEINE-NORMANDIE	02	2 303	2 303	0	1 727	1 727	0	1 550	1 550	0	4 186	4 186	0
		60	1 815	1 815	0	1 361	1 361	0	1 181	1 181	0	3 189	3 189	0
Somme SEINE-NORMANDIE			4 118	4 118	0	3 089	3 089	0	2 732	2 732	0	7 375	7 375	0
Somme Picardie			5 535	4 848	687	4 151	3 636	515	3 424	3 215	209	9 245	8 681	565
Poitou-Charente	ADOUR-GARONNE	16	2 720	2 607	113	2 040	1 955	85	1 948	1 901	47	5 260	5 133	126
		17	2 631	2 573	58	1 973	1 930	44	1 928	1 893	35	5 206	5 112	94
		79	640	640	0	480	480	0	458	458	0	1 237	1 237	0
		86	215	215	0	161	161	0	145	145	0	392	392	0
	Somme ADOUR-GARONNE		6 206	6 035	171	4 655	4 526	128	4 480	4 398	82	12 095	11 874	221
	LOIRE-BRETAGNE	16	105	0	105	79	0	79	55	0	55	148	0	148
		17	571	570	1	428	428	1	339	339	1	916	914	2
		79	5 325	5 325	0	3 994	3 994	0	3 555	3 555	0	9 598	9 598	0
		86	3 701	3 666	35	2 776	2 750	26	2 589	2 589	0	6 989	6 989	0
	Somme LOIRE-BRETAGNE		9 702	9 561	141	7 277	7 171	106	6 523	6 482	41	17 611	17 501	110
Somme Poitou-Charente			15 908	15 596	312	11 931	11 697	234	11 002	10 880	122	29 705	29 375	331
Rhône-Alpes	LOIRE-BRETAGNE	07	3	0	3	2	0	2	1	0	1	3	0	3
		42	1 403	943	460	1 052	707	345	703	629	74	1 899	1 699	200
	Somme LOIRE-BRETAGNE		1 406	943	463	1 055	707	347	705	629	75	1 902	1 699	203
	RMC	01	1 216	531	685	912	398	514	581	383	198	1 569	1 035	534
		07	274	140	134	206	105	101	151	104	47	406	281	126
		26	1 801	1 644	157	1 351	1 233	118	1 069	1 067	2	2 886	2 881	5
		38	2 850	2 761	89	2 138	2 071	67	1 932	1 932	0	5 216	5 216	0
		42	30	5	25	23	4	19	6	4	2	15	10	5
		69	451	338	113	338	254	85	272	248	25	735	668	67
		73	116	0	116	87	0	87	0	0	0	0	0	0
		74	233	0	233	175	0	175	0	0	0	0	0	0
	Somme RMC		6 971	5 419	1 552	5 228	4 064	1 164	3 761	3 737	24	10 155	10 091	65
Somme Rhône-Alpes			8 377	6 362	2 015	6 283	4 772	1 511	4 466	4 367	99	12 058	11 790	268
Total			176 864	145 950	30 914	132 648	109 463	23 186	96 928	87 779	9 150	261 706	237 002	24 704

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées aux investissements

UGBN potentiellement éligibles :

total : Nzv - Fzv - Gzv + (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

dont en zone vulnérable Nzv - Fzv - Gzv

dont hors zone vulnérable (He-Hzv) + (Ke - Kzv) + (Le - Lzv) + (Me - Mzv)

UGBN à traiter = taux d'adhésion * UGBN potentiellement éligibles

taux d'adhésion : 90%

hypothèse de montant d'aide/UGBN (Euros)

220

UGBN restant à traiter = UGBN - UGBN déjà traitées

Dépenses prévisibles liées aux investissements			UGBN potentiellement éligibles			UGBN à traiter			UGBN restant à traiter			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPARTEMENT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Alsace	RHIN-MEUSE	67	69 787	45 209	24 577	62 808	40 688	22 120	23 267	20 859	2 408	5 119	4 589	530
		68	36 689	35 877	812	33 020	32 289	731	16 717	16 260	457	3 678	3 577	100
Somme Alsace			106 475	81 086	25 389	95 828	72 978	22 850	39 984	37 120	2 864	8 796	8 166	630
Aquitaine	ADOUR-GARONNE	24	62 996	8 703	54 293	56 696	7 833	48 864	26 563	4 518	22 045	5 844	994	4 850
		33	15 445	4 151	11 294	13 900	3 736	10 164	8 529	3 736	4 793	1 876	822	1 055
		40	50 698	16 096	34 602	45 628	14 486	31 142	31 090	12 742	18 348	6 840	2 803	4 037
		47	31 576	10 242	21 334	28 418	9 217	19 201	16 311	7 886	8 425	3 588	1 735	1 854
		64	85 231	36 579	48 652	76 708	32 921	43 787	53 761	29 020	24 741	11 827	6 384	5 443
Somme Aquitaine			245 945	75 770	170 175	221 351	68 193	153 157	136 255	57 901	78 353	29 976	12 738	17 238
Auvergne	ADOUR-GARONNE	15	118 429	0	118 429	106 586	0	106 586	75 708	0	75 708	16 656	0	16 656
		63	12 226	0	12 226	11 003	0	11 003	7 351	0	7 351	1 617	0	1 617
Somme ADOUR-GARONNE			130 654	0	130 654	117 589	0	117 589	83 059	0	83 059	18 273	0	18 273
	LOIRE-BRETAGNE	03	254 618	71 186	183 432	229 156	64 068	165 088	95 953	39 248	56 705	21 110	8 634	12 475
		15	8 797	0	8 797	7 917	0	7 917	6 608	0	6 608	1 454	0	1 454
		43	44 038	0	44 038	39 635	0	39 635	15 382	0	15 382	3 384	0	3 384
		63	84 159	0	84 159	75 743	0	75 743	43 286	0	43 286	9 523	0	9 523
Somme LOIRE-BRETAGNE			391 613	71 186	320 427	352 452	64 068	288 384	161 229	39 248	121 982	35 470	8 634	26 836
Somme Auvergne			522 267	71 186	451 081	470 040	64 068	405 973	244 288	39 248	205 041	53 743	8 634	45 109
Basse-Normandie	LOIRE-BRETAGNE	61	138 035	88 615	49 421	124 232	79 753	44 479	62 741	40 757	21 984	13 803	8 967	4 836
Somme LOIRE-BRETAGNE			138 035	88 615	49 421	124 232	79 753	44 479	62 741	40 757	21 984	13 803	8 967	4 836
	SEINE-NORMANDIE	14	244 295	205 765	38 530	219 866	185 188	34 677	130 057	113 262	16 795	28 613	24 918	3 695
		50	444 866	235 175	209 692	400 380	211 657	188 722	191 542	106 392	85 150	42 139	23 406	18 733
		61	139 954	102 415	37 539	125 958	92 173	33 785	64 777	51 688	13 090	14 251	11 371	2 880
Somme SEINE-NORMANDIE			829 116	543 355	285 761	746 204	489 019	257 185	386 377	271 342	115 035	85 003	59 695	25 308
Somme Basse-Normandie			967 151	631 969	335 182	870 436	568 772	301 663	449 118	312 100	137 018	98 806	68 662	30 144

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées aux investissements			UGBN potentiellement éligibles			UGBN à traiter			UGBN restant à traiter			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPARTEMENT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Bourgogne	LOIRE-BRETAGNE	58	128 122	56 021	72 101	115 310	50 419	64 891	84 559	39 335	45 224	18 603	8 654	9 949
		71	180 406	52 994	127 412	162 365	47 694	114 671	116 166	33 330	82 836	25 557	7 333	18 224
	Somme LOIRE-BRETAGNE		308 528	109 015	199 513	277 675	98 113	179 562	200 725	72 665	128 060	44 160	15 986	28 173
	RMC	21	26 555	14 960	11 595	23 899	13 464	10 436	18 096	11 294	6 802	3 981	2 485	1 496
		71	86 022	18 903	67 119	77 420	17 013	60 407	56 444	12 587	43 857	12 418	2 769	9 649
	Somme RMC		112 577	33 863	78 714	101 319	30 476	70 843	74 540	23 881	50 659	16 399	5 254	11 145
	SEINE-NORMANDIE	21	77 813	44 419	33 394	70 032	39 977	30 054	48 628	30 299	18 328	10 698	6 666	4 032
Somme Bourgogne		58	38 377	12 978	25 398	34 539	11 681	22 859	26 946	9 794	17 153	5 928	2 155	3 774
		89	69 211	40 578	28 633	62 290	36 520	25 770	43 960	28 979	14 981	9 671	6 375	3 296
	Somme SEINE-NORMANDIE		185 401	97 975	87 425	166 860	88 178	78 683	119 533	69 072	50 462	26 297	15 196	11 102
Somme Bourgogne			606 505	240 853	365 652	545 855	216 767	329 087	394 799	165 618	229 181	86 856	36 436	50 420
Bretagne	LOIRE-BRETAGNE	22	761 058	761 058	0	684 952	684 952	0	74 020	74 020	0	16 284	16 284	0
		29	671 141	671 141	0	604 027	604 027	0	217 572	217 572	0	47 866	47 866	0
		35	560 690	560 690	0	504 621	504 621	0	191 531	191 531	0	42 137	42 137	0
		56	492 718	492 718	0	443 446	443 446	0	59 352	59 352	0	13 057	13 057	0
Somme Bretagne			2 485 607	2 485 607	0	2 237 047	2 237 047	0	542 475	542 475	0	119 345	119 345	0
Centre	LOIRE-BRETAGNE	18	84 377	26 001	58 377	75 940	23 401	52 539	31 344	14 581	16 763	6 896	3 208	3 688
		28	16 836	3 370	13 466	15 152	3 033	12 119	5 393	1 667	3 726	1 186	367	820
		36	75 349	6 029	69 320	67 814	5 426	62 388	24 028	4 926	19 102	5 286	1 084	4 202
		37	49 806	27 225	22 581	44 825	24 502	20 323	20 576	18 424	2 153	4 527	4 053	474
		41	32 657	9 027	23 630	29 392	8 125	21 267	10 731	5 435	5 296	2 361	1 196	1 165
		45	18 811	10 141	8 670	16 930	9 127	7 803	7 144	7 056	88	1 572	1 552	19
	Somme LOIRE-BRETAGNE		277 837	81 794	196 043	250 053	73 614	176 439	99 216	52 089	47 127	21 828	11 460	10 368
	SEINE-NORMANDIE	28	11 559	10 001	1 557	10 403	9 001	1 402	6 316	6 316	0	1 390	1 390	0
		45	22 028	13 809	8 219	19 825	12 428	7 397	13 692	8 968	4 724	3 012	1 973	1 039
Somme Centre			311 423	105 604	205 820	280 281	95 043	185 238	118 035	67 373	50 662	25 968	14 822	11 146
Champagne Ardenne	RHIN-MEUSE	08	89 249	0	89 249	80 324	0	80 324	59 108	0	59 108	13 004	0	13 004
		52	23 242	23 242	0	20 918	20 918	0	4 768	4 768	0	1 049	1 049	0
	Somme RHIN-MEUSE		112 491	23 242	89 249	101 242	20 918	80 324	63 876	4 768	59 108	14 053	1 049	13 004
	RMC	52	29 938	10 216	19 722	26 944	9 195	17 750	17 593	5 370	12 224	3 871	1 181	2 689
	Somme RMC		29 938	10 216	19 722	26 944	9 195	17 750	17 593	5 370	12 224	3 871	1 181	2 689
	SEINE-NORMANDIE	08	79 351	42 845	36 506	71 416	38 561	32 856	43 445	28 645	14 800	9 558	6 302	3 256
		10	45 691	45 691	0	41 122	41 122	0	32 974	32 974	0	7 254	7 254	0
Somme Champagne Ardenne		51	59 313	54 414	4 899	53 382	48 973	4 409	35 132	34 031	1 101	7 729	7 487	242
		52	80 518	74 616	5 902	72 466	67 154	5 312	48 024	45 431	2 593	10 565	9 995	570
	Somme SEINE-NORMANDIE		264 873	217 566	47 307	238 386	195 809	42 577	159 429	141 081	18 348	35 074	31 038	4 037
Somme Champagne Ardenne			407 303	251 025	156 278	366 572	225 922	140 650	240 898	151 219	89 680	52 998	33 268	19 730

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées aux investissements			UGBN potentiellement éligibles			UGBN à traiter			UGBN restant à traiter			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPARTEMEN T	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Franche Comté	RMC	25	60 982	0	60 982	54 884	0	54 884	5 401	0	5 401	1 188	0	1 188
		39	45 405	0	45 405	40 864	0	40 864	12 980	0	12 980	2 856	0	2 856
		70	103 685	36 634	67 051	93 316	32 970	60 346	41 416	17 445	23 970	9 111	3 838	5 273
		90	9 018	0	9 018	8 116	0	8 116	4 134	0	4 134	909	0	909
Somme Franche Comté			219 090	36 634	182 456	197 181	32 970	164 210	63 931	17 445	46 486	14 065	3 838	10 227
Haute-Normandie	SEINE-NORMANDIE	27	81 899	21 424	60 475	73 709	19 282	54 428	28 855	11 207	17 649	6 348	2 465	3 883
		76	243 796	12 251	231 545	219 416	11 026	208 391	62 832	4 535	58 298	13 823	998	12 825
Somme Haute-Normandie			325 695	33 674	292 020	293 125	30 307	262 818	91 687	15 741	75 946	20 171	3 463	16 708
Ile de France	SEINE-NORMANDIE	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		77	20 376	20 376	0	18 338	18 338	0	13 836	13 836	0	3 044	3 044	0
		78	7 519	7 519	0	6 767	6 767	0	4 405	4 405	0	969	969	0
		91	3 650	3 650	0	3 285	3 285	0	3 034	3 034	0	667	667	0
		92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		93	1 498	0	1 498	1 348	0	1 348	1 348	0	1 348	297	0	297
		94	34	0	34	30	0	30	30	0	30	7	0	7
		95	5 690	5 690	0	5 121	5 121	0	4 786	4 786	0	1 053	1 053	0
Somme Ile de France			38 766	37 234	1 532	34 889	33 511	1 378	27 439	26 061	1 378	6 037	5 733	303
Languedoc-Roussillon	ADOUR-GARONNE	11	7 666	5 970	1 696	6 900	5 373	1 527	5 746	4 473	1 273	1 264	984	280
		30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		34	98	0	98	88	0	88	3	0	3	1	0	1
		48	18 710	0	18 710	16 839	0	16 839	8 479	0	8 479	1 865	0	1 865
	Somme ADOUR-GARONNE		26 474	5 970	20 504	23 827	5 373	18 454	14 228	4 473	9 755	3 130	984	2 146
	LOIRE-BRETAGNE	48	3 643	0	3 643	3 279	0	3 279	2 293	0	2 293	505	0	505
		Somme LOIRE-BRETAGNE		3 643	0	3 643	3 279	0	3 279	2 293	0	2 293	505	0
	RMC	11	7 445	799	6 646	6 700	719	5 982	2 882	0	2 882	634	0	634
		30	10 329	5 653	4 676	9 296	5 088	4 208	7 424	5 088	2 337	1 633	1 119	514
		34	5 979	2 330	3 649	5 381	2 097	3 284	5 145	2 097	3 048	1 132	461	670
		48	213	0	213	192	0	192	192	0	192	42	0	42
Somme RMC		6 945	2 784	4 160	6 250	2 506	3 744	5 921	2 506	3 415	1 303	551	751	
Somme Languedoc-Roussillon			61 028	17 536	43 492	54 925	15 782	39 143	37 784	13 862	23 922	8 313	3 050	5 263
Limousin	ADOUR-GARONNE	19	66 686	0	66 686	60 017	0	60 017	36 770	0	36 770	8 089	0	8 089
		87	17 834	0	17 834	16 050	0	16 050	12 252	0	12 252	2 696	0	2 696
	Somme ADOUR-GARONNE		84 520	0	84 520	76 068	0	76 068	49 023	0	49 023	10 785	0	10 785
	LOIRE-BRETAGNE	23	144 308	0	144 308	129 877	0	129 877	76 208	0	76 208	16 766	0	16 766
		87	108 065	0	108 065	97 259	0	97 259	49 237	0	49 237	10 832	0	10 832
Somme LOIRE-BRETAGNE			252 373	0	252 373	227 136	0	227 136	125 444	0	125 444	27 598	0	27 598
Somme Limousin			336 893	0	336 893	303 203	0	303 203	174 467	0	174 467	38 383	0	38 383

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées aux investissements			UGBN potentiellement éligibles			UGBN à traiter			UGBN restant à traiter			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPARTEMEN T	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Lorraine	RHIN-MEUSE	54	121 949	54 281	67 668	109 754	48 853	60 901	35 101	24 047	11 054	7 722	5 290	2 432
		55	100 024	57 229	42 794	90 021	51 506	38 515	23 521	12 266	11 255	5 175	2 699	2 476
		57	134 002	45 068	88 934	120 602	40 561	80 040	41 842	17 681	24 161	9 205	3 890	5 315
		88	112 123	16 238	95 885	100 911	14 614	86 297	34 553	1 521	33 032	7 602	335	7 267
	Somme RHIN-MEUSE		468 098	172 817	295 281	421 288	155 535	265 753	135 017	55 515	79 502	29 704	12 213	17 490
	RMC	88	24 899	5 440	19 459	22 409	4 896	17 513	8 369	3 109	5 260	1 841	684	1 157
	Somme RMC		24 899	5 440	19 459	22 409	4 896	17 513	8 369	3 109	5 260	1 841	684	1 157
	SEINE-NORMANDIE	55	45 357	25 822	19 536	40 822	23 239	17 582	20 322	14 492	5 830	4 471	3 188	1 283
Somme SEINE-NORMANDIE		45 357	25 822	19 536	40 822	23 239	17 582	20 322	14 492	5 830	4 471	3 188	1 283	
Somme Lorraine			538 354	204 078	334 276	484 519	183 670	300 848	163 708	73 117	90 591	36 016	16 086	19 930
Midi-Pyrénées	ADOUR-GARONNE	09	27 853	8 718	19 135	25 068	7 846	17 221	14 654	6 388	8 265	3 224	1 405	1 818
		12	216 914	142 311	74 603	195 223	128 080	67 143	132 157	102 425	29 732	29 075	22 534	6 541
		31	34 780	17 760	17 020	31 302	15 984	15 318	24 318	14 098	10 220	5 350	3 102	2 248
		32	66 724	59 936	6 788	60 052	53 943	6 109	51 335	47 230	4 104	11 294	10 391	903
		46	81 009	53 903	27 106	72 908	48 513	24 395	59 515	45 165	14 350	13 093	9 936	3 157
		65	26 701	17 255	9 447	24 031	15 529	8 502	16 232	12 566	3 667	3 571	2 764	807
		81	50 298	7 253	43 045	45 268	6 528	38 740	31 854	5 455	26 399	7 008	1 200	5 808
		82	36 552	31 751	4 801	32 896	28 576	4 321	30 591	27 193	3 399	6 730	5 982	748
Somme Midi-Pyrénées			540 832	338 887	201 944	486 749	304 999	181 750	360 657	260 520	100 137	79 344	57 314	22 030
Nord-Pas-de-Calais	ARTOIS-PICARDIE	59	184 857	16 711	168 147	166 372	15 040	151 332	69 452	11 006	58 446	15 279	2 421	12 858
		62	161 659	30 318	131 341	145 494	27 287	118 207	86 706	22 738	63 968	19 075	5 002	14 073
Somme Nord-Pas-de-Calais			346 517	47 029	299 488	311 865	42 326	269 539	156 157	33 743	122 414	34 355	7 423	26 931
PACA	RMC	04	3 441	0	3 441	3 097	0	3 097	960	0	960	211	0	211
		05	6 988	0	6 988	6 289	0	6 289	1 255	0	1 255	276	0	276
		06	224	0	224	201	0	201	201	0	201	44	0	44
		13	10 073	0	10 073	9 066	0	9 066	6 604	0	6 604	1 453	0	1 453
		2A	2 152	0	2 152	1 937	0	1 937	1 937	0	1 937	426	0	426
		2B	4 383	0	4 383	3 945	0	3 945	3 945	0	3 945	868	0	868
		83	1 863	491	1 372	1 677	442	1 235	1 677	442	1 235	369	97	272
		84	3 380	1 876	1 504	3 042	1 688	1 354	416	416	0	92	92	0
Somme PACA			32 504	2 366	30 138	29 254	2 130	27 124	16 056	166	15 890	3 532	36	3 496
Pays-de-Loire	LOIRE-BRETAGNE	44	357 861	357 861	0	322 075	322 075	0	224 099	224 099	0	49 302	49 302	0
		49	349 837	311 098	38 739	314 854	279 988	34 865	182 052	156 053	25 999	40 051	34 332	5 720
		53	453 108	453 108	0	407 797	407 797	0	246 743	246 743	0	54 283	54 283	0
		72	231 151	114 063	117 088	208 036	102 657	105 379	106 607	51 955	54 653	23 454	11 430	12 024
		85	518 373	518 373	0	466 536	466 536	0	256 506	256 506	0	56 431	56 431	0
Somme Pays-de-Loire			1 910 331	1 754 504	155 827	1 719 298	1 579 053	140 245	1 016 007	935 356	80 652	223 522	205 778	17 743

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Dépenses prévisibles liées aux investissements			UGBN potentiellement éligibles			UGBN à traiter			UGBN restant à traiter			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPARTEMEN T	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable
Picardie	ARTOIS-PICARDIE	02	22 086	22 086	0	19 877	19 877	0	12 763	12 763	0	2 808	2 808	0
		80	98 504	12 747	85 757	88 653	11 472	77 181	39 661	7 025	32 636	8 725	1 545	7 180
	Somme ARTOIS-PICARDIE		120 589	34 832	85 757	108 530	31 349	77 181	52 424	19 788	32 636	11 533	4 353	7 180
	SEINE-NORMANDIE	02	123 093	123 093	0	110 783	110 783	0	76 310	76 310	0	16 788	16 788	0
		60	86 825	86 825	0	78 142	78 142	0	48 104	48 104	0	10 583	10 583	0
Somme SEINE-NORMANDIE			209 917	209 917	0	188 926	188 926	0	124 415	124 415	0	27 371	27 371	0
Somme Picardie			330 507	244 749	85 757	297 456	220 274	77 181	176 839	144 203	32 636	38 905	31 725	7 180
Poitou-Charente	ADOUR-GARONNE	16	70 173	55 233	14 940	63 156	49 710	13 446	47 249	40 858	6 391	10 395	8 989	1 406
		17	47 563	41 180	6 383	42 806	37 062	5 744	36 411	31 882	4 529	8 010	7 014	996
		79	19 779	19 779	0	17 801	17 801	0	13 423	13 423	0	2 953	2 953	0
		86	8 158	8 158	0	7 342	7 342	0	5 081	5 081	0	1 118	1 118	0
	Somme ADOUR-GARONNE		145 672	124 350	21 322	131 105	111 915	19 190	102 164	91 244	10 920	22 476	20 074	2 402
	LOIRE-BRETAGNE	16	13 547	0	13 547	12 192	0	12 192	9 021	0	9 021	1 985	0	1 985
		17	16 932	16 831	101	15 239	15 148	91	5 923	5 923	0	1 303	1 303	0
		79	306 711	306 711	0	276 040	276 040	0	203 649	203 649	0	44 803	44 803	0
		86	116 753	110 694	6 059	105 078	99 624	5 453	76 369	76 071	298	16 801	16 736	66
	Somme LOIRE-BRETAGNE		453 943	434 235	19 708	408 549	390 812	17 737	294 953	285 643	9 310	64 890	62 841	2 048
Somme Poitou-Charente			599 615	558 585	41 030	539 653	502 727	36 927	397 116	376 887	20 230	87 366	82 915	4 451
Rhône-Alpes	LOIRE-BRETAGNE	07	335	0	335	302	0	302	227	0	227	50	0	50
		42	93 904	38 605	55 299	84 514	34 744	49 769	46 501	25 528	20 973	10 230	5 616	4 614
	Somme LOIRE-BRETAGNE		94 239	38 605	55 635	84 815	34 744	50 071	46 729	25 528	21 200	10 280	5 616	4 664
	RMC	01	103 383	16 185	87 198	93 045	14 567	78 478	34 996	12 053	22 943	7 699	2 652	5 047
		07	12 907	959	11 948	11 616	863	10 753	3 788	728	3 060	833	160	673
		26	56 177	41 340	14 838	50 559	37 206	13 354	11 222	9 995	1 226	2 469	2 199	270
		38	76 601	66 860	9 741	68 941	60 174	8 767	41 040	39 399	1 641	9 029	8 668	361
		42	2 458	142	2 316	2 212	128	2 084	854	128	726	188	28	160
		69	17 016	3 879	13 138	15 315	3 491	11 824	7 491	2 755	4 736	1 648	606	1 042
		73	14 522	0	14 522	13 069	0	13 069	1 611	0	1 611	354	0	354
		74	26 745	0	26 745	24 071	0	24 071	0	0	0	0	0	0
	Somme RMC		309 809	129 364	180 444	278 828	116 428	162 400	96 170	65 058	31 112	21 157	14 313	6 845
Somme Rhône-Alpes			404 048	167 969	236 079	363 643	151 172	212 471	142 898	90 586	52 312	31 438	19 929	11 509
Total			11 336 855	7 386 347	3 950 508	10 203 170	6 647 713	3 555 457	4 990 601	3 360 741	1 629 861	1 097 932	739 363	358 569

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

hypothèses : adhésion : 75% des exploitations éligibles montant aide/dossier : 2700 euros
adhésion : 90% des UGBN éligibles montant aide/UGBN : 220 euros

Montant total des dépenses prévisibles			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Alsace	RHIN-MEUSE	67	3 765	3 765	0	5 119	4 589	530	8 884	8 354	530
		68	3 449	3 439	10	3 678	3 577	100	7 127	7 016	111
Somme Alsace			7 204	7 204	0	8 796	8 166	630	16 001	15 371	630
Aquitaine	ADOUR-GARONNE	24	948	494	454	5 844	994	4 850	6 792	1 488	5 304
		33	829	695	134	1 876	822	1 055	2 705	1 517	1 189
		40	3 467	2 590	877	6 840	2 803	4 037	10 307	5 393	4 914
		47	3 093	2 808	285	3 588	1 735	1 854	6 681	4 543	2 138
		64	3 656	3 086	570	11 827	6 384	5 443	15 483	9 470	6 013
Somme Aquitaine			11 993	9 673	2 320	29 976	12 738	17 238	41 969	22 411	19 558
Auvergne	ADOUR-GARONNE	15	1 352	0	1 352	16 656	0	16 656	18 008	0	18 008
		63	128	0	128	1 617	0	1 617	1 746	0	1 746
	Somme ADOUR-GARONNE		1 480	0	1 480	18 273	0	18 273	19 753	0	19 753
	LOIRE-BRETAGNE	03	2 990	2 373	618	21 110	8 634	12 475	24 100	11 007	13 093
		15	130	0	130	1 454	0	1 454	1 583	0	1 583
		43	111	0	111	3 384	0	3 384	3 495	0	3 495
		63	741	0	741	9 523	0	9 523	10 264	0	10 264
	Somme LOIRE-BRETAGNE		3 972	2 373	1 599	35 470	8 634	26 836	39 442	11 007	28 435
Somme Auvergne			5 452	2 373	3 079	53 743	8 634	45 109	59 195	11 007	48 188
Basse-Normandie	LOIRE-BRETAGNE	61	1 958	1 654	303	13 803	8 967	4 836	15 761	10 621	5 139
		Somme LOIRE-BRETAGNE		1 958	1 654	303	13 803	8 967	4 836	15 761	10 621
	SEINE-NORMANDIE	14	6 022	5 812	210	28 613	24 918	3 695	34 634	30 729	3 905
		50	8 870	7 804	1 066	42 139	23 406	18 733	51 009	31 211	19 799
		61	2 290	2 151	138	14 251	11 371	2 880	16 541	13 523	3 018
Somme SEINE-NORMANDIE			17 181	15 767	1 414	85 003	59 695	25 308	102 184	75 463	26 722
Somme Basse-Normandie			19 139	17 422	1 717	98 806	68 662	30 144	117 945	86 084	31 861
Bourgogne	LOIRE-BRETAGNE	58	2 360	1 661	699	18 603	8 654	9 949	20 963	10 315	10 649
		71	2 716	1 175	1 540	25 557	7 333	18 224	28 272	8 508	19 764
	Somme LOIRE-BRETAGNE		5 076	2 836	2 240	44 160	15 986	28 173	49 236	18 823	30 413
	RMC	21	1 021	912	109	3 981	2 485	1 496	5 002	3 397	1 605
		71	1 670	814	856	12 418	2 769	9 649	14 088	3 583	10 504
	Somme RMC		2 691	1 726	965	16 399	5 254	11 145	19 089	6 980	12 110
	SEINE-NORMANDIE	21	1 474	1 170	304	10 698	6 666	4 032	12 172	7 836	4 336
		58	670	379	291	5 928	2 155	3 774	6 598	2 533	4 064
89		2 549	2 277	272	9 671	6 375	3 296	12 220	8 652	3 568	
Somme SEINE-NORMANDIE			4 693	3 826	867	26 297	15 196	11 102	30 990	19 022	11 968
Somme Bourgogne			12 459	8 388	4 071	86 856	36 436	50 420	99 315	44 824	54 491

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Montant total des dépenses prévisibles			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Bretagne	LOIRE-BRETAGNE	22	9 242	9 242	0	16 284	16 284	0	25 527	25 527	0
		29	7 353	7 353	0	47 866	47 866	0	55 219	55 219	0
		35	12 151	12 151	0	42 137	42 137	0	54 288	54 288	0
		56	7 700	7 700	0	13 057	13 057	0	20 758	20 758	0
Somme Bretagne			36 447	36 447	0	119 345	119 345	0	155 791	155 791	0
Centre	LOIRE-BRETAGNE	18	1 695	1 493	202	6 896	3 208	3 688	8 591	4 701	3 890
		28	902	889	14	1 186	367	820	2 089	1 256	833
		36	1 079	961	119	5 286	1 084	4 202	6 365	2 044	4 321
		37	2 810	2 810	0	4 527	4 053	474	7 337	6 863	474
		41	1 101	1 025	76	2 361	1 196	1 165	3 462	2 220	1 241
		45	761	761	0	1 572	1 552	19	2 333	2 314	19
	Somme LOIRE-BRETAGNE		8 253	7 939	315	21 828	11 460	10 368	30 081	19 398	10 683
	SEINE-NORMANDIE	28	1 108	1 108	0	1 390	1 390	0	2 498	2 498	0
		45	1 031	900	130	3 012	1 973	1 039	4 043	2 873	1 170
Somme SEINE-NORMANDIE			2 119	2 009	110	4 140	3 363	778	6 259	5 371	888
Somme Centre			10 372	9 947	425	25 968	14 822	11 146	36 340	24 770	11 570
Champagne Ardenne	RHIN-MEUSE	08	780	0	780	13 004	0	13 004	13 783	0	13 783
		52	286	286	0	1 049	1 049	0	1 335	1 335	0
	Somme RHIN-MEUSE		1 066	286	780	14 053	1 049	13 004	15 119	1 335	13 783
	RMC	52	444	261	184	3 871	1 181	2 689	4 315	1 442	2 873
	Somme RMC		444	261	184	3 871	1 181	2 689	4 315	1 442	2 873
	SEINE-NORMANDIE	08	1 721	1 485	236	9 558	6 302	3 256	11 279	7 787	3 492
		10	2 370	2 370	0	7 254	7 254	0	9 624	9 624	0
		51	2 281	2 265	16	7 729	7 487	242	10 010	9 751	258
52		2 000	1 955	45	10 565	9 995	570	12 565	11 950	615	
Somme SEINE-NORMANDIE			8 369	8 075	294	35 074	31 038	4 037	43 444	39 113	4 331
Somme Champagne Ardenne			9 879	8 622	1 258	52 998	33 268	19 730	62 877	41 890	20 987
Franche Comté	RMC	25	0	0	0	1 188	0	1 188	1 188	0	1 188
		39	93	0	93	2 856	0	2 856	2 949	0	2 949
		70	1 172	932	241	9 111	3 838	5 273	10 284	4 770	5 514
		90	58	0	58	909	0	909	967	0	967
Somme Franche Comté			992	932	60	14 065	3 838	10 227	15 056	4 770	10 287

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Montant total des dépenses prévisibles			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Haute-Normandie	SEINE-NORMANDIE	27	1 648	1 364	284	6 348	2 465	3 883	7 996	3 830	4 166
		76	1 106	308	798	13 823	998	12 825	14 929	1 306	13 623
Somme Haute-Normandie			2 754	1 673	1 081	20 171	3 463	16 708	22 925	5 136	17 790
Ile de France	SEINE-NORMANDIE	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		77	1 737	1 737	0	3 044	3 044	0	4 781	4 781	0
		78	699	699	0	969	969	0	1 668	1 668	0
		91	366	366	0	667	667	0	1 033	1 033	0
		92	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		93	2	0	2	297	0	297	299	0	299
		94	2	0	2	7	0	7	9	0	9
		95	282	282	0	1 053	1 053	0	1 335	1 335	0
Somme Ile de France			3 089	3 085	4	6 037	5 733	303	9 125	8 818	307
Languedoc-Roussillon	ADOUR-GARONNE	11	379	350	29	1 264	984	280	1 643	1 334	309
		30	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		34	0	0	0	1	0	1	1	0	1
		48	138	0	138	1 865	0	1 865	2 004	0	2 004
	Somme ADOUR-GARONNE		516	350	167	3 130	984	2 146	3 646	1 334	2 313
	LOIRE-BRETAGNE		48	36	0	36	505	0	505	541	0
	Somme LOIRE-BRETAGNE		36	0	36	505	0	505	541	0	541
	RMC	11	77	11	65	634	0	634	711	11	700
		30	533	446	87	1 633	1 119	514	2 166	1 565	601
		34	313	269	43	1 132	461	670	1 444	731	714
		48	4	0	4	42	0	42	46	0	46
	66	954	901	53	1 303	551	751	2 257	1 452	805	
Somme RMC			1 881	1 627	253	4 678	2 066	2 612	6 558	3 693	2 865
Somme Languedoc-Roussillon			2 433	1 977	456	8 313	3 050	5 263	10 746	5 027	5 719
Limousin	ADOUR-GARONNE	19	695	0	695	8 089	0	8 089	8 785	0	8 785
		87	205	0	205	2 696	0	2 696	2 900	0	2 900
	Somme ADOUR-GARONNE		900	0	900	10 785	0	10 785	11 685	0	11 685
	LOIRE-BRETAGNE	23	1 185	0	1 185	16 766	0	16 766	17 950	0	17 950
		87	589	0	589	10 832	0	10 832	11 421	0	11 421
Somme LOIRE-BRETAGNE			1 773	0	1 773	27 598	0	27 598	29 371	0	29 371
Somme Limousin			2 673	0	2 673	38 383	0	38 383	41 056	0	41 056

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Montant total des dépenses prévisibles			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Lorraine	RHIN-MEUSE	54	1 423	1 362	61	7 722	5 290	2 432	9 145	6 653	2 493
		55	975	861	114	5 175	2 699	2 476	6 149	3 559	2 590
		57	1 231	921	310	9 205	3 890	5 315	10 436	4 810	5 625
		88	529	168	360	7 602	335	7 267	8 130	503	7 627
	Somme RHIN-MEUSE		4 157	3 312	845	29 704	12 213	17 490	33 860	15 525	18 336
	RMC	88	176	128	48	1 841	684	1 157	2 017	812	1 205
	Somme RMC		176	128	48	1 841	684	1 157	2 017	812	1 205
	SEINE-NORMANDIE	55	589	510	79	4 471	3 188	1 283	5 059	3 698	1 362
Somme SEINE-NORMANDIE		589	510	79	4 471	3 188	1 283	5 059	3 698	1 362	
Somme Lorraine			4 921	3 949	972	36 016	16 086	19 930	40 937	20 034	20 902
Midi-Pyrénées	ADOUR-GARONNE	09	693	607	86	3 224	1 405	1 818	3 917	2 013	1 904
		12	4 975	4 541	433	29 075	22 534	6 541	34 049	27 075	6 974
		31	2 308	2 096	212	5 350	3 102	2 248	7 658	5 198	2 460
		32	7 099	6 911	188	11 294	10 391	903	18 393	17 301	1 091
		46	4 742	4 503	239	13 093	9 936	3 157	17 835	14 439	3 396
		65	2 282	2 201	80	3 571	2 764	807	5 853	4 966	887
		81	1 285	781	504	7 008	1 200	5 808	8 293	1 981	6 312
		82	5 904	5 834	70	6 730	5 982	748	12 634	11 816	817
Somme Midi-Pyrénées			29 287	27 475	1 812	79 344	57 314	22 030	108 631	84 789	23 842
Nord-Pas-de-Calais	ARTOIS-PICARDIE	59	1 573	719	855	15 279	2 421	12 858	16 853	3 140	13 713
		62	2 829	1 577	1 251	19 075	5 002	14 073	21 904	6 580	15 324
Somme Nord-Pas-de-Calais			4 402	2 296	2 106	34 355	7 423	26 931	38 757	9 720	29 037
PACA	RMC	04	15	0	15	211	0	211	226	0	226
		05	0	0	0	276	0	276	276	0	276
		06	4	0	4	44	0	44	48	0	48
		13	90	0	90	1 453	0	1 453	1 543	0	1 543
		2A	34	0	34	426	0	426	461	0	461
		2B	55	0	55	868	0	868	923	0	923
		83	235	221	14	369	97	272	604	318	286
		84	295	285	10	92	92	0	387	376	10
Somme PACA			695	481	213	3 532	36	3 496	4 227	518	3 709
Pays-de-Loire	LOIRE-BRETAGNE	44	10 976	10 976	0	49 302	49 302	0	60 277	60 277	0
		49	8 390	8 107	283	40 051	34 332	5 720	48 442	42 439	6 003
		53	11 183	11 183	0	54 283	54 283	0	65 466	65 466	0
		72	3 671	2 648	1 023	23 454	11 430	12 024	27 125	14 078	13 047
		85	12 301	12 301	0	56 431	56 431	0	68 732	68 732	0
Somme Pays-de-Loire			46 520	45 214	1 306	223 522	205 778	17 743	270 042	250 992	19 049

ESTIMATION PAR DEPARTEMENT DES DEPENSES PREVISIBLES AU TITRE DU PMPOA

Montant total des dépenses prévisibles			dépenses prévisibles liées à l'étude préalable et au projet agronomique (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles liées aux investissements (en milliers d'euros)			dépenses prévisibles (en milliers d'euros)		
REGION	BASSIN	DEPT	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :	total	dont en zone vulnérable :	dont hors zone vulnérable :
Picardie	ARTOIS-PICARDIE	02	741	741	0	2 808	2 808	0	3 549	3 549	0
		80	1 129	564	565	8 725	1 545	7 180	9 855	2 110	7 745
	Somme ARTOIS-PICARDIE		1 870	1 305	565	11 533	4 353	7 180	13 404	5 659	7 745
	SEINE-NORMANDIE	02	4 186	4 186	0	16 788	16 788	0	20 974	20 974	0
		60	3 189	3 189	0	10 583	10 583	0	13 772	13 772	0
Somme SEINE-NORMANDIE			7 375	7 375	0	27 371	27 371	0	34 746	34 746	0
Somme Picardie			9 245	8 681	565	38 905	31 725	7 180	48 150	40 405	7 745
Poitou-Charente	ADOUR-GARONNE	16	5 260	5 133	126	10 395	8 989	1 406	15 654	14 122	1 532
		17	5 206	5 112	94	8 010	7 014	996	13 217	12 126	1 091
		79	1 237	1 237	0	2 953	2 953	0	4 190	4 190	0
		86	392	392	0	1 118	1 118	0	1 510	1 510	0
	Somme ADOUR-GARONNE		12 095	11 874	221	22 476	20 074	2 402	34 571	31 948	2 623
	LOIRE-BRETAGNE	16	148	0	148	1 985	0	1 985	2 132	0	2 132
		17	916	914	2	1 303	1 303	0	2 219	2 217	2
		79	9 598	9 598	0	44 803	44 803	0	54 401	54 401	0
		86	6 989	6 989	0	16 801	16 736	66	23 790	23 725	66
Somme LOIRE-BRETAGNE		17 611	17 501	110	64 890	62 841	2 048	82 500	80 342	2 158	
Somme Poitou-Charente			29 705	29 375	331	87 366	82 915	4 451	117 071	112 290	4 781
Rhône-Alpes	LOIRE-BRETAGNE	07	3	0	3	50	0	50	53	0	53
		42	1 899	1 699	200	10 230	5 616	4 614	12 129	7 315	4 814
	Somme LOIRE-BRETAGNE		1 902	1 699	203	10 280	5 616	4 664	12 182	7 315	4 867
	RMC	01	1 569	1 035	534	7 699	2 652	5 047	9 268	3 686	5 581
		07	406	281	126	833	160	673	1 240	441	799
		26	2 886	2 881	5	2 469	2 199	270	5 354	5 080	274
		38	5 216	5 216	0	9 029	8 668	361	14 245	13 883	361
		42	15	10	5	188	28	160	203	38	164
		69	735	668	67	1 648	606	1 042	2 383	1 274	1 109
		73	0	0	0	354	0	354	354	0	354
		74	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Somme RMC		10 155	10 091	65	21 157	14 313	6 845	31 313	24 403	6 909
Somme Rhône-Alpes			12 058	11 790	268	31 438	19 929	11 509	43 495	31 719	11 777
Total			261 706	237 002	24 704	1 097 932	739 363	358 569	1 359 638	976 365	383 273

**Annexe 2 : Modèle de formulaire de présentation des données relatives à
l'évaluation des besoins financiers pour les différentes catégories d'élevage**

Estimation du coût de la couverture des zones vulnérables et compatibilité avec le contrat de plan Etat-Région 2000-2006

région :

EVALUATION DES CREDITS DISPONIBLES

Contrat de plan État-Région 2000-2006.

Crédits État (a)	<input type="text"/>
Crédits Région (b)	<input type="text"/>
Crédits Départements (c)	<input type="text"/>
Total (d=a+b+c)	<input type="text"/>
Crédits déjà engagés (e)	<input type="text"/>
Solde pour 2002-2006 f= (d-e)	<input type="text"/>

Autres crédits disponibles pour 2002-2006

Crédits Départements (g)	<input type="text"/>
crédits Région (h)	<input type="text"/>
Crédits Etat (i)	<input type="text"/>
agence de l'eau (j)	<input type="text"/>
Crédits Europe (k)	<input type="text"/>
total (l=g+h+i+j+k)	<input type="text"/>

total crédits disponibles pour 2002-2006 (m= f+l)

HYPOTHESES DE CALCUL DES DEPENSES PREVISIBLES

taux d'adhésion

élevages (a1) :	75%
UGBN (a2) :	90%

dépenses prévisibles (toutes aides publiques confondues)

études (b1)	2700	euros par dossier
investissements (b2)	220	euros par UGBN

	Élevages potentiellement éligibles (source RA 2000)		dossiers déjà aidés (contrats signés)				dossiers restant à aider (pas de contrat ou de décision de financement signé)		dépenses prévisibles correspondantes (en Euros)			
			au titre du PMPOA		au titre d'un programme autre que le PMPOA***							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = a1*(1)- [(3)+(5)]	(8) = a2*(2)- [(4)-(6)]	(9)=(7)*(b1)	(10) = (8)*(b2)	(11) = (9)+(10)	
	nombre d'élevages	nombre d'UGBN**	nombre d'élevages	nombre d'UGBN**	nombre d'élevages	nombre d'UGBN**	nombre d'élevages	nombre d'UGBN**	études	investissements	total	
toutes zones vulnérables actuelles												
priorité 1 en ZV												
priorité 2 en ZV												
priorité 3 en ZV												

sous total priorité en ZV												
nouvelles ZV potentielles												
Elevages éligibles au vu de leur taille * hors ZV												
total région												

* élevages dont l'intégration était réalisée en 2000 (>90 UGB au 31/12/00) et 70 UGB pour les JA installés depuis moins de 5 ans

** utiliser les équivalences UGBN utilisées jusqu'à présent (1 UGBN correspond à 73 kg d'azote)

*** Il s'agit notamment des contrats signés uniquement entre l'éleveur et les collectivités territoriales

**** Il s'agit des dépenses prévisibles toutes aides publiques confondues

Estimation du coût de la couverture des zones vulnérables et compatibilité avec le contrat de plan Etat-Région 2000-2006

région :

EVALUATION DES CREDITS DISPONIBLES

Contrat de plan État-Région 2000-2006.

Crédits État (a)	<input type="text"/>
Crédits Région (b)	<input type="text"/>
Crédits Départements (c)	<input type="text"/>
Total (d=a+b+c)	<input type="text"/>
Crédits déjà engagés (e)	<input type="text"/>
Solde pour 2002-2006 f= (d-e)	<input type="text"/>

Autres crédits disponibles pour 2002-2006

Crédits Départements (g)	<input type="text"/>
crédits Région (h)	<input type="text"/>
Crédits Etat (i)	<input type="text"/>
agence de l'eau (j)	<input type="text"/>
Crédits Europe (k)	<input type="text"/>
total (l=g+h+i+j+k)	<input type="text"/>

total crédits disponibles pour 2002-2006 (m= f+l)

HYPOTHESES DE CALCUL DES DEPENSES PREVISIBLES

taux d'adhésion

élevages (a1) :	<input type="text" value="75%"/>
UGBN (a2) :	<input type="text" value="90%"/>

dépenses prévisibles (toutes aides publiques confondues)

études (b1)	<input type="text" value="2700"/>	euros par dossier
investissements (b2)	<input type="text" value="220"/>	euros par UGBN

	Élevages potentiellement éligibles (source RA 2000)		dossiers déjà aidés (contrats signés)				dossiers restant à aider (pas de contrat ou de décision de financement signé)		dépenses prévisibles correspondantes (en Euros)		
			au titre du PMPOA		au titre d'un programme autre que le PMPOA***						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = a1*(1)- [(3)+(5)]	(8) = a2*(2)- [(4)-(6)]	(9)=(7)*(b1)	(10) = (8)*(b2)	(11) = (9)+(10)
	nombre d'élevages	nombre d'UGBN**	nombre d'élevages	nombre d'UGBN**	nombre d'élevages	nombre d'UGBN**	nombre d'élevages	nombre d'UGBN**	études	investissements	total
toutes zones vulnérables (ZV)											
élevages éligibles au vu de leur taille											
ZAP 1 hors ZV											
ZAP 2 hors ZV											
ZAP 3 hors ZV											
ZAP,,, hors ZV											
total ZAP hors ZV											
total région											

* élevages dont l'intégration était réalisée en 2000 (>90 UGB au 31/12/00) et 70 UGB pour les JA installés depuis moins de 5 ans

** utiliser les équivalences UGBN utilisées jusqu'à présent (1 UGBN correspond à 73 kg d'azote)

*** Il s'agit notamment des contrats signés uniquement entre l'éleveur et les collectivités territoriales

**** Il s'agit des dépenses prévisibles toutes aides publiques confondues

**Annexe 3 : Modèle de tableau présentant les zones d'action prioritaires
éventuellement définis en dehors des zones vulnérables**

CARACTERISTIQUES DES ZONES D'ACTION PRIORITAIRES AU TITRE DU PMPOA EN DEHORS DES ZONES VULNERABLES

REGION

dénomination de la zone d'action prioritaire	critère de choix retenu *	eaux superficielles ou eaux souterraines	enjeu particulier (AEP et population desservie, baignade, conchyliculture, aquaculture, etc.)	type d'élevage dominant**	total UGBN	UGBN restant à traiter	SAU (ha)	total UGBN/SAU	bassin (AG, AP, LB, RM, RMC, SN.)

* choisir parmi les critères suivants (plusieurs choix possibles) :

N40 zones où les teneurs en nitrates, dont une part significative peut être attribuée aux élevages excèdent 40 mg

N30 zones où les teneurs en nitrates, dont une part significative peut être attribuée aux élevages excèdent 30 mg et sont en augmentation

EUTRO zones où la maîtrise des rejets de phosphore provenant des élevages est nécessaire au regard des problèmes d'eutrophisation

MICRO zone où la qualité de l'eau est particulièrement dégradée par des pollutions microbiologiques et organiques dont une part significative peut être attribuée aux élevages

** choisir parmi les types suivants (plusieurs choix possibles) : pour les systèmes multispèces : combinaison des différents codes (ex : LP = bovins laitiers + porcins)

L bovins laitiers
A bovins allaitants
P porcins
V volailles
autres

LISTE DES COMMUNES CLASSEES EN ZONE D'ACTION PRIORITAIRE AU TITRE DU PMPOA EN DEHORS DES ZONES VULNERABLES

REGION

dénomination de la zone d'action prioritaire	Département	n° INSEE commune	commune	bassin administratif *
zone 1		12 345 12 347 ...	commune 1	
			commune 2	
			...	
zone 2				
zone 3				
...				

* bassins administratifs :

AEAG	Adour-Garonne
AEAP	Artois-Picardie
AELB	Loi-Bretagne
AERM	Rhin-Meuse
AERMC	Rhône-Méditerranée-Corse
AESN	Sein-Normandie

Annexe 4 :
Modèle de formulaire de déclaration d'intention d'adhésion au programme

Le PMPOA : Un programme pour concilier élevage et environnement

La maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage nécessite une fertilisation azotée équilibrée des cultures et un épandage des effluents d'élevage aux périodes appropriées au regard des risques de lessivage des nitrates.

Depuis 1994, l'État, les collectivités territoriales et les agences de l'eau aident les éleveurs de taille importante à financer des études et des travaux pour **la maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage**.

Désormais, **ces aides seront attribuées à tous les éleveurs situés dans les zones d'action prioritaire**. Ces zones incluent les zones vulnérables au titre de la directive "nitrates" et le cas échéant, d'autres zones définies par arrêté du préfet de région. Pour assurer une continuité avec la première phase du programme, certains éleveurs, notamment de bovins ayant plus de 90 UGB (70 UGB pour les jeunes agriculteurs) demeurent éligibles au vu de leurs effectifs sur l'ensemble du territoire.

Ce dispositif a été approuvé par la commission européenne pour une durée limitée. **Au-delà du 31 décembre 2006, aucune aide ne pourra plus être accordée en zone vulnérable** pour de tels investissements. Les éleveurs de ces zones qui ne respectent pas la directive "nitrates" et ne s'engagent pas dans ce programme seront exclus de tous les dispositifs d'aide publique à l'investissement.

Les éleveurs qui souhaitent bénéficier des aides publiques doivent :

- ✓ déclarer leur intention d'engagement dans le programme **avant le 31 décembre 2002**. Cette échéance ne s'applique pas aux jeunes agriculteurs installés après cette date,
- ✓ répondre aux critères d'éligibilité définis par le décret n° 2002-26 du 4 janvier 2002 relatif aux aides pour la maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage,
- ✓ respecter **certaines exigences requises au titre de la directive nitrates** avant le 31 décembre 2002, s'ils sont situés en zone vulnérable,
- ✓ faire réaliser une **étude préalable** par un technicien agréé DeXeL (Diagnostic environnemental des exploitations d'élevage). Cette étude identifie les risques de pollution et propose les améliorations nécessaires. Elle bénéficie **d'une subvention à hauteur de 100 %** d'un montant plafonné à 1150 € par site ;
- ✓ déposer, auprès du guichet unique du PMPOA, une demande de subvention de travaux et d'équipements accompagnée d'un projet d'amélioration des pratiques agronomiques ou **projet agronomique**. Il comporte un plan d'épandage, un plan de fumure annuel, un cahier d'enregistrement des épandages et des indicateurs chiffrés qui constituent les engagements des éleveurs en matière de gestion de la fertilisation et de l'interculture. La réalisation du projet agronomique et de l'étude de travaux bénéficie **d'une subventions à hauteur de 100 %** d'un montant plafonné à 1530 €

Les **travaux et équipements** (fosses, fumières, réseaux, matériel pour l'amélioration de l'épandage...) peuvent bénéficier de **subventions à hauteur de 40% à 65%** dans la limite de coûts plafond et en ce qui concerne les capacités de stockage au-delà d'un niveau minimal correspondant à ce qui est exigé par la réglementation.

Les montants financiers que l'État, les collectivités territoriales et les agences de l'eau ont prévu de consacrer à ce programme, notamment au travers des contrats de plan, atteindront 1,28 milliard d'euros sur la période 2000-2006.

***Si vous souhaitez bénéficier de ce dispositif d'aide, vous devez retourner
une déclaration d'intention d'engagement AVANT LE 31 DECEMBRE 2002
à la DDAF de votre département.***

NOTICE D'INFORMATION

PROGRAMME DE MAÎTRISE DES POLLUTIONS LIÉES AUX EFFLUENTS D'ÉLEVAGE DÉCLARATION D'INTENTION D'ENGAGEMENT

1 Pour quels élevages peut-on obtenir des aides ?

Le préfet de région a défini des **zones d'action prioritaire**. Toutes les communes en zone vulnérable au titre de la directive "nitrates" sont en zone d'action prioritaire (liste des communes concernées ci-jointe).

- ✓ **En zone d'action prioritaire**, tous les élevages peuvent obtenir des aides quelle que soit leur taille,
- ✓ **Hors zone d'action prioritaire**, seuls les élevages répondant aux conditions suivantes peuvent obtenir des aides. Leurs demandes seront satisfaites d'ici 2006 dans la limite des crédits disponibles :
 - les élevages de bovins, de porcins, de volailles et de lapins qui sont soumis à autorisation

- Vaches laitières et (ou) mixtes	plus de 80
- veaux de boucherie et bovins à l'engrais.....	plus de 200
- Porcs (animaux équivalents)	plus de 450
- Volailles (animaux équivalents).....	plus de 20 000
- Lapins (animaux équivalents).....	plus de 6000

- les sites d'élevage soumis à déclaration qui dépassent les seuils suivants au 31 décembre 2000 :

- Porcins (places de porcs de plus de 30 kg).....	450
- Bovins (UGB).....	90
- Bovins, dans le cas des jeunes agriculteurs (UGB).....	70
- Volailles de ponte, palmipèdes (équivalents poule pondeuse).....	20 000
- Poulets, dindes et pintades (m ² de bâtiment occupé).....	1 200

Pour les élevages comportant plusieurs espèces sur un même site, la somme des coefficients effectif/seuil pour chaque catégorie d'animal doit être supérieure ou égale à 1.

Calcul des unités de gros bétail (UGB) et des équivalents-poule pondeuse (EPP)

Catégorie d'animal.....	Equivalent
1 vache laitière présente.....	1,0 UGB
1 vache allaitante présente.....	0,7 UGB
1 génisse de moins d'un an présente.....	0,3 UGB
1 génisse de 1 à 2 ans présente.....	0,6 UGB
1 génisse de plus de 2 ans présente	0,8 UGB
1 bovin viande de moins d'un an présent.....	0,3 UGB
1 bovin viande de 1 à 2 ans présent	0,6 UGB
1 bovin viande ou taureau de plus de 2 ans présent	0,7 UGB
1 veau de boucherie de 0 à 3 mois présent.....	0,1 UGB
1 poule reproductrice présente.....	1,00 EPP
1 dinde reproductrice présente.....	2,00 EPP
1 poulette démarrée produite dans l'année.....	0,18 EPP
1 dinde future reproductrice produite dans l'année	0,50 EPP
1 canard présent	2,00 EPP
1 oie présente.....	3,00 EPP
1 canard ou une oie en gavage présent	5,00 EPP

Attention : le nombre d'UGB est à déterminer en appliquant les équivalences ci-dessus au cheptel présent au 31 décembre 2000. Il n'est pas identique au nombre d'UGB calculé pour le complément extensification et les indemnités compensatoires de handicaps naturels.

Attention : dans tous les cas, en zone d'action prioritaire et hors zone d'action prioritaire, sont exclus des aides les élevages :

- ayant déjà bénéficié d'aides dans le cadre du programme précédent sont exclus des présentes aides.
- dépassant 750 emplacements pour les truies, 2 000 emplacements pour les porcs de plus de 30 kg ou 40 000 emplacements pour les volailles

2 Que dois-je faire pour bénéficier des aides ?

Pour bénéficier des aides :

- ✓ mon élevage doit répondre aux critères définis ci-dessus,
- ✓ je dois compléter et retourner une déclaration d'intention d'engagement dans le programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage,
- ✓ je dois respecter trois exigences au titre de la directive nitrates. avant le 31 décembre 2002, si je suis en zone vulnérable,

3 Est-ce que je respecte les exigences au titre de la directive nitrates ?

Dans le cas où mon exploitation est située en zone vulnérable, je dois, au plus tard le 31 décembre 2002 :

- ✓ disposer d'un plan de fumure,
- ✓ tenir à jour un cahier d'épandage des fertilisants azotés,
- ✓ épandre au plus tard à compter du 20 décembre 2002 une quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage n'excédant pas 170 kg par hectare épandable et par an.

4 Comment décrire mon cheptel au 31 décembre 2000 ?

Je décris le cheptel détenu à la date précise du 31 décembre 2000, site d'élevage par site d'élevage.

Si je suis un jeune agriculteur éligible aux aides à l'installation et installé entre le 31 décembre 2000 et le 31 décembre 2002, j'indique le cheptel présent à la date de la présente déclaration d'engagement.

5 Combien ai-je de sites d'élevage ?

Un site d'élevage regroupe les bâtiments disposant d'une communauté de moyens de fonctionnement, notamment d'un même plan d'épandage. Pour une même espèce animale, un site d'élevage fait l'objet d'une seule déclaration ou autorisation .

6 Ai-je un élevage soumis à déclaration ou à autorisation ?

Le tableau suivant présente les nombres d'animaux en présence simultanée au-delà desquels un élevage est soumis à déclaration ou à autorisation.

catégorie d'animaux	règlement sanitaire départemental	élevage soumis à déclaration	élevage soumis à autorisation
Vaches laitières et (ou) mixtes	moins de 40	de 40 à 80	plus de 80
Vaches allaitantes	moins de 40	40 et plus	
Veaux de boucherie Bovins à l'engrais	moins de 50	de 50 à 200	plus de 200
Porcs (animaux équivalents)	moins de 50	de 50 à 450	plus de 450
Volailles (animaux équivalents)	moins de 5 000	de 5 000 à 20 000	plus de 20 000
Lapins (animaux équivalents)	moins de 2 000	de 2 000 à 6 000	plus de 6 000

7 Où et quand dois-je remettre la déclaration d'intention ?

- ✓ Je dois remettre une déclaration d'intention d'engagement complète et signée au plus tard le 31 décembre 2002 à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du département où se situe mon élevage.

Toute déclaration parvenue complète après le 31 décembre 2002 sera irrecevable et je ne pourrai percevoir aucune aide.

Cette obligation ne concerne pas les jeunes agriculteurs éligibles aux aides à l'installation qui sont installés après le 31 décembre 2002.

En retour, je recevrai un accusé de réception qui m'indiquera si je suis susceptible de bénéficier d'aides. Cet accusé de réception me précisera les modalités d'attribution des aides des financeurs partenaires du programme. Les décisions d'aide des

divers financeurs ne pourront pas être prises avant remise de l'étude préalable et instruction complète du dossier de demande d'aide.

Attention : c'est la date de réception de ma déclaration à la DDAF qui est déterminante pour apprécier si la date de dépôt est respectée et non la date d'envoi.

8 Quels documents dois-je joindre à ma déclaration ?

Pour chaque site, je joins l'arrêté individuel d'autorisation le plus récent ou le récépissé de déclaration le plus récent pour tout élevage soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la réglementation relative aux installations classées.

Si les effectifs que je détiens le 31 décembre 2000 ou ceux que je détiens aujourd'hui sont supérieurs à ceux figurant dans ces documents, je dois déposer auprès de la préfecture une demande de régularisation de ma situation. Dans ce cas, je joins une attestation de dépôt de demande de régularisation, à défaut une déclaration sur l'honneur.

9 Que se passe-t-il si je ne dépose pas une déclaration d'intention complète dans les délais ?

1. Je perds définitivement l'accès aux aides du programme. Si je ne suis pas sûr de pouvoir obtenir des aides pour mon élevage, il est préférable que je dépose tout de même une déclaration d'intention d'engagement.
2. Si mon élevage est situé en zone vulnérable, je ne pourrai plus obtenir aucune aide publique à l'investissement, sauf si je respecte déjà toutes les prescriptions du programme d'action, notamment les périodes d'interdiction d'épandage qui nécessitent des ouvrages de stockage (fosses, fumières, etc.) d'une dimension minimale.

Hors zone d'action prioritaire, puis-je obtenir des aides pour mon élevage ? Exemple de calcul.

Catégorie d'animal	nombre au 31/12/2000	équivalence	taille de l'élevage	Seuil à atteindre	coefficient effectif/seuil pour chaque catégorie d'animal
Porcins (places de porcs de plus de 30 kg)	300		300 places	450 places	$300/450 = 0,667$
vaches laitières présentes	43	1,0 UGB	43,0 UGB		
vache allaitante présentes	...	0,7 UGB	...		
génisses de moins d'un an présentes	21	0,3 UGB	6,3 UGB		
génisses de 1 à 2 ans présentes	18	0,6 UGB	10,8 UGB		
génisses de plus de 2 ans présentes	...	0,8 UGB	...		
bovins viande de moins d'un an présents	...	0,3 UGB	...		
bovins viande de 1 à 2 ans présents	...	0,6 UGB	...		
bovins viande ou taureaux de plus de 2 ans présents	...	0,7 UGB	...		
veaux de boucherie de 0 à 3 mois présents	...	0,1 UGB	...		
Total bovins (UGB)			60,1 UGB	90 UGB	$60,1/90 = 0,667$
Total volailles de ponte, palmipèdes (EPP) EPP	20 000 EPP	$... / 20 000 = ...$
Poulets, dindes et pintades (m² de bâtiment occupé) m²	1 200 m²	$... / 1 200 = ...$
Somme des coefficients effectif/seuil pour chaque catégorie d'animal					1,334
Autres :		50 chèvres et 12 chevrettes			

Cet élevage multi-espèce est soumis, pour au moins une espèce, à la réglementation relative aux installations classées (plus de 50 animaux-équivalents pour les porcs, plus de 40 vaches laitières).

Cet élevage multi-espèce est éligible pour les trois espèces détenues sur le site car :

- La somme des quotients effectif/seuil, pour chaque catégorie d'animal par référence au tableau, est supérieure ou égale à 1 au 31 décembre 2000 ;
- la taille du cheptel porcin n'excède pas 2 000 emplacements pour les porcs de plus de 30 kilogrammes et 750 emplacements pour les truies.

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de -----	Agence de l'Eau-----	Réservé à la DDAF Date de réception : I _ I _ I _ I
---	----------------------	--

PROGRAMME DE MAÎTRISE DES POLLUTIONS LIÉES AUX EFFLUENTS D'ÉLEVAGE
DÉCLARATION D'INTENTION D'ENGAGEMENT

DOCUMENT A REMPLIR PAR LE DECLARANT et A RETOURNER AVANT LE 31 DECEMBRE 2002
à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du siège de votre exploitation

IDENTIFICATION DE L'EXPLOITATION DU DECLARANT

SIRET ¹ :	<input type="text"/>	N° PACAGE :	I _ I _ I _ I _ I _ I _ I
	<input type="text"/>	N° CHEPTEL :	<input type="text"/>
Adresse du siège de l'exploitation :			
Lieu-dit :	<input type="text"/>	Code Postal :	I _ I _ I _ I _ I ☎ : I _ I _ I _ I _ I
Commune:	<input type="text"/>	adresse Email (facultatif) :	

EXPLOITATION INDIVIDUELLE

Nom : Prénom : Date de naissance : I _ I _ I _ I

EXPLOITATION SOCIÉTAIRE

Dénomination sociale :

Forme juridique : I _ I _ I _ I _ I Date de création de l'entité juridique : I _ I _ I _ I

Associés exploitants :

Nom :	Prénom :	Date de naissance : I _ I _ I _ I
Nom :	Prénom :	Date de naissance : I _ I _ I _ I
Nom :	Prénom :	Date de naissance : I _ I _ I _ I
Nom :	Prénom :	Date de naissance : I _ I _ I _ I

pour les jeunes agriculteurs éligibles aux aides à l'installation

Date d'attribution du certificat de conformité : I _ I _ I _ I code DJA : I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I

En cas d'exploitation sociétaire, préciser le(s) membre(s) éligible(s) aux aides à l'installation :

DESCRIPTION DU CHEPTEL PRÉSENT au 31 DÉCEMBRE 2000²

Nom du site et commune de localisation =>		Site n° 1	Site n° 2	Site n° 3
1 – BOVINS				
Vaches laitières	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Vaches allaitantes	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Taureaux de plus de 2 ans	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Génisses de moins de 1 an	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Génisses de 1 à 2 ans	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Génisses de plus de 2 ans	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Bovins viande de moins de 1 an	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Bovins viande de 1 à 2 ans	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Bovins viande de plus de 2 ans	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Veaux de boucherie de 0 à 3 mois	nombre au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Total BOVINS (UGB)	<i>cadre réservé à l'administration</i>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2 – PORCINS				
Verrats	places au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Truies	places au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Porcs charcutiers de plus de 30 kg	places au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Porcs en post sevrage	places au 31/12/2000	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Total PORCS de plus de 30 kg	<i>cadre réservé à l'administration</i>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

¹ N° SIRET (ou N° SIREN) : voir déclaration TVA ; N° PACAGE : voir déclaration de la PAC.

²² Pour les jeunes agriculteurs installés entre le 31 décembre 2000 et le 31 décembre 2002, indiquer le cheptel présent à la date de la présente déclaration d'intention d'engagement

Nom du site et commune de localisation =>		Site n° 1	Site n° 2	Site n° 3
3 – VOLAILLES DE CHAIR				
Volailles de chair : poulets, dindes et pintades (préciser l'espèce)	m² de bâtiment			
	nombre au 31/12/2000			
	et nombre de places			
TOTAL VOLAILLES DE CHAIR (m² de bâtiment occupé) <i>cadre réservé à l'administration</i>				
4 VOLAILLES DE PONTE ET PALMIPÈDES				
Poules pondeuses	nombre au 31/12/2000			
	et nombre de places			
Dindes reproductrices	nombre au 31/12/2000			
	et nombre de places			
Poulettes démarrées	Produites en 2000			
	et nombre de places			
Dindes futures reproductrices	Produites en 2000			
	et nombre de places			
Canards	nombre au 31/12/2000			
	et nombre de places			
Oies	nombre au 31/12/2000			
	et nombre de places			
Canards ou oies en gavage	nombre au 31/12/2000			
	et nombre de places			
VOLAILLES DE PONTE ET PALMIPÈDES (éq. Poule pondeuse) <i>cadre réservé à l'administration</i>				
5 – AUTRES				
Lapins de plus d'un mois	nombre au 31/12/2000			
Autres : ovins, caprins, ... (préciser)	nombre au 31/12/2000			
Le site d'élevage a déjà bénéficié d'aide au titre du PMPOA ⁽¹⁾		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Indiquer le régime réglementaire auquel est soumis le site d'élevage à la date de la présente déclaration. ⁽¹⁾		<input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> RSD ⁽²⁾	<input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> RSD	<input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> RSD

<i>Cadre</i>	site d'élevage en zone vulnérable (ZV)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>réserve à</i>	site d'élevage en zone d'action prioritaire hors ZV	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>l'admi-</i>	site d'élevage éligible au vu de sa taille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>nistration</i>	site d'élevage soumis à autorisation non IPPC ⁽³⁾	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	site d'élevage non éligible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ cochez la case correspondante - ⁽²⁾ règlement sanitaire départemental - ⁽³⁾ directive relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution

Je soussigné (Nom, Prénom) :

✓ Vous informe de mon intention de m'engager dans le programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage et désire bénéficier de subvention pour réaliser les études préalables à un projet d'amélioration.

✓ À titre indicatif, souhaite réaliser ces études en :

☐ 2002 ☐ 2003 ☐ 2004 ☐ 2005 ☐ au-delà (seuls les élevages hors zone vulnérable peuvent formuler ce souhait)

✓ M'engage, dans le cas où mon exploitation est située en zone vulnérable, à, au plus tard le 31 décembre 2002 :

- disposer d'un plan de fumure,
- tenir à jour un cahier d'épandage des fertilisants azotés,
- et à épandre au plus tard à compter du 20 décembre 2002 une quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage n'excédant pas 170 kg par hectare épandable et par an,

✓ Autorise la DDAF à utiliser les données dont elle dispose pour instruire et contrôler cette déclaration et je m'engage à lui fournir tous les éléments justificatifs qu'elle solliciterait.

✓ Atteste sur l'honneur que les renseignements fournis à l'appui de la présente déclaration sont sincères et véritables et certifie avoir pris connaissance que toute fausse déclaration de ma part sera passible des dispositions pénales prévues à l'article 22 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968.

Fait à : le

Signature(s)

(le cas échéant, signature de tous les associés du GAEC)

Cadre réservé à l'administration : ☐ Demande préalable ou étude préalable déjà déposée avant la réforme du PMPOA

☐ Jeune agriculteur éligible aux aides à l'installation

☐ Elevage soumis à déclaration ou autorisation.

Pièces IC jointes : ☐ récépissé de déclaration ☐ autorisation ☐ attestation de dépôt du dossier de régularisation ou déclaration sur l'honneur

Toute déclaration fausse, incomplète, non signée ou remise après le 31/12/2002 sera considérée comme nulle